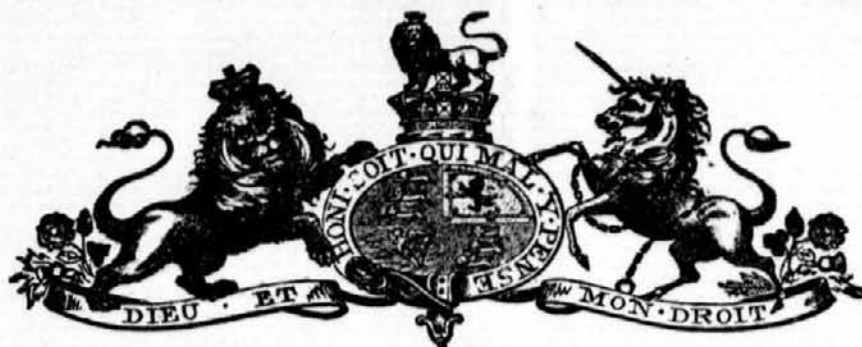




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 8 JUIN 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2159

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE A LA
CHANCELLERIE.

Québec, 6 juin 1912.

Le quinzième jour de mai mil neuf cent douze, ont été élus députés à l'Assemblée législative de la province de Québec :

Dans le district électoral de Saint-Sauveur, monsieur Joseph-Alphonse Langlois, gérant de manufacture, de la cité de Québec ;

Dans le district électoral de Joliette, monsieur Joseph-Mathias Tellier, avocat, de la ville de Joliette ;

Dans le district électoral de Jacques Cartier, monsieur Philémon Cousineau, avocat, de la ville de Saint-Laurent ;

Dans le district électoral de Rouville, monsieur J.-Edmond Robert, cultivateur, de la ville de Marieville ;

Dans le district électoral de Montréal-Saint-Georges, monsieur Charles-Ernest Gault, courtier, de la cité de Montréal ;

Dans le district électoral de Kamouraska, monsieur Adolphe Stein, avocat, de Fraserville ;

Dans le district électoral de Frontenac, monsieur Georges-Stanislas Grégoire, médecin, de la ville de Mégantic ;

Dans le district électoral de Champlain, mon-

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 8th JUNE, 1912.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2160

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 6th June, 1912.

On the fifteenth day of May, one thousand nine hundred and twelve, were elected members of the Legislative Assembly of the province of Quebec :

In the electoral district of St. Sauveur, Mr. Joseph Alphonse Langlois, of the city of Quebec, factory manager ;

In the electoral district of Joliette, Mr. Joseph Mathias Tellier, of the town of Joliette, advocate ;

In the electoral district of Jacques Cartier, Mr. Philémon Cousineau, of the town of St. Laurent, advocate ;

In the electoral district of Rouville, Mr. J. Edmond Robert, of the town of Marieville, farmer ;

In the electoral district of Montreal-St. George, Mr. Charles Ernest Gault, of the city of Montreal, broker ;

In the electoral district of Kamouraska, Mr. Adolphe Stein, of Fraserville, advocate ;

In the electoral district of Frontenac, Mr. Georges Stanislas Grégoire, of the town of Mégantic, physician ;

In the electoral district of Champlain, Mr. Joseph

sieur Joseph-Arthur Labissonnière, cultivateur, de la paroisse de Champlain ;

Dans le district électoral de Pontiac, monsieur George-B. Campbell, marchand de bois, de la cité d'Ottawa ;

Dans le district électoral de Napierville, monsieur Cyprien Dorris, cultivateur, de la paroisse de Saint-Edouard ;

Dans le district électoral de Matane, monsieur Donat Caron, cultivateur, de Saint-Octave de Méti-

Dans le district électoral de Chicoutimi, monsieur Honoré Petit, industriel, de la paroisse de Sainte-Anne de Chicoutimi ;

Dans le district électoral de Huntingdon, monsieur William-Hugh Walker, cultivateur, du canton de Godmanchester ;

Dans le district électoral de Montréal-Dorion, monsieur Georges Mayrand, notaire, de la cité de Montréal ;

Dans le district électoral de Saint-Maurice, monsieur Georges Isidore Delisle, industriel, de la paroisse de Sainte-Anne de Yamachiche ;

Dans le district électoral de Montréal-Hochelaga, monsieur Séverin Létourneau, avocat, de la cité de Montréal ;

Dans le district électoral du Lac Saint-Jean, monsieur Jean-Baptiste Carbonneau, cultivateur, de la ville de Roberval ;

Dans le district électoral de Drummond, l'honorable monsieur Louis-Jules Allard, avocat, de Saint-François du Lac, comté d'Yamaska ;

Dans le district électoral de Compton, monsieur Nathaniel George Scott, gérant de banque, de la ville de Scotstown ;

Dans le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, monsieur Napoléon Séguin, épiciier, de la cité de Montréal ;

Dans le district électoral de l'Islet, monsieur Joseph-Octave Morin, voyageur de commerce, de la cité de Québec ;

Dans le district électoral de Maisonneuve, l'honorable monsieur Jérémie L. Décarie, avocat, de la cité de Montréal ;

Dans le district électoral de Temiscaming, l'honorable monsieur Charles Ramsay Devlin, ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, de la cité de Québec.

L'honorable monsieur John-Charles Kaine, marchand, qui a été élu député à l'Assemblée législative de la province de Québec, dans le district électoral de Québec-Ouest, le quinze mai mil neuf cent douze, réside en la cité de Québec, et non en la "cité de Montréal" comme il est dit par erreur dans le texte français de l'avis du 30 mai 1912, publié dans la Gazette Officielle de Québec le premier juin courant.

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
2321 L.-P. GEOFFRION.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-huitième jour de mai 1912, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le :

District de Montréal.—M. William John Darlington, machiniste, de la Pointe Saint-Charles.

2235

Québec, 4 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 1er juin 1912, de nommer MM. Pierre Viens, Joseph Laviolette, Onésime Lepitre, François Lepitre et Damase Champigny, conseillers de la municipalité du canton Westbury, comté de Compton, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal.

2237

Arthur Labissonnière, of the parish of Champlain, farmer ;

In the electoral district of Pontiac, Mr. George B. Campbell, of the city of Ottawa, lumber merchant ;

In the electoral district of Napierville, Mr. Cyprien Dorris, of the parish of St. Edouard, farmer ;

In the electoral district of Matane, Mr. Donat Caron, of St. Octave de Méti-

In the electoral district of Chicoutimi, Mr. Honoré Petit, of the parish of Ste. Anne de Chicoutimi, manufacturer ;

In the electoral district of Huntingdon, Mr. William Hugh Walker, of the township of Godmanchester, farmer ;

In the electoral district of Montreal-Dorion, Mr. Georges Mayrand, of the city of Montreal, notary ;

In the electoral district of St. Maurice, Mr. Georges Isidore Delisle, of the parish of Ste. Anne de Yamachiche, manufacturer ;

In the electoral district of Montréal-Hochelaga, Mr. Séverin Létourneau, of the city of Montreal, advocate ;

In the electoral district of Lake St. John, Mr. Jean Baptiste Carbonneau, of the town of Roberval, farmer ;

In the electoral district of Drummond, the Honorable Louis Jules Allard, of St. François du Lac, county of Yamaska, advocate ;

In the electoral district of Compton, Mr. Nathaniel George Scott, of the town of Scotstown, bank manager ;

In the electoral district of Montreal-Sainte-Marie, Mr. Napoléon Séguin, of the city of Montreal, grocer ;

In the electoral district of L'Islet, Mr. Joseph Octave Morin, of the city of Quebec, commercial traveller ;

In the electoral district of Maisonneuve, the Honorable Jérémie L. Décarie, of the city of Montreal, advocate ;

In the electoral district of Temiscaming, the Honorable Charles Ramsay Devlin, of the city of Quebec, minister of colonization, mines and fisheries.

The Honorable John Charles Kaine, merchant, who was elected a member of the Legislative Assembly of the province of Quebec, in the electoral district of Québec West, on the fifteenth day of May, one thousand nine hundred and twelve, resides in the city of Québec, and not in the city of Montreal as is erroneously said in the french version of the notice dated the 30th May, 1912, and published in the "Quebec Official Gazette", on the first day of June instant.

The Clerk of the Crown in Chancery,
2322 L. P. GEOFFRION.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of May, 1912, to associate to the commission of the peace, for the :

District of Montreal.—Mr. William John Darlington, machinist, of Pointe Saint Charles.

2236

Quebec, 4th June, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 1st June, 1912, to appoint Messrs. Pierre Viens, Joseph Laviolette, Onésime Lepitre, François Lepitre and Damase Champigny, councillors of the municipality of the township of Westbury, county of Compton, under the provisions of article 341 of the municipal code.

2238

No 1768 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 31 mai 1912, de nommer M. Aimé Potvin, commissaire d'écoles pour la municipalité de Sainte-Clothilde, dans le comté d'Hochelaga.

2271

Avis du Gouvernement

La compagnie "Révillon Frères" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Gregor Barclay, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 1er juin 1912.

2233

Québec, 5 juin 1912.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 31 mai 1912, d'autoriser en faveur de J.-Aimé Lussier, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant, en la ville de St-Jean, comté de St-Jean, district d'Iberville, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-A. Fournier, en son vivant du même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

2273

Avis est par le présent donné que "The Travelers Indemnity Company", de Hartford, Conn., a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires d'assurances contre les accidents, maladies, chaudières à vapeur, volants et automobiles, dans cette province.

Le nom du principal agent pour la province, est M. F. F. Parkins, Bâtisse de la Banque Nationale, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce trente-unième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec.

2229

No 818-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Québec, 4 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 31 mai 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Wickham Ouest, comté de Drummond, le bien fonds ayant au cadastre officiel du canton Wickham, le No 28 du 7e rang et de l'annexer à celle de Saint-Germain de Grantham, même comté.

2257

No. 1768 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st day of May, 1912, to appoint Mr. Aimé Potvin, a school commissioner for the municipality of Sainte Clothilde, in the county of Hochelaga.

2272

Government Notices

The company "Révillon Frères" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Gregor Barclay, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 1st June, 1912.

2234

Quebec, 5th June, 1912.

Notice is hereby given that His Honour the Lieutenant Governor of the province of Quebec, has been pleased, on the 31st day of May, 1912, to authorize in favor of J. Aimé Lussier, esquire, notary public, practising and residing in the town of St John's, county of St. John's, district of Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of the late J. A. Fournier, in his lifetime notary public, of the same place, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

2274

Notice is hereby given that "The Travelers Indemnity Company", of Hartford, Conn., has been licensed and registered to transact in this province, the business of accident, sickness, steam boiler, fly wheel and automobile insurances.

The name of the chief agent for the province is Mr. F. F. Parkins, Banque Nationale Building, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this thirty first day of May, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec.

2229

No. 818.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 31st May, 1912, to detach from the school municipality of Wickham West, county of Drummond, the lot bearing on the official cadastre of the township of Wickham, the No. 28 of the 7th range, and to annex same to that of Saint Germain de Grantham, same county.

2258

No. 1810.11.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Québec, 4 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 31 mai 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Péribonka, comté de Lac Saint-Jean, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Taillon, les Nos 86 à 98, inclusivement, et de les annexer à celle de Pointe-à-la-Savane, dans le même comté.

2259

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 31 mai 1912.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Charlemagne, dans le comté de l'Assomption, le quatrième jour de mars 1912, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies :

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Charlemagne, dans le comté de l'Assomption, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement, sauf celles requises pour la "Gazette Officielle".

GUSTAVE GRENIER,

Greffier, Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 4 juin 1912.

2275

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 11 avril 1912.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Bonsecours, dans le comté de l'Islet, le vingt cinquième jour de février 1912, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Bonsecours, dans le comté de l'Islet, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement, sauf celles requises pour la "Gazette Officielle".

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 4 juin 1912.

2277

No. 1810.11.

DEPARTEMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Boundary of school municipalities.

Québec, 4th June, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, of the 31st May, 1912, to detach from the school municipality of Péribonka, county of Lake Saint John, the lots bearing on the official cadastre of the township Taillon, the Nos. 86 to 98 inclusively, and to annex same to that of Pointe-à-la-Savane, in the same county.

2360

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 31st May, 1912.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Charlemagne, in the county of l'Assomption, on the fourth day of March, 1912, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Québec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed :

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Charlemagne, in the county of l'Assomption, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Québec, be henceforth published in the french language only, except those required for the "Official Gazette".

GUSTAVE GRENIER,

Clerk of Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Québec.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 4th June, 1912.

2276

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 31st May, 1912.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Bonsecours, in the county of L'Islet, on the twenty fifth day of February, 1912, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, be made under the provision of the municipal code of the province of Québec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Bonsecours, in the county of L'Islet, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Québec, be henceforth published in the french language only, except those required for the "Official Gazette".

GUSTAVE GRENIER,

Clerk, Executive Council,

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Québec.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Québec, 4th June, 1912.

2278

No. 1545.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection de municipalités scolaires.

Québec, 5 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 30 mai 1912 d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Canton Raudot", comté de Témiscouata, les six premiers rangs du canton Raudot, moins les rangs A et B, ainsi que les lots 44 à 54 inclusivement du 1er rang, les lots Nos 45 à 54 inclusivement du 2ème rang, et aussi les lots Nos 49 à 54 inclusivement du 3ème rang qui font déjà partie de la municipalité scolaire de Saint Cyprien.

Le territoire dont on demande l'érection n'appartient à aucune municipalité scolaire.

No 871.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection de municipalités scolaires.

Québec, 4 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 31 mai 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Hatley, comté de Stanstead, tout le territoire assigné au village de Hatley par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 10 février 1912, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Village de Hatley, dans le même comté.

No. 499-07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection de municipalités scolaires.

Québec, 4 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 31 mai 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Péribonka, comté du Lac Saint-Jean, les biens-fonds compris dans les rangs 1 jusqu'à 6 (six), inclusivement, du canton Dolbeau; tous les biens-fonds compris dans les rangs 4, 5, 6, 7, 8, et 9, inclusivement, du canton Dalmas, à partir de la rivière Petite-Péribonka jusqu'à la ligne centrale entre les Nos 36 et 37, du sudit canton Dalmas, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Amédée", dans le même comté.

No. 1780.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of school municipalities.

Québec, 4 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté ministériel du 31 mai 1912, de détacher :

1° De la municipalité scolaire de Wendover & Simpson, comté de Drummond, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Simpson, les Nos 20 à 26 inclusivement, du 2ème rang; les lots Nos 20 à 25 inclusivement, du 3ème rang; les lots Nos 13 à 28 inclusivement, des 4ème, 5ème, 6ème et 7ème rangs;

2° De la municipalité scolaire de Kingsey, même comté, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Kingsey, le No 22 du 3ème rang; les lots Nos 22 à 27 inclusivement du 4ème rang; les lots Nos 22 à 28 inclusivement, des 5ème, 6ème, 7ème, 8ème et 9ème rangs;

3° De la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, comté d'Arthabaska, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Simpson, les Nos 13 à 24 A inclusivement, du 8ème rang; les lots Nos 20 à

No. 1545.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of school municipalities.

Québec, 4th June, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 31st May, 1912 to erect into a separate school municipality, under the name of "Township Raudot", county of Témiscouata, the six first ranges of the township Raudot, minus the ranges A and B, and the lots 44 to 54 inclusively of the 1st range, the lots Nos. 45 to 54 inclusively of the 2nd range, and also the lots Nos. 49 to 54 inclusively of the 3rd range which already form part of the school municipality of Saint Cyprien.

The territory application for which is made to be erected does not belong to any school municipality.

No. 871.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of school municipalities.

Québec, 4th June, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 31st May, 1912, to detach from the school municipality of Hatley, county of Stanstead, the whole of the territory assigned to the village of Hatley by proclamation published in the "Official Gazette" of the 10th February, 1912, and to erect the said territory into a separate school municipality under the name of Village of Hatley, in the same county.

No. 499-07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of school municipalities.

Québec, 4th June, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 31st May, 1912, to detach from the school municipality of Péribonka, county of Lake Saint-John, the lots comprised in the ranges 1 up to 6 inclusively, of the township Dolbeau, the whole of the lots comprised in the ranges 4, 5, 6, 7, 8 and 9 inclusively, of the township Dalmas, from the Little Péribonka river to the central line between the Nos. 36 and 37 of the aforesaid township Dalmas, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality under the name of "Saint Amédée", in the same county.

No. 1780-06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of school municipalities.

Québec, 4th June, 1912.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 31st May, 1912, to detach :

1. From the school municipality of Wendover & Simpson, county of Drummond, the lots bearing on the official cadastre of the township Simpson, the Nos. 20 to 26 inclusively of the 2nd range, the lots Nos. 20 to 25 inclusively of the 3rd range, the lots Nos. 13 to 28 inclusively of the 4th, 5th, 6th and 7th ranges;

2. From the school municipality of Kingsey, same county, the lots bearing on the official cadastre of the township Kingsey, the No. 22 of the 3rd range, the lots Nos. 22 to 27 inclusively of the 4th range, the lots Nos. 22 to 28 inclusively of the 5th, 6th, 7th, 8th and 9th ranges;

3. From the school municipality of Sainte-Clotilde, county of Arthabaska, the lots bearing on the official cadastre of the township Simpson, the Nos. 13 to 24 A inclusively of the 8th range, the

22 inclusivement du 9ième rang, et d'ériger tout ce territoire, qui forme la paroisse canonique de Saint-Lucien, en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Lucien", comté de Drummond.

2255

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1912, constituant en corporation MM. Robert Taschereau, Joseph Emile Billette, avocats, Charles Ernest Lamb, étudiant en droit, Howard Salter Ross, avocat, et Joseph Alexander Trotwood Richards, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général d'immeubles, louer, acheter, et transiger sur les immeubles ;

Arpenter, subdiviser, améliorer et développer des terres, dans le but de les vendre, ou autres buts, et pour faire et accomplir toutes choses nécessaires et utiles à ces fins pour des résidences, des établissements de commerce ou des industries ;

Transiger et négocier avec toutes autres compagnies faisant le même genre d'affaires, et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce d'immeubles ;

Employer en tout ou en partie ces fonds pour l'achat d'actions d'autres corporations, faisant en tout ou en partie un commerce ou des opérations semblables à ceux de la compagnie ;

Acquérir des héritiers fiduciaires ou de la succession de feu Alexis Brunet les immeubles lui appartenant, et connus actuellement sous le nom de Viewmount, dans la cité de Montréal, ainsi que la propriété de Dorval, dans la paroisse de Lachine, dans le but de les exploiter, développer, vendre, céder, louer ou d'en disposer autrement, et les payer en parts ou stock acquittés de la compagnie, soit pour le total, soit en partie ;

Emettre et assigner du stock acquitté de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrats, brevets d'invention, marques de commerce, immeubles, stock, obligations, débetures, et autres propriétés et droits que la compagnie peut légalement acquérir ;

Faire toutes autres affaires et opérations ayant rapport ou étant utiles à l'acquisition des objets et à l'exercice des pouvoirs ou obligations auxquels la compagnie est autorisée, soit par principaux, soit comme agents. Les pouvoirs dans chaque cas ne devant être considérés comme limités ou restreints par interprétation ou déduction des termes de chacun d'eux, sous le nom de "Viewmount Land Company Limited", avec un capital de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille actions (10,000) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mai 1912.

2227

J. C. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 29 mai 1912, constituant en corporation Dame Laure Julie L. Lesage, dûment autorisée par son mari Antoni Lesage, Dame Emma Lachapelle Lesage, dûment autorisée par son mari Joseph Arthur Lesage, Antoni Lesage, gérant de compagnie, de la ville Montcalm, Louis Alexandre Lemoine, comptable, et Joseph Arthur Lesage, courtier d'immeubles, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles sous toutes ses formes et toutes transactions s'y rattachant ;

Exploiter des sources d'eau naturelle et faire le commerce de toutes liqueurs qui peuvent être ma-

lots Nos. 20 à 22 inclusivement de la 9th range, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of "Saint Lucien", county of Drummond.

2256

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1912, incorporating Messrs. Robert Taschereau, Joseph Emile Billette, advocates, Charles Ernest Lamb, law student, Howard Salter Ross, advocate and Joseph Alexander Trotwood Richards, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on a general real estate business, lease, construct, purchase and deal in immovables ;

To survey, subdivide, improve and develop lands for the purpose of selling same, or other purposes, and do and accomplish everything necessary and useful respecting such purposes for residences and commercial or industrial establishments ;

To transact and negotiate with any other company carrying on the same kind of business and generally carry on any operations necessary in the real estate business ;

To employ its funds in whole or in part for the purchase of the shares of other corporations carrying on in whole or in part a business or operation similar to those of the company.

To acquire from the fiduciary heirs or from the estate of the late Alexis Brunet the immovables belonging to same and presently known under the name of Viewmount, in the city of Montreal, and the property of Dorval, in the parish of Lachine, for the purpose of operating, developing, selling, conveying, leasing or otherwise disposing of same, and to pay for them either in whole or in part with shares or paid up stock of the company ;

To issue and assign paid up stock of the company in payment or part payment for any business, franchise, undertaking, rights, powers, privileges lease, license, contract, patents of invention, trade marks, immovables, stock, bonds, debentures and other property and rights that the company may lawfully acquire ;

To do all such other things and operations in connection with or useful for the acquisition of the objects and the exercise of the powers or obligations for which the company is authorized, either as principals or as agents. The powers in each case are not to be considered as limited or restricted by interpretation of or deduction from the terms of any of such under the name of "Viewmount Land Company Limited", with a total capital of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this thirtieth day of May, 1912.

2228

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 29th May 1912, incorporating Dame Laure Julie L. Lesage, duly authorized by her husband Antoni Lesage, Dame Emma Lachapelle Lesage, duly authorized by her husband Joseph Arthur Lesage, Antoni Lesage, company manager, of the town of Montcalm, Louis Alexandre Lemoine, accountant, and Joseph Arthur Lesage, real estate broker, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its forms and any transactions connected therewith ;

To exploit natural water springs and deal in any liquid that may be manufactured with such water,

nufacturées avec cette eau, sous le nom de "Compagnie Lemoine & Lesage, Limitée", avec un capital de cent mille piastres (\$100,000.00) divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,

2225

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Théophile Goulet, Fabien Côté, Alexandre McAuley Murphy, Chester Stewart et Abraham Rudner, tous manufacturiers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter et vendre des bouteilles, tonneaux, barriques, siphons, vaisseaux, bidons, caisses, boîtes, emballages et autres récipients nouveaux et de seconde main, aussi des caisses à claire voie, cylindres, barils, en faire le commerce et le trafic ;

Mettre en opération une maison pour l'échange et la vente des bouteilles en faveur de ses actionnaires ou autres et faire tous les contrats nécessaires pour mener à bien les dits objets ;

Entreprendre, acheter, vendre, assortir, charroyer et autrement faire le commerce de bouteilles, tonneaux, barriques, siphons, vaisseaux, bidons, caisses, boîtes, emballages, caisses à claire voie, cylindres, barils et autres récipients, au moyen d'échange, de vente ou autrement pour les fins de leurs affaires ;

Promouvoir la protection et protéger les propriétaires de bouteilles estampées, tonneaux, barriques, siphons, vaisseaux, bidons, caisses, boîtes, emballages, barils et autres récipients, en promouvant l'intégrité, clientèle et coopération des personnes qui font usage de bouteilles estampées à Montréal ou ailleurs dans la province, et par la punition de commerçants illégaux et autres qui transgressent la loi en aucune manière ;

Acheter ou vendre des immeubles et conduire telles autres opérations par contrat, commission ou autrement qui peuvent être semblables à telle organisation, sous le nom de "Associated Bottles Exchange & Protective Association", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en dix-neuf cents (1900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,

2221

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Henri Papin Pepin et Lionel Girouard, notaires, Edmond Brouard, Alfred Forest et Eugène Honoré Godin, avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

En général :

Faire, en son nom pour soi-même ou pour autres et au nom d'autres, pour soi-même ou autres, les affaires et opérations respectives dans toutes leurs branches de toute sorte, d'agents, courtiers, promoteurs, financiers, comptables, auditeurs, experts d'immeubles, commissaires-priseurs et estimateurs ; d'entrepreneurs et constructeurs en général de travaux privés et publics ; de bois, pulpe, papier, marchands et manufacturiers ; de compagnies d'emmagasinage, compagnies d'immeubles, compagnies de mines, de moulins et de réduction, et de compagnies de gaz hydraulique, éclairage électrique et ouvoir ;

under the name of "Compagnie Lemoine & Lesage, Limitée", with a capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

2226

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the thirtieth day of May, 1912, incorporating Messrs. Theophile Goulet, Fabien Côté, Alexandre McAuley Murphy, Chester Stewart and Abraham Rudner, all manufacturers, of the city of Montreal, for the following purposes :

To buy and sell (trade and traffic) in bottles, casks, kegs, siphons, vessels, cans, cases, boxes, packages and other containers new and second hand, also in crates, cylinders, barrels ;

To operate a bottle exchange or bottle clearing house on behalf of its shareholders or others, and to make all necessary contracts to carry out these purposes ;

To contract for purchase, sale, sorting, cartage and the otherwise handling of or dealing in bottles, casks, kegs, siphons, vessels, cans, cases, boxes, packages, crates, cylinders, barrels and other containers—through the medium of the exchange, clearing house or otherwise for the purpose of their business ;

To promote the protection and to protect owners of branded bottles casks, kegs, siphons, vessels, cans, cases, boxes, packages, barrels and other containers, by promoting the integrity, good-will and cooperation of users of branded bottles in Montreal and elsewhere, in the province, and by punishment of illegal traders and others who in any way transgress the law ;

To buy or sell real estate, and to conduct such other operations by contract, commission or otherwise, as may be germane to such an organization, under the name of "Associated Bottle Exchange & Protective Association" with a capital of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into nineteen hundred (1900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

2222

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirtieth day of May, 1912, incorporating Messrs. Henri Papin Pepin and Lionel Girouard, notaries, Edmond Brossard, Alfred Forest and Eugène Honoré Godin, advocates, of the city of Montreal, for the following purposes :

Generally :

To carry on, in its name for itself or for others and in the name of others for itself or others, the respective business and operations in all their branches of all kinds of agent, brokers, promoters, financiers, accountants, auditors, real estate experts, appraisers and valuers ; of general contractors and builders of private and public works ; in lumber, pulp, paper, merchants and manufacturers ; of warehouse companies, of real estate companies, mining, milling and reduction companies, and hydraulic, electric light and power companies ;

Spécialement :

Assumer, souscrire pour, acheter ou acquérir autrement des actions, obligations, débetures, stock de débetures, billets, valeurs et autres garanties de tous gouvernements, compagnies, corporations privées ou publiques, et les posséder, négocier, engager, vendre, échanger ou en disposer autrement ;

Acheter et acquérir autrement des obligations, hypothèques, garanties, engagements ou autres garanties, billets, comptes, livres de dettes ou tous autres effets mobiliers ou valeurs de toute compagnie, corporation privée ou publique, société, succession ou personne, et les posséder, en faire le commerce, les négocier, hypothéquer, engager, transporter, vendre, échanger ou en disposer autrement ;

Conduire, administrer, transiger, promouvoir, négocier ou aider financièrement l'entreprise, les biens meubles et immeubles, les affaires ou objets et exécuter tout mandat de toute corporation, compagnie, société ou personnes ; assumer, souscrire pour faire le commerce, promouvoir, négocier ou aider financièrement les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute compagnie ou corporation et émettre au lieu d'icelles, des actions, obligations ou débetures de la compagnie garanties par les actions, obligations, débetures ou autres actifs de la compagnie et de toute telle autre compagnie ou corporation ou l'une ou l'autre, et les posséder, promouvoir, négocier, aider financièrement, engager, vendre ou en faire le commerce ;

Agir comme agent et propriétaire absolu pour la transaction de toutes affaires, l'administration de toute succession, la vente de propriété, meubles et immeubles, le placement et la perception d'argent, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, billets, comptes et autres valeurs et garanties, agir comme agent pour les fins d'enregistrement, émission et contre-seing de transports et certificats de stock, obligations, débetures ou autres obligations de toute association ou corporation municipale ou autre, recevoir et administrer tous fonds d'amortissement y ayant rapport et garantir le paiement de toutes débetures, stock de débeture, bons, obligations ou autres garanties ou les intérêts d'iceux ;

Agir comme fidéicommissaire en rapport à toutes débetures, obligations, hypothèques, engagements ou autres garanties émises, suivant la loi, par tout gouvernement, corporation municipale ou autre, posséder une propriété hypothéquée ou engagée pour garantir le paiement des dites débetures, obligations, hypothèques et engagements ou autres garanties, et faire le commerce avec la dite propriété conformément à l'instrument la constituant, pourvu que la compagnie, en agissant comme ci-dessus, ne viole pas l'article 365 du Code Civil ;

Construire, maintenir et mettre en opération ou louer des bâtiments et constructions convenables pour la réception et dépôt de biens personnels de toute nature et espèce ; agir comme agents consignataires et dépositaires d'iceux et prendre toute sorte de biens personnels pour dépôt et sûreté aux termes qui pourront être convenus ;

Au nom des mandataires ou en son propre nom ou pour son propre compte ou au nom ou pour le compte des compagnies, corporations, sociétés ou personnes étant mandataires, effectuer les placements soit en acquérant des biens meubles ou immeubles, dettes, valeurs ou autres garanties, soit en prêtant ou empruntant de l'argent aux termes qui seront jugés à propos, avec pouvoir de prendre des garanties pour le paiement des dits emprunts et prêts sur immeubles, rentes de terrains, fédérales, provinciales, anglaises, étrangères ou autres ou sur stock, actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute corporation municipale ou autre ou sur marchandises en dépôt ou engagées en faveur de la compagnie ou toutes autres garanties qui peuvent paraître acceptables, et acquérir par achat ou autrement aucun des susdits biens ou actifs qui

Especially :

To underwrite, subscribe for, buy or otherwise acquire, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes, values and other securities of all governments, companies, private or public corporations, and hold, negotiate, pledge, sell, exchange or otherwise dispose of same ;

To buy and otherwise acquire obligations, hypothecs, pledges, mortgages or other securities, notes, bills, book debts or any other moveable effects or values of any company, private or public corporation, firm, estate or person and to hold, deal in, negotiate, mortgage, pledge, transfer, sell, exchange or otherwise dispose of same ;

To manage, administer, transact, promote, negotiate or finance the undertaking, the enterprise, the real or personal property, the business or affairs and execute any mandate of any corporation, company, partnerships, or persons ;

To underwrite, subscribe for, deal in, promote, negotiate or finance the shares, bonds, debentures or other securities of any company or corporation and issue, in lieu thereof, shares, bonds or debentures of the company guaranteed by the shares, bonds, debentures or other assets of the company and of such other company or corporation or either, and hold, promote, negotiate, finance, pledge, sell or deal in same ;

To act as agents or absolute owners for the transaction of any business, the management of any estate, the sale of property, real or personal, the investing and collection of money, rents interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other values and securities, to act as agent for the purpose of registering, issuing and countersigning the transfers and certificates of stock, bonds, debentures, or other obligations of any association or corporation, municipal or other, to receive and manage any sinking fund connected therewith and to guarantee the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities or the interest thereon ;

To act as trustees in respect of any debentures, bonds, mortgages, hypothecs or other securities issued, according to law, by any government, municipal or other corporation, to hold property mortgaged or pledged to it, to secure the payment of such debentures, bonds, mortgages and hypothecs or other securities, and to deal with such property in accordance with the instrument creating the same provided the company, in acting as above, does not violate article 365 of the Civil Code ;

To construct, maintain and operate or to lease buildings and structures suitable for the reception and storage of personal property of every nature and kind ; to act as agents, consignees and bailees thereof and to take all kinds of personal property for deposit and safekeeping on such terms as may be agreed upon.

In the name of mandators or in its own name on its own account or in the name or on account of companies, corporations, firms or persons being mandators, to effect investments either by acquiring moveable or immoveable property, debts, values or other securities, either by lending or loaning money upon such terms as are deemed expedient, with power to take security for the payment of such loan or investment upon real estate, ground rents, dominion, provincial, british, foreign or other securities or on stock, shares, bonds, debentures or other securities of any municipal or other corporation or on merchandise warehoused or pledged in favor of the Company or such other securities as may be deemed acceptable and to acquire by purchase or otherwise any of the aforesaid property or assets which may have been pledged with the Com-

peuvent avoir été engagés avec la compagnie comme garantie pour les dits prêts et emprunts, et de les vendre ;

Agir comme agence ou association pour ou en faveur d'autres personnes qui lui confient de l'argent pour emprunt ou placement, garantir le remboursement du principal ou le paiement de l'intérêt ou tous les deux, de tous argents confiés à la compagnie pour emprunt ou placement, dans le but de les garantir contre la perte, sur toute garantie ou obligation ou toute avance faite par la compagnie, et recevoir et disposer de toute description d'actif ou garantie collatérale, qui est transportée, engagée, hypothéquée ou transférée à ou en dépôt avec la compagnie en rapport avec telles garanties, obligations, avances ou placements ;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute autre compagnie, société, association ou personne et dans ce but, souscrire pour acheter, vendre et en général faire le commerce de ou avec les debentures, actions, hypothèques et telles autres garanties de telle compagnie, société, association ou personne et autrement employer l'argent, crédit, garanties ou valeurs de la compagnie ou de telle autre compagnie, en aucune manière jugée à propos pour aucune des dites fins, soit en employant absolument toutes parties des argents de la compagnie pour telles fins ou en plaçant sur le marché ou garantissant l'émission d'actions, debentures, hypothèques, obligations ou garanties et l'intérêt d'iceux de telle autre compagnie, société ou personne ; agir comme agent pour les fins de perception et conversion en argent de ses garanties et propriétés engagées, et terminer et liquider les affaires de personnes, sociétés, associations ou corps incorporés et de faire tous les actes et choses y ayant rapport et nécessaires aux dites fin ;

Agir comme fideicommissaire pour dette ou avance, obligation, hypothèque, garantie, debenture ou autres garanties émises conformément à la loi, par toute corporation municipale ou autre ou par toute autre corporation incorporée dans la province de Québec ou ailleurs, ou par toute province du Canada, ou par la Puissance du Canada, pourvu que la compagnie, en agissant comme susdit, ne viole par l'article 365 du code civil ;

Prendre, au nom des mandataires ou en son propre nom ou à son propre compte, ou au nom ou compte des compagnies, corporations, sociétés ou personnes, un engagement sur meubles ou hypothèques sur immeubles comme garantie pour le paiement d'avances faites ou obligations contractées ou d'autres dettes ;

Posséder des biens hypothéqués, garantis ou engagés pour lui garantir le paiement de debentures ou autres dettes et faire le commerce avec tels biens conformément avec et pour les fins ci-dessus mentionnées dans l'instrument créant telles hypothèques, garanties, engagements ou obligations ;

Emprunter de l'argent à tels taux qui peuvent être convenus, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes hypothèques ou engagements ou par stocks, obligations ou autres garanties appartenant à la compagnie ;

Examiner, faire rapport et l'audition des livres, comptes, conditions et position de corporations, sociétés et personnes, lorsqu'il est requis ou autorisé de le faire, par telles corporations, sociétés ou personnes, et aussi lorsqu'il est requis par un ordre de la cour de juridiction compétente.

Acheter, vendre et placer les stocks, obligations, debentures et obligations des corporations municipales ou autres de toute sorte, soit garanties par hypothèque ou autrement, dans les garanties fédérales, provinciales, anglaises, étrangères ou autres garanties publiques ;

Garantir tout placement fait par la compagnie tel que convenu ou autrement ;

Vendre, engager ou garantir ou hypothéquer ou autre garantie ou aucune propriété mobilière ou immobilière de temps en temps posséder par la compagnie ;

Donner garantie pour l'exécution fidèle de tout

pany as security for such loan or investment, and to resell the same ;

To act as an agency or association for or on behalf of others who entrust it with money for loan or investment, secure the repayment of the principal or the payment of the interest or both of any moneys entrusted to the Company for loan or investment, for the purpose of securing it against loss, upon any guarantee or obligation or any advance made by the Company, and to receive and dispose of any description of asset or collateral security, which is conveyed, pledged, mortgaged or assigned to or warehoused with the company in connection with such guarantee, obligation, advance or investment ;

To promote or assist in promoting any other company, firm, partnership or person and for such purpose, to subscribe for, buy, sell and generally deal in or with, debentures, shares, mortgages and such other securities of such company, firm, partnership or person and otherwise to employ the money, credit, securities or values of the Company or of such other company, in any manner deemed expedient for any such purposes, either by actually employing any portion of the moneys of the Company for such purpose or by placing on the market or guaranteeing the issue of shares, debentures, mortgages, obligations or securities and the interest thereon of such other company, firm or person ; to act as agent for the purpose of collecting and converting into money its securities and properties pledged, and to close and to wind up the business of persons, partnerships, associations or corporate bodies and to do such incidental acts and things as are necessary for such purposes.

To act as Trustee for debt or advance, bond, hypothec, pledge, debenture or other securities issued according to law by any municipal or other corporation or by any other corporation incorporated in the province of Quebec or elsewhere, or by any province of Canada, or by the Dominion of Canada ; provided the company, in acting as above, does not violate article 365 of the Civil Code.

To take, in the name of mandators or in its own name on its own account, or in its name on account of companies, corporations, firms or persons, a pledge on moveables or hypothecs on immovables as security for the payment of advances made or obligations contracted or of other debts.

To hold property, mortgaged, hypothecated or pledged to it to secure the payment of debentures or other indebtedness, and to deal with such property in accordance with and for the purposes set forth in the instrument creating such mortgages, hypothecs, pledges or obligations ;

To borrow money at such rates of interest as may be agreed upon, with full power to secure such loans by any mortgages or hypothecs or by stocks, bonds or other securities belonging to the company ;

To examine, report upon and audit the books, accounts, conditions and standing of corporations, partnerships and individuals when requested or authorized so to do by such corporations, partnerships or individuals, and also when required by an order of a court of competent jurisdiction ;

To buy, sell and invest in, the stocks, bonds, debentures and obligations of municipal or other corporations of any kinds, whether secured by mortgage or otherwise, and in dominion, provincial, british, foreign or other public securities ;

To guarantee any investment made by the company as agreed or otherwise ;

To sell, pledge or hypothecate any hypothec or other security or any moveable or immovable property from time to time held by the company ;

To give securities for the faithful fulfilment of

contrat avec toute personne ou corporation par toute personne ou corporation ;

La compagnie peut acquérir et posséder au nom des mandataires ou en son nom pour son propre compte ou en son nom pour le compte de compagnies, corporations, sociétés, étant mandataires, tous les meubles et immeubles, réclamations et autres valeurs et garanties, et en disposer suivant les fins pour lesquelles il ont été acquis ;

Faire enquête, faire rapport sur et garantir le titre ou la jouissance paisible de la propriété soit absolue ou sujette à toutes qualifications et conditions ; et garantir toute personne intéressée ou sur le point d'être intéressée dans ou possédant ou sur le point d'acheter ou acquérir toute propriété immobilière contre toutes pertes, actions, procédures, réclamations ou demande, en raison de toute insuffisance imperfection ou défaut de titre ou en rapport de servitudes ou droits non payés ; et aussi garantir toute personne ou personnes contre toute perte ou dommage en raison du défaut de la part de toute personne ou personnes de faire le juste paiement du tout ou aucune partie de tout emprunt, avance, hypothèque ou réclamation, hypothécaire, ou autrement ou l'intérêt sur iceux, et émettre ses contrats de garantie de telle forme qui peut être déterminée et pour telle rémunération qui peut être fixée ;

En général charger, percevoir et recevoir toutes rémunérations consenties et raisonnables en outre des frais, charges et dépenses légales, ordinaires et d'usage, pour tous ou aucune partie ou services futurs, devoirs, dépôt, ou choses rendues, observées, exécutées ou faites en vertu d'aucun des pouvoirs de la compagnie même quand la dite compagnie agit comme mandataire ou en aucune autre qualité où les services sont par la loi ou par la coutume ordinairement gratuits ;

Entreprendre pour bâtir, construire et équiper des travaux publics et privés de toute description et pour les dites fins acheter des immeubles, construire des maisons et acquérir, acheter, posséder, vendre, disposer, fournir, manufacturer et produire toute sorte et espèce de matériaux pour l'emploi dans la construction et équipement de tels travaux publics et privés ;

Acheter, posséder, mettre en opération, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce de terrain à bois, limites à bois, licences de bois et droits de bois ; acheter, louer, vendre, manufacturer, faire le commerce de bois de construction, pulpe, papier et tous les produits provenant d'iceux, acheter, vendre, entreprendre tous les dits produits et en disposer ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder, employer, améliorer, développer, administrer, hypothéquer, louer, vendre des terrains, tenements, héritages, immeubles et intérêts en iceux, en disposer et en faire le commerce, et ériger, réparer, améliorer et maintenir des bâtisses sur toutes terres ou propriété dans lesquelles la compagnie peut avoir des intérêts, produire, développer et disposer de tel chauffage, éclairage et pouvoir moteur qui peuvent être nécessaires ou utiles à la mise en opération de ses affaires sujettes à toutes les lois provinciales et municipales à cette fin et en général faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'améliorations ;

Faire les affaires d'une compagnie de mines, de moulins, de réduction et de développement dans toutes ses branches, chercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'or, d'argent, de cuivre, de nickel, de charbon, de fer et autres mines, de carrières, de minéraux et autres dépôts et propriétés, et de creuser, lever, écraser, laver, fondre, essayer, analyser, réduire, amalgamer et autrement traiter les métaux et minéraux, appartenant ou non à la compagnie, et les rendre propres pour le commerce et de les vendre, ou toute partie ou intérêt d'iceux et en disposer autrement ;

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage, chauffage et pouvoir électrique, dans toutes ses

any contract with any person or corporation by any person or corporation ;

The company may acquire and hold, in the name of mandators or in its name for its own account or in its name for the account of companies, corporations, partnerships, being mandators, all moveable and immoveable property, claims, and other values and securities, and dispose of same according to the purposes for which they have been acquired ;

To investigate, report on and to guarantee the title to or quiet enjoyment of property either absolutely or subject to any qualifications and conditions ; and to guarantee any person interested or about to become interested in or own or about to purchase or acquire any real property against any losses, actions, proceedings, claims, or demande, by reason of any insufficiency, imperfection or deficiency of title, or in respect of encumbrances or outstanding rights ; and also to guarantee any person or persons against any loss or damage by reason of the failure on the part of any person or persons to make due payment of the whole or any part of any loan, advance, mortgage or claim, hypothecary or otherwise or the interest thereon, and to issue its contracts of guarantee in such form as it may determine and for such remuneration as it may fix ;

Generally to charge, collect and receive all agreed and reasonable remunerations beside the legal, usual and customary costs, charges and expenses for all or any part or future services, duties, trust or things rendered, observed, executed or done in pursuance of any of the powers of the company, even when the said company is acting as mandatory or in any other capacity where the services are by law or custom usually gratuitous.

To contract for, build, construct and equip public and private works of every description and for the said purposes to purchase real estate, build houses, and to acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture, and produce all manner and kinds of material for use in the construction and equipment of such public and private works ;

To purchase, hold, operate, sell, exchange, lease or otherwise deal in timber lands, timber limits, timber licences and timber rights ; to buy, lease, sell, manufacture deal and trade in lumber wood, pulp, paper and all products made therefrom, to buy, sell, contract for and dispose of all said products ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to hold, use, improve, develop, manage, hypothecate, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements, hereditaments, immoveables and interests therein, and to erect, repair, improve and maintain buildings upon any lands or property in which the company may have any interests, to generate, develop and dispose of such heat, light and motive power as may be necessary or advantageous in the carrying on of its business subject to all provincial and municipal laws in that behalf and generally to carry on the business of real estate and improvement company ;

To carry on the business of a mining, milling, reduction and development company in all its branches, to prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage gold, silver, copper, nickel, coal, iron and other mines, quarries, mineral and other deposits and properties and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, amalgamate and otherwise treat ores, metals, mineral, whether belonging to the Company or not, and to render the same marketable and to sell and otherwise dispose of the same of any part thereof or any interest therein.

To carry on a business of an electric light, heat and power company, in all its branches, to buy

branches, acheter et acquérir autrement des pouvoirs d'eau et les développer, produire, accumuler et distribuer l'électricité pour la fourniture pour l'éclairage et chauffage électrique et pouvoir moteur, manufacturer, produire ou extraire le gaz artificiel et naturel ;

De temps en temps demander, acheter et acquérir par cession, transport ou autrement et exercer, développer et jouir de toute loi, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorité, franchise, concession, droit ou privilège qu'aucun gouvernement ou autorité suprême, municipale ou locale ou toute corporation ou autre corps public peuvent être autorisés à mettre à exécution, faire ou octroyer, affecter tout stock, obligations et actifs de la compagnie pour payer et défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires d'iceux ;

Demander ou acheter ou acquérir autrement toutes patentes, brevets d'invention, octrois, licences, baux, concessions et autres semblables conférant l'emploi de tout droit exclusif ou non exclusif ou limité, ou tout secret ou autre information quant à toute invention qui peut paraître pour le bénéfice de cette compagnie, et employer, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit les biens, droits, intérêts ou information ainsi acquis ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et exécuter des billets promissaires, lettres de change, connaissances, mandats et autres instruments négociables et transférables ;

Souscrire pour, acheter ou acquérir autrement les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ou corporation, et les payer en actions, obligations, débetures ou autres garanties de cette compagnie, et posséder, vendre ou autrement faire le commerce d'actions, obligations, débetures ou autres garanties ainsi achetées et durant la possession d'icelles, exercer tous les droits et pouvoirs de propriété d'icelles, y compris les pouvoirs de voter, et garantir le paiement du principal ou dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et promouvoir toute compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en arrangement avec toute autorité, fédérale, provinciale, municipale, locale, étrangère ou autrement qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité, tous droits, privilèges, franchises et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir et conduire, exercer et remplir tous tels arrangements, droits, privilèges, franchises et concessions ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ou corporation ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de cette compagnie, et entrer en arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transaction que la compagnie est autorisée à faire ou s'engager comme capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, compagnie ou corporation, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie ou corporation, et les vendre, posséder, émettre ou émettre de nouveau avec ou sans garantie du principal et intérêt ou en faire le commerce ou en disposer autrement ;

Acheter, louer ou acquérir autrement et posséder, exercer et jouir en son propre nom ou au nom de toutes personnes, société, compagnie ou compagnies dûment autorisées, tous ou aucun des biens, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges tenus

and otherwise acquire water powers, and develop same, to generate, accumulate and distribute electricity for the supply of electric light, heat and motive power, to manufacture, produce or extract artificial or natural gas.

From time to time to apply for, purchase and acquire by assignment, transfer or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs charges and expenses thereof.

To apply for, or purchase or otherwise acquire any patents, "brevets d'invention", grants, licenses, leases, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem calculated to benefit this Company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights, interest or information so acquired ;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of this company and to hold, sell or otherwise deal in shares, bonds, debentures or other securities so purchased and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the voting powers thereof, and to guarantee payment of the principal of or dividends and interests on the shares, bonds, debentures or other securities of any company or corporation with which the company may have business relations and to promote any company or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit this company ;

To enter into arrangement with any authority, federal, provincial, municipal, local, foreign or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain, from any such authority, any rights, privilege, franchises and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges, franchises and concessions ;

To consolidate or amalgamate with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of this company and to enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventures, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which the company is authorised to engage in or carry on as capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company and to lend money, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, company or corporation and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company or corporation, and to sell, hold, issue or re-issue the same with or without guarantee of principal and interest or otherwise deal with or dispose of the same ;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, exercise and enjoy in its own name or in the name of any persons, firms, company or companies if hereunto duly authorized, all or any of the property, franchise, goodwill, rights, powers and privi-

ou possédés par toute personne ou société ou par toute compagnie ou compagnies faisant ou établies pour faire toutes affaires, et payer pour tels biens, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges, en tout ou en partie, en argent ou en tout ou en partie en actions acquittées, débetures, obligations ou autrement, et assumer toutes obligations de toute telle personne, société ou compagnie, et exercer les droits pouvoirs et franchises de toute compagnie dont le capital est possédé par cette compagnie au nom de telle compagnie ou en son propre nom, et prendre part dans l'administration, inspection ou contrôle des affaires ou opérations de toute telle compagnie ;

Rémunérer, selon que les directeurs jugeront à propos, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions, débetures ou autres garanties de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires, et les payer en argent, actions, obligations ou autrement, ou les uns ou les autres ;

Engager, acquérir et faire toutes autres affaires soit manufacturées, industrielles ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport aux affaires ou objets de la compagnie ou calculées directement ou indirectement pour en augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Vendre, louer, échanger, mettre à profit les biens, droits, franchises et entreprise de la compagnie ou toute partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour actions, obligations, débetures ou garanties de toute autre compagnie, pourvu que les actionnaires représentant les deux tiers en valeur du stock y consentent en vertu d'une résolution passée à une assemblée générale convoquée spécialement pour les dits fins ;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie, non requis immédiatement, sur telles garanties et en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps ;

Distribuer en espèce ou autrement tel qu'il sera décidé aucun des actifs de la compagnie parmi les membres et en particulier les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie qui pourra prendre tous ou aucune partie des actifs ou obligations de cette compagnie ;

Aux assemblées annuelles des actionnaires, il sera du devoir des actionnaires présents d'évaluer et d'établir par résolution, la valeur réelle des actions du capital-actions de la compagnie, telle évaluation devant être basée sur les résultats financiers des opérations de la compagnie tels que mentionnés par l'état de ses affaires devant eux, et si en aucun temps durant le cours de l'année suivante toutes actions du capital-actions de la compagnie sont offertes pour vente ou si la vente a été enregistrée dans les livres de la compagnie ou si elles ont été transmises par legs, succession, mariage d'une femme actionnaire, ou en aucune autre manière quelconque, alors la dite compagnie ou un ou plus grand nombre des actions de la compagnie, devront, durant les deux mois après telle vente, offre de vente ou transfert auront été servis à la compagnie, avoir le privilège d'acquérir les actions ainsi offertes pour vente ou transport comme susdit, sur paiement ou offre du prix de telles actions calculées suivant leur valeur telles qu'établies à la dernière assemblée annuelle de la compagnie, la compagnie ayant le premier privilège de les acquérir, et ensuite, les actionnaires, après tel délai pour permettre à la compagnie de délibérer après tel ordre et à telles conditions, quant aux actionnaires respectifs, suivant qu'il peut-être déterminé par les règlements de la compagnie ;

Une partie des directeurs peut consister d'étrangers ou sujets de Sa Majesté résidant dans d'autres pays ; Les directeurs résidant dans d'autres pays

legues held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business, and to pay for such property, franchises, good-will, rights, powers and privileges wholly or partly in cash or wholly or partly in paid up shares, debentures, bonds or otherwise, and to undertake any liabilities of any such person, firm or company and to exercise the rights, powers and franchises of any company whose capital is owned by this Company in the name of such company or in its own name, and to take part in the management, supervision or control of the business or operations of any such company ;

To remunerate, as the directors may deem fit, any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares, debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ; and to pay for same in cash, shares, bonds or otherwise or in either.

To engage in, acquire and carry on any other business, whether manufacturing, industrial or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To sell, lease, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with the property, rights, franchises and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and, in particular, for shares, bonds, debentures or securities of any other company ; provided the shareholders representing two-thirds in value of the stock, consent thereto by resolution passed at a general meeting specially called for said purpose ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, upon such securities and in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company amongst the members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

At annual meetings of the shareholders, it shall be the duty of the shareholders present to estimate and establish, by resolution, the real value of the shares of the company's capital stock, such estimation to be based on the financial results of the company's operations as shown by the statement of its affairs before them ; and if, at any time during the course of the following year, any shares of the company's capital stock are offered for sale, or if the sale has been recorded in the company's books or if they have been transmitted by legacy, inheritance, the marriage of a female shareholder, or in any other manner whatsoever, then the said company or one or a greater number of the shareholders of the company shall, during the two months after such sale, offer of sale or transfer shall have been served upon the company, have the privilege of acquiring the shares so offered for sale or transferred as aforesaid, on payment or offer of the price of such shares calculated according to their value as established at the 1st annual meeting of the company, the company having the first privilege of acquiring them and, afterwards, the shareholders, after such delay to allow the company to deliberate after such order and on such conditions as regards the respective shareholders, as may be determined by the by-laws of the company ;

A portion of the directors may consist of foreigners or His Majesty's subjects residing in other countries. The directors residing in other countries

seront les délégués ou représentants de la compagnie pour toutes ses affaires dans les autres pays ; Les dits représentants ou délégués agiront sous le nom de " Foreign Committee " ;

Le dit comité nommera son président et de concert avec le bureau des directeurs fera des règles et règlements pour le gouvernement interne ; ses pouvoirs et attributions seront déterminés par un règlement de la compagnie ;

Les directeurs résidant à l'étranger ou qui sont absents peuvent se faire représenter aux assemblées du bureau des directeurs au moyen de procurations spéciales données à un de leurs collègues ou co-directeurs, ils peuvent également voter par lettre ou par télégraphe ;

Au cas que le capital actions soit augmenté, les détenteurs d'actions antérieurement émises auront le droit par préférence à souscrire pour les actions devant être émises ;

Les produits nets, après déduction de toutes charges, constitueront les profits de la compagnie ;

Sur et des tels profits, il sera pris :

1° Cinq par cent du montant total pour former un fonds de réserve, jusqu'au montant de dix par cent (10%) du capital.

2° La somme nécessaire pour permettre aux actionnaires des actions préférentielles 6% sur le montant de leurs actions acquittées ;

Le surplus du profit, après déduction de ci-dessus, sera distribué comme suit :

1° Six par cent aux directeurs ;

2° Et la balance, savoir : quatre-vingt-quatorze par cent, aux actionnaires dans la proportion de quarante par cent (40%) aux détenteurs du stock préférentiel et soixante par cent (60%) aux détenteurs du stock ordinaire ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets et faire toutes ou aucune des susdites choses comme principaux agents et procureurs ;

Le capital actions de la Compagnie sera d'un million de piastres, divisé en 10000 actions de \$100.00 chacune, sujet à augmenter le capital actions en vertu des dispositions du dit acte, duquel 5000 actions seront 6% actions préférentielles, à savoir : les dites 5000 actions auront droit à un dividende de 6% par année payable à tels temps et dans telles proportions que les directeurs de la compagnie jugeront à propos par préférence sur les 5000 actions du stock ordinaire de la Compagnie, et si les gains ne sont pas suffisants pour payer le dit dividende des 6%, les gains de l'année suivante ou toute année successive ou années seront employés pour la dite fin, et le stock ordinaire n'aura pas droit à aucun dividende jusqu'à ce que le dividende des actions préférentielles aura été pourvu, ensemble avec tous les arrérages d'icelui, et dans la procédure ou disposition de liquidation de la Compagnie, les détenteurs des dites 5000 actions du stock préférentiel auront droit de recevoir la valeur au pair des dites actions par préférence sur les détenteurs des actions ordinaires et avant que les dites actions ordinaires soient autorisées à recevoir aucune partie des actifs de la compagnie et après le paiement de la valeur au pair des détenteurs des dites actions préférentielles les détenteurs des actions ordinaires recevront la valeur au pair ou une proportion d'icelle suivant la suffisance des actifs, et après cela s'il reste une balance, elle sera distribuée parmi les détenteurs d'actions préférentielles et ordinaires, sans autre distinction, sous le nom de " International Corporation of Industry, Limited, " avec un capital total d'un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la Corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour du mois de mai 1912.

C. J. SIMARD,

2253

Sous-secrétaire de la province.

shall be the delegates or representatives of the company for all its affairs in the other countries ;

Such representatives or delegates shall act under the name of " Foreign Committee " ;

Such committee shall appoint its chairman, and, in concert with the board of directors, make rules or by-laws for its internal government ; its powers and attributes shall be determined by a by-law of the Company ;

Directors residing abroad or who are absent, may have themselves represented at meetings of the Board of Directors by means of special proxies given to one of their colleagues or co-directors, they may likewise vote by letter or by telegram ;

In the event of the capital-stock being increased, the holders of shares previously issued shall have a right by preference to subscribe for the shares to be issued.

The net proceeds, after deducting all charges, shall constitute the profits of the Company ;

From and out of such profits, there shall be taken :

1. Five per cent from the total amount to form a reserve fund, to the extent of ten per cent (10%) of the capital ;

2. The sum necessary to allow the shareholders of preference shares 6% upon the amount of their paid up shares ;

The surplus profit, after deducting the above, shall be distributed as follows :

1. Six per cent to the Directors ;

2. And the balance, namely : ninety-four per cent, to the shareholders in the proportion of forty per cent (40%) to the holders of preference stock, and sixty per cent (60%) to the holders of common stock ;

To do all other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principal agents or attorneys ;

The capital-stock of the Company will be one million dollars divided into 10,000 shares of \$100.00 each subject to increase of such capital-stock under the provisions of the said Act, thereof 5,000 shares shall be 6% preference shares, that is to say : the said 5000 shares shall be entitled to a dividend of 6% per annum payable at such times and in such proportions as the directors of the company may see fit by preference over the 5000 shares of common stock of the company, and, should the earnings be insufficient to pay the said dividend of 6%, the earnings of the next year or any succeeding year or years shall be used for such purpose, and the common stock shall not be entitled to any dividend until the dividend of the preference shares has been provided for, together with all the arrears thereof, and in any winding up proceeding or disposition of the company, the holders of the said 5000 shares of preference stock shall be entitled to receive the par value of such shares by preference over the holders of the common shares and before the said common shares shall be entitled to receive any portion of the assets of the company and after the payment of the par value of the holders of the said preference shares the holders of the common shares shall receive the par value or a proportion thereof according to the sufficiency of the assets, and if any balance thereafter remain, it shall be distributed among the holders of preference and common shares without further distinction ; under the name of " International Corporation of Industry Limited, " with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this thirtieth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

2254

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Victor Evelyn Mitchell, conseil en loi du Roi, John Jennings Creelman, Gilbert Sutherland Stairs, Alexandre Jodoin, avocats, et Florence Ellen Seymour, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, échange, bail (emphytéotique ou ordinaire) ou par aucun autre titre légal, et posséder, tenir, vendre, louer, sous-louer, hypothéquer, engager, aliéner des immeubles, terrains, bâtisses, servitudes, tenements et héritages et droits y ayant rapport, de toute sorte et description ;

Changer, améliorer, embellir, démolir, enlever et autrement faire le commerce des bâtisses possédées ou tenues par la compagnie, et bâtir, ériger et construire des bâtisses sur terrain possédé, loué ou tenu par la compagnie ou dans lequel la compagnie est intéressée, et maintenir, réparer, conduire, surveiller et mettre en opération des bâtisses possédées ou tenues par la compagnie, et les louer, sous-louer, hypothéquer, engager, aliéner ou en disposer autrement, et y louer ou sous-louer des chambres, bureaux ou appartements aux termes et conditions qui peuvent être convenus ;

Placer et faire le commerce avec les argents, non immédiatement requis, de la compagnie en la manière qui peut être déterminée de temps à autre ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus à la compagnie, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital actions de la compagnie, ou toutes obligations, débentures ou autre garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Acheter, louer ou acquérir autrement toutes ou aucune partie des affaires, propriété, actifs, franchises, clientèle, droits et privilèges, en assumant ou non les obligations de toute personne, société ou corporation faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable pour les fins de la compagnie, et de les payer soit en tout ou en partie en argent ou en tout ou en partie en actions, obligations, débentures ou autres garanties de la compagnie, ou autrement ;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription originale ou autrement et posséder, vendre des actions, stock, obligations, débentures et autres garanties, ou en disposer autrement, de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ou faisant ou conduisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir le capital de la compagnie et intérêt et dividendes d'icelle, et voter et agir en rapport aux dites actions par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourront nommer ;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie dans le but de faire toutes affaires, en tout ou en partie, semblables à celles de cette compagnie, ou dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître, directement ou indirectement, calculées pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toute affaire ou transaction capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, lui prêter de l'argent, garantir ses contrats et aider autrement toute telle compagnie ;

S'amalgamer avec toute compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1912, incorporating Messrs. Victor Evelyn Mitchell, King's Counsel, John Jennings Creelman, Gilbert Sutherland Stairs, Alexandre Jodoin, advocates, and Florence Ellen Seymour, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease, (emphyteutic or ordinary) or by any other legal title, and to own, hold, sell, lease, sublet, hypothecate, pledge, alienate or otherwise dispose of or turn to account real estate, lands, buildings, easements, tenements and hereditaments and rights therein and thereunder of every kind and description ;

To alter, improve, embellish, demolish, remove and otherwise deal with buildings owned or held by the company and to build, erect and construct buildings on land owned, leased or held by the company or in which the company is interested and to maintain, repair, manage, superintend and operate buildings owned or held by the company and to lease, sublet, sell, hypothecate, pledge, alienate or otherwise dispose of the same and to grant leases of or sublet rooms, offices or apartments therein upon such terms and conditions as may be agreed upon ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, assets, franchises, good will, rights and privileges with or without assuming the liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in shares, bonds, debentures or other securities of the company, or otherwise ;

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, bonds, debentures and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on or conducting any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to guarantee the principal thereof and interest and dividends thereon and to vote and act in respect of such shares through such agent or agents as the directors may appoint ;

To promote or assist in promoting any company for the purpose of carrying on any business altogether or in part similar to that of this company, or for the purpose of acquiring all or any of the property of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to lend money to, guarantee the contracts of and otherwise assist any such company ;

To amalgamate with any company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

Entrer en aucuns arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autrement qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et promouvoir ou obtenir tout ordre provisoire ou Acte du Parlement ou de toute législature pour autoriser cette compagnie à mettre en opération aucun de ses objets ou pour toute autre fin qui peut être jugée à propos, et opposer toutes procédures ou demande qui peuvent paraître, directement ou indirectement, nuire aux intérêts de la compagnie ;

Vendre tous ou aucune partie des biens, actifs et entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, comme une affaire en opération, ou autrement pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier, en tout ou en partie, pour argent, actions acquittées, stock, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèce tous les biens de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou autres garanties de toutes autres compagnies appartenant à la compagnie ou que la compagnie peut avoir le pouvoir d'en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents, entrepreneurs, fideicommiss ou autrement par ou l'intermédiaire d'agents, fideicommiss ou autrement, et soit seule ou conjointement avec autres ;

Faire tous tels autres actes et choses en rapport et utiles à l'acquisition dessusdits objets ou aucun d'eux, et faire toutes affaires soit manufacturées ou autrement semblables aux fins et objets ci-dessus mentionnés et qui peuvent paraître à la compagnie, capables d'être convenablement conduites par la compagnie, ou calculées directement ou indirectement à augmenter la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits ;

Il est déclaré par le présent que c'est l'intention que les objets spécifiés dans chaque paragraphe de cette clause ne seront en aucune manière restreints ou limités par rapport à ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou le nom de la compagnie, sous le nom de "Victoria Realty Company", avec un capital total de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

2131 .2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur ne la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Henry Judah Trihey, avocat, Peter Bercovitch, avocat et Conseil en Loi du Roi, William Patrick Kearney, avocat, Patrick Mullin, jr., comptable, et Michael Thomas Burke, étudiant en droit, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Conduire et faire les affaires de commerçants et entrepreneurs pour les fins de construction, érection, changement, réparation ou faire tout autre travail en rapport avec aucune et toutes les classes de bâtisses et améliorations de toute sorte et description, y compris la situation, disposition des chemins, murs et en général de toutes classes de bâtisses, érections et travaux ou parties intégrales d'iceux, et exécuter le travail du génie et d'architecture pour la préparation des plans et spécifications et travail d'expert comme ingénieurs et architectes actifs et consultants, et en général de faire et exécuter aucun et tous travaux comme constructeurs et entrepreneurs ;

Manufacturer, acheter, vendre, trafiquer et faire le commerce de toute sorte de matériaux, produits,

To enter into any arrangements with any authorities municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to promote or obtain any provisional order or Act of Parliament or of any legislature for enabling this company to carry any of its objects into effect or for any other purpose which may seem expedient and to oppose any proceedings or application which may seem directly or indirectly to prejudice the company's interests ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets and undertakings of the company as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular in whole or in part for cash, paid up shares, stock, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have the power to dispose of ;

To do all of any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through agents, or otherwise either alone or in conjunction with others ;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them and to carry on any business whether manufacturing or otherwise germane to the purposes and objects above set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the properties or rights ;

It is hereby declared to be the intention that the objects specified in each paragraph of this clause shall be in no wise restricted or limited by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company, under the name of "Victoria Realty Company", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

2132

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of May 1912, incorporating Messrs. Henry Judah Trihey, advocate, Peter Bercovitch, advocate and King's Counsel, William Patrick Kearney, advocate, Patrick Mullin, jr., accountant, and Michael Thomas Burke, law student, of the city of Montreal, for the following purposes :

To conduct and carry on the business of dealers and contractors for the purposes of building, erecting, altering, repairing or doing any other work in connection with any and all classes of building and improvements of any kind and nature, including the locating, laying out of roads, walls and generally in all classes of buildings, erections and works or integral parts thereof and to perform engineering and architectural work for preparation of plans and specifications and expert work as acting and consulting engineers and architects, generally to do and perform any and all works as builders and contractors ;

To manufacture, buy, sell, trade and deal in all and every kind of material, product, manufactured

manufacturés ou non manufacturés, fer, acier, bois, briques, ciment, granit, pierre et autres produits et matériaux ;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer des immeubles, en faire le commerce et en disposer autrement, et propriété immobilière ou aucun intérêt ou droits en ic eux ;

Prêter de l'argent sur obligations garanties par hypothèque et propriété immobilière et faire des avances de temps en temps sur obligations garanties par hypothèque pour avances futures sur immeubles ;

De plus acquérir tous meubles ou immeubles, droits ou privilèges propres ou convenables pour aucune des fins de ces affaires, et acheter, acquérir, ériger, construire, faire des améliorations sur bâtisses ou ateliers mécaniques ou travaux en autant qu'ils peuvent être en rapport ou utiles pour la conduite des affaires telles que ci-dessus spécifiées ;

Acquérir et faire toute ou aucune partie des affaires ou propriété de toute compagnie engagée dans des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à conduire ;

Administrer les terrains, bâtisses et autres propriétés appartenant à la compagnie et percevoir les rentes et revenus ;

Acquérir et prendre toutes affaires ou entreprise faites sur ou en rapport avec tous terrains ou bâtisses que la compagnie peut désirer d'acquérir comme susdit ou intérêts en icelles, et tous ou aucun des biens et obligations de telles affaires ou entreprise, en faire le commerce ou en disposer, les enlever ou y mettre fin ;

Aider financièrement ou autrement les constructeurs, locataires et autres qui peuvent être disposés à construire sur ou améliorer tout terrain ou bâtisses dans lesquels la compagnie est intéressée ;

Acheter, vendre, faire le commerce, louer, posséder ou améliorer les immeubles ;

Acquérir par achat, bail, loyer ou autrement des terrains, terres et héritages ou tout intérêt en ic eux, et les améliorer, et en général posséder, conduire, faire le commerce et améliorer la propriété de la compagnie et vendre, louer, hypothéquer, engager ou disposer autrement des terrains, terres et héritages ou autre propriété de la compagnie ;

Faire toutes choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins ou l'acquisition d'aucun des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés ;

Faire et conduire toutes affaires, entreprise, transaction ou opération ordinairement faites ou entreprises par les capitalistes, promoteurs, financiers, entrepreneurs, marchands, personnes et agents à commission, et dans le cours des affaires de la compagnie, tirer, accepter, endosser, acquérir et vendre tous ou aucun des instruments et garanties négociables ou transférables, y compris les débetures, obligations, billets et lettres de change ;

Acheter ou posséder autrement et faire le commerce de stocks, obligations, hypothèques, débetures, garanties et engagements de toute nature ;

Faire aucun et tous les actes et choses propres à augmenter la valeur de la propriété possédée par la corporation ;

Emprunter pour l'usage de ses affaires incorporées toutes sommes d'argent requises par elle et les garantir par obligations, hypothèques, engagements ou autrement ;

Emettre des obligations et débetures et les garantir par garanties, actes de fidéicommis ou hypothèques de ou sur toute ou aucune partie de la propriété possédée par la corporation et vendre les dites obligations et débetures pour telles fins que le bureau des directeurs pourra déterminer ;

Examiner et garantir le titre des terrains ;

Payer pour tous biens, articles ou autres objets requis par la compagnie, en actions ou stock ou obligations de la dite compagnie, sous le nom de

or unmanufactured, iron, steel, wood, brick, cement, granite, stone, and other products and materials ;

To buy, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey, lease, mortgage, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of real estate, and real property or any interest or rights therein ;

To loan money on bonds secured by mortgage and real property and make advances from time to time or bonds secured by mortgage for future advances on real estate ;

Further to acquire and real or personal property, rights or privileges, suitable or convenient for any of the purposes of this business, and to purchase, acquire, erect, construct, make improvements on buildings or machinery stores or works in so far as the same may be appurtenant to or useful for the conduct of the business as above specified ;

To acquire and carry on all or any part of the business or property of any company engaged in a business similar to that authorized to be conducted by this company ;

To manage land, buildings and other property belonging to the company, and to collect rents and income ;

To acquire and take over any business or undertaking carried on upon or in connection with any land or buildings which the company may desire to acquire as aforesaid or become interested in, and the whole or any of the assets and liabilities of such business or undertaking, and to carry on the same or to dispose of, remove or put an end thereto, or otherwise deal with same as may be deemed expedient ;

To assist financially or otherwise builders, tenants and others who may be willing to build on or improve any land or buildings in which the company is interested ;

To buy, sell, deal in, lease, hold or improve real estate ;

To acquire by purchase, lease, hire, or otherwise, lands, tenements or hereditaments or any interest therein, and to improve the same, and generally to hold, manage, deal with and improve the property of the company, and to sell, lease, mortgage, pledge or otherwise dispose of the lands, tenements and hereditaments or other property of the company ;

To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of any of the objects or the furtherance of any of the powers hereinbefore set forth ;

To carry on and entertain any business, undertaking, transaction, or operation commonly carried on or undertaken by capitalists, promoters, financiers, contractors merchants, commission men and agents, and in the course of the business of the company to draw, accept, endorse, acquire, and sell all or any negotiable or transferable instruments and securities, including debentures, bonds, notes and bills of exchange ;

To purchase or otherwise own and deal in stocks, bonds, mortgages, debentures, securities and obligations of every nature ;

To do any and all acts and things tending to increase the value of the property held by the corporation ;

To borrow for use of its corporate business all sums of money required by it and to secure same by obligations, mortgages, pledges or otherwise.

To issue bonds and debentures and secure same by pledges, deeds of trust or mortgages of or upon the whole or any part of the property held by the corporation and to sell such bonds and debentures for such purposes as and for the board of directors shall determine.

To examine and guarantee title to lands ;

To pay for any property, articles or other thing required by the company, in shares of stock or bonds of the said company, under the name of

"Montreal West Realty & Contracting Company," avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,
2155.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 25e jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Joseph Philias Guay, marchand, Joseph Labbé, commerçant, Joseph Paré, hôtelier, Augustin Cloutier, cultivateur, et Ludger Caron, constable, de Tring Junction, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de fondeur, fabricant et marchand de fer, d'acier, de cuivre et d'autres métaux ;

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier ou immobilier de toute personne ou corporation exerçant une industrie similaire ;

Fabriquer, vendre, louer, acheter des machines, outils, tuyaux, puisards, bornes fontaines, locomotives, rails, chaudières, poêles, fournaies, engins et moteurs à gaz ou gasoline ;

Acquérir des immeubles, les hypothéquer et les vendre, ou échanger en tant qu'il peut être nécessaire ou utile à la dite compagnie, sous le nom de "La Compagnie de Fonderie de Tring Junction, Limitée", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Tring Junction.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 25ème jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,
2135.2 Sous-Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Julien Courteau, marchand, L. N. Dorminault Houde, hôtelier, François Xavier Leblanc, agent d'affaires, Joseph Courteau, maître-charretier, de la ville de Nicolet, et Philippe H. Trudel, propriétaire d'écurie de louage, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général d'immeubles, louer, construire, acheter et transiger sur les immeubles dans la province de Québec ;

Acheter, vendre, échanger ou autrement faire le commerce d'immeubles ou partie d'iceux, prendre des options à leur sujet et en donner, disposer des dits immeubles, les développer, améliorer et les disposer en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement, conformément à la loi et aux règlements municipaux ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou toutes parties d'iceux ;

Agir comme agent pour toute compagnie, société ou personne faisant les mêmes affaires ;

Transiger et négocier avec toutes autres personnes, société ou compagnie faisant le même genre d'affaires et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce d'immeubles ;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie, dont le but en tout ou en partie, est semblable à celui de la présente compagnie, céder la propriété ou l'entreprise de la compagnie pour la considération jugée bonne par elle et en particulier pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ;

Acquérir toute entreprise semblable en totalité ou en partie à celle de la compagnie, ainsi que son

"Montreal West Realty & Contracting Company", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,
2156 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of May, 1912, incorporating Messrs. Joseph Philias Guay, merchant, Joseph Labbé, trader, Joseph Paré, hotelkeeper, Augustin Cloutier, farmer, and Ludger Caron, constable, of Tring Junction, for the following purposes :

To carry on the business of foundrymen, manufacturers and merchants of iron, steel, copper and other metals ;

To acquire by purchase or otherwise the moveable and immoveable assets of any person or corporation carrying on a similar business ;

To manufacture, sell, lease, purchase machinery, tools, pipes, gully-wells, hydrants, locomotives, rails, boilers, stoves, furnaces, engines and gas or gasoline motors ;

To acquire real estate, hypothecate, sell or exchange same as may be necessary or useful to the said company, under the name of "La Compagnie de Fonderie de Tring Junction, Limitée", with a capital of ninety nine thousand dollars (99 000 00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Tring Junction.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,
2136 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1912, incorporating Messrs. Julien Courteau, merchant, L. N. Dorminault Houde, hotelkeeper, François Xavier Leblanc, business agent, Joseph Courteau, master-carter, of the town of Nicolet, and Philippe H. Trudel, livery stable owner, of Montreal, for the following purposes :

To carry on a general real estate business, lease, construct, purchase and deal in immoveables within the province of Quebec ;

To purchase, sell, exchange or otherwise deal in real estate or part thereof, take and give options respecting same, dispose of the said real estate, develop, improve and dispose of same into building lots, streets, lanes squares or otherwise, in conformity to law and the municipal by-laws ;

To build dwelling houses and other buildings on the said immoveables or any part of same ;

To act as agent for any company, firm or person carrying on the same kind of business ;

To transact and negotiate with any other persons, firms or companies carrying on a similar business and generally carry on any operations necessary in the real estate business ;

To unite or amalgamate with any other company whose purpose is in whole or in part similar to that of this company, assign the property and undertaking of the company or any part thereof, for the consideration deemed fit, and in particular for the stock, bonds or other securities of any other company ;

To acquire any similar undertaking in whole or in part to that of this company, and its material,

matériel, sa clientèle, ses privilèges et biens de toutes sortes, et de payer en deniers comptants, en actions ou obligations de la compagnie ou autrement ;

Acquérir valablement de toutes personnes, société ou compagnie, la cession d'aucune affaire, entreprise, commerce ou industrie de même nature que ceux conduits ou exploités par la présente compagnie, ainsi qu'acquérir toutes créances, privilèges ou contrats, ou obligations appartenant à la dite personne, société ou compagnie ;

Acquérir et posséder des actions, bons, débentures, effets et titres ou créances quelconques d'aucune personne, société ou compagnie ;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, biens et autres droits que la compagnie peut également acquérir en vertu des présentes à une juste valeur d'iceux ;

Émettre et allouer comme actions acquittées, des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel de toute affaire, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilèges, actions, obligations ou bons ou autre propriété, ou droits que la compagnie peut légalement acquérir ;

Tirer, faire, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables ou transférables ;

Emprunter de l'argent à tel taux d'intérêt qui pourra être convenu, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes hypothèques, actions obligations ou autres valeurs appartenant à la compagnie ;

Distribuer parmi les membres de la compagnie, en espèces, toutes actions, débentures, garanties ou biens appartenant à la compagnie pour payer tous services rendus et pour tous biens et droits acquis par la compagnie en la manière qu'il sera jugé à propos et en particulier par l'émission d'actions créditées comme acquittées ou en partie payées ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ; aider, au moyen d'avances ou autrement, dans la construction ou l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Prendre et tenir des hypothèques, garanties et charges pour assurer le prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avancé par la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Faire toutes choses se rapportant à tous ces objets ou fins ou propre à les faire obtenir.

La compagnie pourra exercer l'un ou plus des pouvoirs ci-dessus énumérés, sans égards aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou interprété de manière à être subordonné à quelque autre article, et en cas d'ambiguïté chaque article sera interprété de manière à étendre et non à restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Immobilière Ouest de Notre-Dame-de-Grâce, Limitée", avec un capital de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en quatorze cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Nicolet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Erratum :—Les deux publications de cet avis, paru les 18 et 25 mai, sont nulles ; le nom de M. Houde ayant été omis.

2013.2

goodwill, privileges and property of all kinds, and pay for same in cash, stock or bonds of the company or otherwise ;

To validly acquire from any person, firm or company, the assignment of any business, undertaking, business or trade of a like nature to those conducted and exploited by this company and to acquire and claims, privileges, contracts or obligations belonging to the said person, firm or company ;

To acquire and hold the stock, bonds, debentures, effects and titles or claims whatsoever of any person, firm or company ;

To acquire and hold any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, lease, contracts, immovables, stock, property and other rights that the company may equally acquire under these presents at a just value thereof ;

To issue and allot as paid up stock, the shares of the company in full or part payment of any business, undertaking, property, right, power, privileges, stock, debentures, bonds or other property or rights that the company may lawfully acquire ;

To draw, make, endorse, discount, execute, issue notes payable to order, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments ;

To borrow money at such rate of interest as may be agreed on, with full power to guarantee such loans by any hypothecs, stock, bonds or other securities belonging to the company ;

To distribute amongst the members of the company in specie, any stock, debentures, securities or property belonging to the company, to pay for any services rendered to and for any property and rights acquired by the company in the manner deemed fit and particularly by the issue of stock creditor as paid up or partly paid up.

To make advances by way of loans to the purchasers or lessees of any part of the immovables of the company for the purposes of building or other improvements ; to aid by way of advances or otherwise in the building or maintenance of the roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render the property of the company more accessible and to increase its value ;

To take and hold hypothecs, securities and charges to insure the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company by the purchasers or advanced by the company for the purposes of building or other improvements ;

To do anything else in connection with any of the said objects or purposes, or proper for the attainment thereof ;

The company may exercise one or more of the powers hereabove enumerated, without regard to the others, and any of the hereabove articles concerning same shall not be limited in its generality or interpreted in a manner to be subordinate to any other article, and in case of ambiguity each article shall be interpreted in such manner as to extend and not restrict the powers of the company, under the name of "La Compagnie Immobilière Ouest de Notre-Dame de Grâce, Limitée", with a capital of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into fourteen hundred and ninety (1490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the business of the corporation, will be in the town of Nicolet.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Erratum :—The two publications of this notice, published the 18th and 25th May, are void ; the name of Mr. Houde having been omitted.

2014

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Charles Mackay Cotton, avocat, de Westmount, Egbert William Westover, avocat, Isabella Stewart Macfarlane, sténographe, Henry Oswald Popham, comptable, et Russell Earle Popham, courtier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général les affaires d'agence et de courtage, souscrire pour, assumer, acheter, vendre, échanger, posséder, hypothéquer les stocks, obligations, débetures et autres garanties de corporations ou compagnies municipales, industrielles, commerciales et financières, ou en faire le commerce autrement ;

Contrôler, promouvoir, organiser, conduire, développer ou agir comme officier de toute corporation, compagnie ou syndicat ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union ou coopération avec toute personne, société, association ou corporation engagée ou sur le point d'être engagée ou faisant toutes autres affaires commerciales, financières ou autres transactions ;

Agir comme agents et courtiers pour les placements, prêt, paiement, transmission et collection d'argent, les transfert et record des obligations, débetures, actions ou autres garanties, et accepter, exécuter et remplir toute charge confiée à la compagnie par toute personne, corporation ou cour de justice et prendre, posséder, transférer et transporter tous biens meubles et immeubles qui peuvent être octroyés, transportés ou confiés à cette compagnie avec son consentement ayant rapport à telle charge ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, licences, concessions et autres semblables, conférant l'emploi de tout droit exclusif ou co-exclusif ou limité, ou tout secret ou autre information quant à toute invention, et mettre à profit, vendre, louer les dites patentes, licences ou concessions, ou en faire le commerce autrement ;

Acquérir par option, achat, bail ou autrement et posséder des immeubles, construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux, vendre, louer, transporter, échanger les dits immeubles ou aucune partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, subdiviser et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires ou toute partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, et avec l'approbation de la majorité des actionnaires aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Emettre, répartir comme stock acquitté de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrats, immeubles, stocks, obligations et débetures ou autres biens ou droits qui peuvent être légalement acquis en vertu des pouvoirs octroyés par les présentes ;

Faire les affaires de courtiers d'assurance, d'agents d'assurance et d'agents d'immeubles ;

Acquérir, posséder et mettre en opération toutes affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stocks, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu d'icelles à une juste valeur d'iceux ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèce, toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou garanties dans d'autres compagnies appartenant à la com-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1912, incorporating Messrs. Charles Mackay Cotton, advocate, of Westmount, Egbert William Westover, advocate, Isabella Stewart Macfarlane, stenographer, Henry Oswald Popham, accountant, and Russell Earle Popham, broker, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on a general agency and brokerage business, to subscribe for, underwrite, buy, sell, exchange, hold, hypothecate, or otherwise deal in the stock, bonds, debentures, and other securities of municipal, industrial, commercial and financial corporations or companies ;

To control, promote, organize, manage, develop or act as officer, of any corporation, company or syndicate ;

To enter into any agreement for the purpose of sharing profits, uniting or co-operating with any person, firm, association or corporation engaged in or about to engage in or carry on any commercial, financial or other business or transaction ;

To act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities, and to accept, execute and fulfil any trust committed to the company by any individual, corporation or court of law, and to take, hold, transfer and convey all property, real or personal, which may be granted conveyed or committed to this company with its assent upon such trust ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or co-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions ;

To acquire by option, purchase, lease or otherwise and to own real estate, to construct dwelling houses and any other buildings upon such real estate or any part thereof, to sell, lease, convey exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, subdivide, and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or leasees or any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, and with the approval of the majority of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers, and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

To issue and allot as fully paid-up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking property, rights, powers, privileges, lease, license, contracts, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted.

To carry on the business of insurance brokers and insurance agents and real estate agents ;

To acquire, and own and operate any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stocks, assets, and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company

pagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer, et de faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes affaires ayant rapport à la propre exécution des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ;

Garantir l'exécution des obligations de toute compagnie ou corporation en rapport au paiement du capital ou intérêt ou tous deux de toutes obligations, débetures ou autres garanties ou autrement ;

Agir comme agents dans toute transaction quelconque, sous le nom de "The Provincial Trust Company", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-ème jour de mai 1912.

C. J. SIMARD

2133.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1912, constituant en corporation M.M. Charles Mackay Cotton, avocat, Herbert Lubin, agent d'immeubles, Henry Ira Becker, ingénieur, de la cité de Westmount, Egbert William Westover, avocat, et Constance Kenningham, secrétaire, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des propriétés immobilières ;

Construire des maisons, résidences et autres bâties sur telles propriétés immobilières ou sur aucune partie d'icelles ;

Vendre, louer, transporter, échanger telles propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et développer, améliorer telles propriétés et les tracer en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

Faire des avances par prêts aux acheteurs ou locataires de toute partie des immeubles de la dite compagnie, pour des fins de construction ou autres améliorations ;

Aider, avec l'approbation des actionnaires au moyen d'avances ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues, égouts, canaux d'égouts et autres travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessibles et en augmenter la valeur ;

Prendre et recevoir des hypothèques, obligations ou charges pour assurer le paiement du prix d'achat d'aucune des propriétés vendues par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs ou autres pour des fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions, stocks, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but, en tout ou en partie, que celui de cette compagnie et faisant affaires de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement d'aucune partie d'immeuble ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures, stock ou garanties d'aucune autre compagnie, en paiement d'icelles ;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, actions, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus, à une valeur jugée raisonnable par la compagnie ;

Émettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour aucune

or which the company may have the power to dispose of, and to do all acts and to exercise all powers and to carry on any business incidental to the proper fulfilling of the objects for which the company is incorporated ;

To guarantee the carrying out of the obligations of any company or corporation with respect to the payment of the principal or interest or both of any bonds, debentures or other securities or otherwise.

To act as agents in any transaction whatsoever, under the name of "The Provincial Trust Company", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

2134

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1912, incorporating Messrs. Charles Mackay Cotton, advocate, Herbert Lubin, real estate agent, Henry Ira Becker, engineer, of the city of Westmount, Egbert William Westover, advocate, and Constance Kenningham, secretary, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own real estate ;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal, with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in buildings lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessors of any part of the company's real estate for building purposes or other improvement ;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value ;

To take and hold mortgages, hypothec, liens or charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities, in other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment thereof ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, or other securities of the company in payment or in part payment for any real or per-

propriété mobilière ou immobilière, droits ou autres biens de la compagnie sous aucun titre ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires, en tout ou en partie, semblables à celles de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la susdite considération accepter de l'argent ou au lieu de l'argent des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débentures ou autres garanties de toute corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, de temps à autre, toutes espèces, actions, obligations, débentures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Payer tous les frais au sujet de la charte d'incorporation de la compagnie, et faire toutes choses qui peuvent être en rapport et utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital actions de la compagnie, ou toutes autres débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "The Dixie Realities Incorporated", avec un capital total de quatre-vingt-cinq mille piastres (\$85,000.00), divisé en huit cent cinquante (850) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,

2129.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. François Xavier St. Hilaire et J. Sylvio Proulx, marchands, Joseph N. Ancil et François Pelletier, commerçants, Albert Yeo, agent, de la cité de Fraserville, dans les buts suivants :

L'acquisition et le maintien d'une maison de club pour des fins de récréation et d'amusement ainsi que pour héberger ses membres ;

Acquérir, recevoir, prendre à bail et détenir les biens meubles ou immeubles qui pourront de temps à autre être nécessaires à ses fins ;

Tirer, faire, endosser, et accepter des lettres de change et des billets ;

Adopter tels règlements et règles et ordonnances, non incompatibles avec les lois de cette province, qu'exigera l'administration de ses affaires, les changer ou abroger de temps à autre, sous le nom de "Club Alexandra Limité", avec un capital de trois mille piastres (\$3,000.00), divisé en six cents actions (600) de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

2207.2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente mai 1912, constituant en corporation MM. J. A. Oscar Lancetot, agent voyageur, de Montréal, Etienne Cloutier négociant, Octave Bédard, agent d'immeubles, Jas. A. McGowan, gérant de compagnie, et Yvon Riendeau, commis, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire des transactions immobilières en général soit comme principaux ou comme agents, acquérir

sonal property, rights or other assets by the company by any title ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper or to amalgamate with any individual firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefore, to accept cash, or, in lieu of cash fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures, or other securities of any corporation, and to distribute among the shareholders of the company from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company ;

To pay all costs incidental towards the charter of the incorporation of the company, and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's stock, or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company, or the conduct of its business, under the name of "The Dixie Realities Incorporated", with a capital stock of eighty five thousand dollars (\$85,000.00), divided into eight hundred and fifty (850) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

2130

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1912, incorporating Messrs. François Xavier St. Hilaire and J. Sylvio Proulx, merchants, Joseph N. Ancil and François Pelletier, traders, Albert Yeo, agent, of the city of Fraserville, for the following purposes :

To acquire and maintain a club house for the purposes of recreation and amusement as well as to lodge its members ;

To acquire, receive, lease and hold the moveable and immoveable property that may be necessary from time to time for its purposes ;

To draw, make, endorse and accept bills of exchange and notes ;

To adopt such by-laws, rules and regulations, as are not incompatible with the laws of the province, that the administration of its affairs will necessitate and change and repeal same from time to time, under the name of "Club Alexandra, Limitée", with a capital of three thousand dollars (\$3,000.00), divided into six hundred (600) shares of five dollars (\$5.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Fraserville.

Dated from the office of the Secretary of the province, this twenty second day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

2208

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1912, incorporating Messrs. J. A. Oscar Lancetot, commercial traveller, of Montreal, Etienne Cloutier, trader, Octave Bédard, real estate agent, Jas. A. McGowan, company manager, and Yvon Riendeau, clerk, of the city of Quebec, for the following purposes :

To deal in real estate generally, either as principals or agents, and to acquire by purchase, ex-

par achat échange ou autrement des terres et lots de terre, les diviser, subdiviser et améliorer, acquérir par achat, échange ou autrement, louer, bâtir, construire, améliorer et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâtisses, et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, acquérir des droits et privilèges et les payer en argent, parts, débetures ou autrement, les vendre, louer ou en disposer de quelque façon que ce soit ;

Vendre et échanger les dites propriétés en tout ou en partie, ainsi que les améliorations et bâtisses qui auront pu être faites, et accepter en paiement de l'argent comptant, des actions d'autres compagnies, des débetures, billets et autres valeurs, payer toutes commissions nécessaires pour la vente de la dite propriété en tout ou en partie ;

Faire des avances en argent par prêts aux acheteurs de toute partie des immeubles de la dite compagnie pour des fins de constructions ou autres améliorations.

Aider, avec l'approbation des actionnaires de la dite compagnie, par argents avancés ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues et aqueducs, canaux d'égout ou autres travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessibles et en augmenter la valeur ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but que celui de cette compagnie et faisant affaires de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Vendre et disposer autrement d'aucune partie d'immeuble ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos et accepter des actions, débetures et garanties d'aucune autre compagnie ayant un objet semblable à celle-ci en paiement ou en partie de paiement de telles propriétés ;

Acquérir et posséder toutes franchises, privilèges, entreprises, propriétés, droits, baux, contrats, immeubles, actions, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus, à une valeur jugée raisonnable par la compagnie.

Acheter, louer, ou autrement acquérir la propriété ou la jouissance de toutes propriétés et en payer le prix ou une partie d'icelui en actions acquittées de la dite compagnie.

Faire, exécuter et accomplir tous actes contrats et choses quelconques qui peuvent découler des présents pouvoirs et qui sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue, sous le "Twin River Land Company", avec un capital de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD

2195.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huitième jour de mai 1912, à la compagnie "The Roffey Bond Company Incorporated", par lesquelles elle a été autorisée à changer son nom par celui de "The National Bond Company Incorporated", avec les pouvoirs suivants :

Faire des affaires d'agents et courtiers financiers et promoteurs de compagnies ;

Faire le commerce d'obligations, débetures, stocks et garanties de toute sorte et description ;

Garantir le paiement de l'intérêt sur obligations et débetures ;

change or otherwise, lands or lots of land ; to divide, subdivide and improve the same, and to acquire by purchase, exchange or otherwise, and to lease, erect construct, improve and repair houses, stores, mill, and other structures, and generally all kinds of property, movable and immovable, real and personal, rights and privileges, and to pay for the same in cash, shares, debentures or otherwise, and to sell, lease or otherwise dispose of the same in any manner whatsoever ;

To sell and exchange the whole or any part of such property, together with the improvements and structures which may have been made thereon, and to accept in payment of such property, shares, debentures, promissory notes and other securities, and to pay any and all commissions necessary for the sale of the whole or any part of such property ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements ;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept shares, debentures and securities of any other company with a similar object to that of this company, in payment or part payment therefor ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To purchase, lease or otherwise acquire the ownership or enjoyment of any property, and pay for same or a part of same with paid up stock of the company ;

To do, execute and accomplish any acts, contracts and things whatsoever resulting from the present powers and which are suitable for the purposes and objects that the company has in view, under the name of "Twin River Land Company", with a capital of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

2196 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty eighth day of May, 1912, to "The Roffey Bond Company, Incorporated", by which it has been authorized to change its name to "The National Bond Company, Incorporated", with the following powers :

To carry on the business of financial agents and brokers, and company promoters ;

To deal in bonds, debentures, stocks and securities of all sorts and kinds ;

To guarantee the payment of interest on bonds and debentures ;

Faire le commerce d'immeubles de toute sorte et de description et d'hypothèques garanties sur iceux et de terres et limites à bois ;

Acheter, développer et tracer en lots, les plus grands morceaux de terre et payer, pour aucune propriété de toute sorte et description ou pour services rendus à la compagnie, ou obligations ou stock de la compagnie ;

Faire les affaires de gestion d'immeubles et agir comme agents et courtiers de terre ;

Faire toutes affaires qui peuvent être conduites avantageusement en rapport avec les affaires devant être faites par cette compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la présente compagnie, et qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec ceux de la présente compagnie, et faire aucun arrangement pour le partage des profits avec toute telle compagnie ou avec toute personne faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans les affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toute affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,

Sous secrétaire de la province.

2169.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Napoléon Thomas Turgeon, Pierre Ferdinand Renault et Wenceslas Elisé Lemieux, marchands, Elzéar Méville Deschêne, médecin, de Beauceville, Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, de Québec, et Jean-Baptiste Cadin, marchand, de Saint-Anselme, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de fondeurs, fabricants et marchand de fer, d'acier, de cuivre et d'autres métaux ;

Fabriquer, vendre, louer, acheter des machines, outils, tuyaux, puisards, bornes fontaines, locomotives, rails, chaudières, poêles, fournaies, engins, moteurs à gaz, à gasoline, à vapeur, à l'électricité, ainsi que tout article dans la confection duquel le métal entre comme agent ;

Acquérir et exploiter des droits exclusifs, brevet d'invention, marque de commerce ou de fabrique, concessions et privilèges se rattachant à l'entreprise de la compagnie, et les vendre, et les louer et les affermer ;

Acquérir des immeubles, les hypothéquer et les vendre ou échanger, en tant qu'il peut être nécessaire ou utile à la dite compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement, l'actif, mobilier ou immobilier de toute corporation exerçant une industrie similaire ou se rattachant à un des objets que poursuit la compagnie, et donner en paiement des actions libérées de la compagnie suivant que les directeurs le jugeront à propos, sous le nom de "L'Industrielle de Beauceville, Limitée", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent piastres (\$99,900 00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Beauceville.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

2167.2

To deal in real estate of all sorts and kinds and in mortgages and mortgages secured thereon and in timber lands and limits ;

To purchase, develop and lay out into lots larger parcels of land and to pay for any property of any sort and kind or for services rendered to the company in bonds or stock of the company ;

To carry on the business of managing real estate and to act as land agents and brokers ;

To carry on any business which may be carried on advantageously in connection with the business to be carried on by this company ;

To amalgamate with any other company having objects wholly or in part similar to the present company and which may be conducted advantageously in connection with the present company, and to enter into any arrangement for sharing profits with any such company or with any person carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

2170

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of May, 1912, incorporating Messrs. Napoleon Thomas Turgeon, Pierre Ferdinand Renault and Wenceslas Elisé Lemieux, merchants, Elzéar Méville Deschêne, physician, of Beauceville, Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, of Quebec, and Jean Baptiste Cadin, merchant, of Saint-Anselme, for the following purposes :

To carry on the business of foundrymen, manufacturers and merchants of iron, steel, copper and other metals ;

To manufacture, sell, lease, purchase, machinery, tools, pipes, gully-wells, hydrants, locomotives, rails, boilers, stoves, furnaces, engines, gas, gasoline, steam and electric motors, and any article into which metal enters as a component part ;

To acquire and exploit exclusive rights, brevets d'invention, trade or design marks, concessions and privileges in connection with the undertaking of the company, and sell, lease and let same ;

To acquire real estate, hypothecate, sell or exchange same as may be necessary or useful to the said company ;

To acquire by purchase or otherwise the moveable and immoveable assets of any corporation carrying on a similar business or connected with one of the objects carried on by the company, and give in payment therefor paid up shares of the company as the directors may deem advisable, under the name of "L'Industrielle de Beauceville, Limitée," with a capital of ninety nine thousand nine hundred dollars (\$99,900 00), divided into nine hundred and ninety (999) shares of one hundred dollars (\$100 00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Beauceville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

2168

No. 1738-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 28 mai 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été présentée demandant de détacher :

1° De la municipalité scolaire de Sainte-Flavie, comté de Matane, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, les Nos 446, 471 à 475 inclusivement du 3ième rang ;

2° De la municipalité scolaire de Mont Joli, même comté, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, les Nos 464 à 470 inclusivement, aussi du 3ième rang, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Rémi, de la rivière Métis, même comté.

2149.2

No. 3095.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 mai 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher :

1° De la municipalité scolaire de Canton-Buckingham, comté de Labelle, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du Canton-Buckingham, les Nos 1 à 7 inclusivement des 1er et 2e rangs ;

2° De la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Neiges de Masson, même comté, les biens-fonds ayant aussi au cadastre officiel du canton Buckingham les Nos 1 à 8 inclusivement des 3e et 4e rangs, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Buckingham-Est, dans le même comté.

2151.2

No 910-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 28 mai 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591, des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Gracefield, comté d'Ottawa, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Wright, les Nos 23½, 24½, 25½, Côte-Nord ; les lots Nos 26 à 30 inclusivement, du 6ème rang ; les lots Nos 42 à 44 inclusivement, du 5ème rang, et de les annexer à celle de Northfield et Wright, même comté.

2147.2

No 1487.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 mai 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Temiscamingue, comté de Pontiac, les biens-fonds ayant au cadastre officiel des cantons unis de Laverlochère et Baby, les Nos 48 à 52, inclusivement, du 1er rang, et de les annexer de nouveau à celle de Laverlochère et Baby, même comté.

2211.2

No 4550.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant d'annexer la municipalité scolaire catholique de Limoilou à la municipalité scolaire catholique de la cité de Québec.

2213.2

No. 1738-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 28th May, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach :

1. From the school municipality of Sainte Flavie, county of Matane, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte Flavie, the Nos. 446, 471 to 475 inclusively, of the 3rd range ;

2. From the school municipality of Mont Joli, same county, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte-Flavie, the Nos. 464 to 470 inclusively, also of the 3rd range, and to annex the whole of the said territory to the school municipality of Saint Rémi de la rivière Métis, same county.

2150

No. 3095.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th May, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach :

1. From the school municipality of the Township-Buckingham, county of Labelle, the lots bearing on the official cadastre of the Township-Buckingham the Nos. 1 to 7 inclusively of the 1st and 2nd ranges ;

2. From the school municipality of Notre-Dame-des-Neiges de Masson, same county, the lots bearing also on the official cadastre of the Township-Buckingham the Nos. 1 to 8 inclusively of the 3rd and 4th ranges, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality, under the name of Buckingham-East, in the same county.

2152

No. 910-12

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 28 h May, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Gracefield, county of Ottawa, the lots bearing on the official cadastre of the township of Wright, the Nos. 23½, 24½, 25½, Côte Nord ; the lots 26 to 30 inclusively ; of the 6th range ; the lots Nos. 42 to 44 inclusively, of the 5th range, and to annex same to that of Northfield and Wright, same county.

2148

No. 1487.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 30th May, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Temiscamingue, county of Pontiac, the lots bearing on the official cadastre of the united townships of Laverlochère and Baby, the Nos. 48 to 52, inclusively, of the 1st range, and to again annex same to that of Laverlochère and Baby, same county.

2212

No. 4550.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R.S.P.Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to annex the catholic school municipality of Limoilou to the catholic school municipality of the city of Quebec.

2214

Avis est par le présent donné que "The Palatine Insurance Company, Limited", de Londres, Angleterre, a été enregistrée pour faire les affaires, dans cette province, d'assurance contre le feu.

Le nom du principal agent, dans la province, est James McGregor, Commercial Union Building.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor,

Québec.

2183.2

Avis est par le présent donné que "The Saint Patrick's Court Benefit Society" a été licenciée et enregistrée comme une Association Mutuelle de Bienfaisance, dans le but de pourvoir, au moyen de contribution de ses membres, pour ceux de ses membres affligés par la maladie, accident, revers de fortune et en cas de décès de ses membres, et assister au moyen de bénéfices funéraires ou indemnités mortuaires, leurs veuves et orphelins ou représentants légaux.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

2191.2

Avis est par le présent donné que "La Caisse de Maladie et de Frais Funéraires de la Cour Champlain" a été licenciée et enregistrée comme une Association Mutuelle de Bienfaisance, dans le but de pouvoir aux bénéfices de maladies et funérailles, au moyen d'une allocation hebdomadaire, à ses membres ou héritiers y ayant droit.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor.

Québec.

2189.2

Avis est par le présent donné que "La Caisse des maladies de la Cour Saint-Jacques de Montréal" a été licenciée et enregistrée comme une Association Mutuelle de Bienfaisance, dans le but de pourvoir, au moyen d'une allocation hebdomadaire, aux bénéfices de maladies et funérailles pour ses membres ou héritiers y ayant droit.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de mai 1912.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

2193.2

No 485.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 mai 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher des municipalités scolaires d'Ely-Sud, Ely-Nord et Melbourne tout le territoire compris dans les limites assignées à la paroisse de Saint-Théophile d'Ely par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 4 novembre 1905, et de l'ériger

Notice is hereby given that "The Palatine Insurance Company, Limited", of London, England, has been registered to transact in this province, the business of fire insurance.

The name of the chief agent, in the province, is James McGregor, Commercial Union Building, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-ninth day of May, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec.

2184

Notice is hereby given that the "Saint Patrick's Court Benefit Society" has been licensed and registered as a Mutual Benefit Society for the purpose of making provision, by means of contributions from its members, for those of its members afflicted by sickness, accident, reverses of fortune, and, in case of death of its members, to provide funeral benefits or mortuary indemnities for their widows and orphans or legal representatives.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 1950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-ninth day of May, 1912.

For the Treasurer of the Province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

2192

Notice is hereby given that "La Caisse de Maladie et de Frais Funéraires de la Cour Champlain" has been licensed and registered as a Mutual Benefit Association for the purpose of providing sickness and funeral benefits, by means of a weekly allowance, to its members or heirs thereto entitled.

The head office of the society is in the city of Montreal.

Given pursuant in article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty-ninth day of May, 1912.

For the Treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec.

2190

Notice is hereby given that "La Caisse des Maladies de la Cour Saint Jacques de Montréal" has been licensed and registered as a Mutual Benefit Association for the purpose of providing by means of a weekly allowance, sickness and funeral benefits to its members, or heirs thereto entitled.

The head office of the society is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-ninth day of May, 1912.

For the Treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch.

Treasury Department, Québec.

2194

No. 485.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th May, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipalities of Ely South, Ely North and Melbourne, the whole of the territory comprised within the limits assigned to the parish of Saint Théophile d'Ely by proclamation published in the "Official Gazette" of the 4th November,

en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Saint-Théophile-d'Ely, dans le comté de Shefford.

2153.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou tra-

aux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder se la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100

1905, and to erect same into a separate school municipality, for catholics only, under the name of Saint Théophile d'Ely, in the county of Shefford.

2154

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty addi

tional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer u comptable de la Chambre une somme de \$200, eten sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n a pas été déposé entre se mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

2161

G. C. L

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont a matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de ademand

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations latentes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journa français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journa anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3 Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republiés sans interruption, pendant au moins un mois, ans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition

en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a n of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same a paid in each house.

R. CAMPBELL,

2162

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or sein which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition

lo n et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et ses culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste, doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas

and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies" General Clauses Act, or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with

redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

2163 Greffier de l'Assemblée Législative.

this Rule shall be re-cast by the promoters a reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

2164 Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1420.

Dame Marie Louise Corinne Poulin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Amédée Bernier, commerçant, du même lieu, et ci-devant du village de Mégantic, district de Saint-François, la dite dame Poulin dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Amédée Bernier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée le 30 mai 1912, contre le défendeur.

DORAIS & DORAIS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 31 mai 1912. 2241

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 52.

Dame Félixine Cloutier, du village de Disraeli, district de Saint-François, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Noël Roy, menuisier, son époux, du même lieu.

WILFRID CHICOINE,
Avocat de la demanderesse.
Sherbrooke, 20 mai 1912. 2245

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1420.

Dame Marie Louise Corinne Poulin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Amédée Bernier, trader, of the same place, heretofore of the village of Mégantic, district of Saint Francis, the said dame Poulin duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Amédée Bernier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on the 30th day of May, 1912, against the defendant.

DORAIS & DORAIS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 31st May, 1912. 2242

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 52.

Dame Félixine Cloutier, of the village of Disraeli, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted in action for separation as to property against Noël Roy, joiner, her husband, of the same place.

WILFRID CHICOINE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 20th May, 1912. 2246

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2910.
Dame Gertrude Scarff, épouse de George A. Stuart,
des cité et district de Montréal, dûment auto-
risée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Le dit George A. Stuart, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce vingt-huitième jour de mai 1912.
ELLIOTT & DAVID,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 mai 1912. 2239

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 1386.
Dame Marie Clémentine Buteau, épouse de Oné-
sime Demers, de St-Narcisse de Beaurivage dans
le comté de Lotbinière, dûment autorisée à ester
en justice, Demanderesse ;
vs
Le dit Onésime Demers, du même lieu, commer-
çant, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le vingt-huitième jour de mai 1912.

CIMON & PARENT,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 29 mai 1912. 2231

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2715.
Dame Fannie Phillips, des cité et district de Mont-
réal, épouse commune en biens de Michael
Goodman, commerçant, du même lieu, dûment
autorisée à ester en justice, a. ce jour, poursuivi
son mari en séparation de biens.
R. G. DELORIMIER,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 29 mai 1912. 2307

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Mary M. Donovan, de Montréal, dit district,
épouse commune en biens de Daniel Coghlin, du
même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs
Le dit Daniel Coghlin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour, en cette cause.
LARAMÉE & DESJARDINS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 7 mai 1912. 1919.5

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 8887.
Sophronie alias Anna Beausoleil, de la paroisse
de Saint-Joachim de Shefford, dans le district de
Bedford, épouse commune en biens de George
Royer, cultivateur, du même lieu, et dûment au-
torisée à ester en justice ; vs Le dit George Royer
—Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour.

ROMULUS CLOUTIER,
Avocat de la demanderesse.
15 mai 1912. 2047.3

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure*
Avis public est donné par les présentes que Dame
Marie Letertre alias Tarte, de la paroisse de Saint-
Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville,
épouse de Jean-Baptiste Tétreault, journalier, du
même lieu, a, ce jour, intenté une action en sépa-
ration de biens contre son dix époux, devant la dite
cour.

P. A. CHASSÉ,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Jean, 8 mai 1912. 1917.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2910.
Dame Gertrude Scarff, wife of George A. Stuart, of
the city and district of Montreal, duly author-
ized to "ester en justice", Plaintiff ;
vs
The said George A. Stuart, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted this twenty eighth day of May, 1912.
ELLIOTT & DAVID,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th May, 1912. 2240

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 1386.
Dame Marie Clémentine Buteau, wife of Onésime
Demers, of Saint-Narcisse de Beaurivage in the
county of Lotbinière, duly authorized à ester en
justice, Plaintiff ;
vs
The said Onésime Demers, of the same place,
trader, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the twenty eighth day
of May, 1912.

CIMON & PARENT,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 29th May, 1912. 2232

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2715.
Dame Fannie Phillips, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Michael
Goodman, of the same place, trader, duly au-
thorized "à ester en justice" has, this day, sued
her husband for separation as to property.
R. G. DELORIMIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 29th May, 1912. 2308

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
Dame Mary M. Donovan, of Montreal, district of
Montreal, wife common as to property of Daniel
Coghlin, clerk, of the same place, duly author-
ized "à ester en justice", Plaintiff ;
vs
The said Daniel Coghlin, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this case on this day.
LARAMÉE & DESJARDINS,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 7th May 1912. 1920

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8887.
Sophronie alias Anna Beausoleil, of the parish
of Saint Joachim of Shefford, in said district, wife
common as to property of George Royer, farmer,
of the same place, and duly authorized à ester en
justice in the present cause ; vs The said George
Royer—An action for separation as to property as
been instituted this day.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for plaintiff.
15th May, 1912. 2048

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
Public notice is hereby given that Dame Marie
Letertre alias Tarte, of the parish of Saint-Grégoire
le Grand, in the district of Iberville, wife of Jean-
Baptiste Tétreault, of the same place, laborer, has,
this day, instituted an action for separation as to
property against her said husband before the said
court.

P. A. CHASSÉ,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, P. Q., 8th May, 1912. 1918

Province de Québec.—District de Rimouski.—
Cour Supérieure.—No. 4545.—Dame Marie-Anne
Desrosiers, épouse commune en biens de Isidore
Beaulieu, de Saint-Ulric, de la Rivière Blanche,
manufacturier, dûment autorisée à ester en justice,
a pris, ce jour, une action en séparation de biens
contre son mari.

ASSELIN & ASSELIN,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 3 mai 1912. 1879.5

Kamouraska—Cour Supérieure—No 4939—Wil-
helmine Bourgouin, épouse d'Alphée Nickner, mar-
chand, de Saint-Antonin, dûment autorisée à cet
effet, a institué, ce jour, une action en séparation
de biens contre son dit époux. Fraserville, 4 mai
1912. LEON PARADIS, procureur de la deman-
deresse. 1913.5

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
No 1304.

Dame Cécilia Fréchette, du canton Fabre, dans le
district de Pontiac, épouse commune en biens
d'Alcide Gagné, cultivateur, dûment autorisée à
ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alcide Gagné, cultivateur, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 19 mars 1912.

ANDRE CHERRIER,
Avocat de la demanderesse.
Bryson, 19 mars 1912. 1777.6

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL

Avis est par le présent donné qu'en vertu des
dispositions d'une loi de la législature de la pro-
vince de Québec de la présente session, intitulée :
Loi pour amender la charte de la compagnie du
chemin de fer Québec Central, et pour confirmer
une convention entre la compagnie du chemin de
fer Québec Central et la compagnie du chemin de
fer Canadien Pacifique, des assemblées spéciales,
telles que ci-dessous mentionnées, auront lieu à
Winchester House, dans la cité de Londres,
Angleterre, mercredi, le 12e jour de juin 1912, dans
le but de considérer si il est à propos de passer une
résolution ayant rapport aux termes et stipulations
de la dite loi et de la cédule y annexée.

1. Une assemblée spéciale des détenteurs de 4%
du stock de débetures de la compagnie, à midi
12.00).

2. Une assemblée spéciale des détenteurs de 3%
du stock de débetures de la compagnie, à 12.05
p. m., ou aussitôt après que les affaires de la dite
assemblée spéciale des détenteurs de 4% du stock
de débetures de la compagnie seront terminées.

3. Une assemblée spéciale des détenteurs des
"Income Bonds" de la compagnie, à 12.10 p. m.,
ou aussitôt après que les affaires de la dite assemblée
spéciale des détenteurs de 3% du stock de dében-
tures de la compagnie seront terminées ;

N. B. Les détenteurs des "Income Bonds" dési-
rant assister ou voter à cette assemblée doivent
déposer leurs "bonds" au bureau de la compagnie ou
fournir un certificat de banquier de leur propriété
de bonds 2 jours francs au moins avant l'assemblée.

4. Une assemblée spéciale des actionnaires de
la compagnie à 12.15 p. m., ou aussitôt après que
les affaires de l'assemblée spéciale des détenteurs
des "Income Bonds" de la compagnie seront ter-
minées.

Daté ce 11e jour de mai 1912.

Par ordre du bureau.

CHAS. D. BRASSEY,
Secrétaire.

1983.5

Province of Quebec.—District of Rimouski.—
Superior Court.—No. 4545.— Dame Marie-Anne
Desrosiers, wife common as to property of Isidore
Beaulieu, manufacturer, of the parish of Saint
Ulric de la Rivière Blanche, duly authorized "à
ester en justice," has, this day, taken an action
for separation as to property against her husband.

ASSELIN & ASSELIN,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 3rd May, 1912. 1880

Kamouraska—Superior Court—No. 4939—Wil-
helmine Bourgouin, wife of Alphée Nickner, mer-
chant, of Saint-Antonin, duly authorized for such
purpose, has, this day, instituted an action for se-
paration as to property against her said husband.
Fraserville, 4th May, 1912. LEON PARADIS,
attorney for plaintiff. 1914

Province of Quebec. }
District of Pontiac. } *Superior Court*
No. 1304.

Dame Cécilia Fréchette, of the township of Fabre,
in the district of Pontiac, wife common as to
property of Alcide Gagné, farmer, duly authorized
to "ester en justice," Plaintiff ;

vs

The said Alcide Gagné, farmer, of the said place,
Defendant.

An action for separation as to property has been
instituted in this cause, the 19th March, 1912.

ANDRE CHERRIER,
Attorney for plaintiff.
Bryson, 19th March, 1912. 1778

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that in accordance with
the provisions of an Act of the Legislature of the
Province of Quebec of the present session, entitled
"An Act to amend the charter of the Quebec Cen-
tral Railway Company, and to confirm an agree-
ment between the Quebec Central Railway Com-
pany and the Canadian Pacific Railway Company"
special meetings as mentioned below will be held at
Winchester House, in the city of London, England,
on Wednesday, the 12th day of June, 1912, for the
purpose of considering and if thought fit passing a
resolution consenting to the terms and stipulations
of the said Act and the schedule attached thereto.

1. A special meeting of the holders of the 4% de-
benture stock of the company, at 12.00 noon.

2. A special meeting of the holders of the 3% deben-
ture stock of the company, at 12.05 p. m. or so soon
thereafter as the business of the said special meet-
ing of the holders of the 4% debenture stock of the
company shall have been concluded.

3. A special meeting of the holders of the income
bonds of the company, at 12.10 p. m., or so soon
thereafter as the business of the said special meet-
ing of the holders of the 3% debenture stock of the
company shall have been concluded.

(N. B.)—Holders of income bonds desirous of
attending or voting at this meeting must deposit
their bonds at the office of the company or furnish
a banker's certification of their ownership of the
bonds 2 clear days at the least before the meeting.

4. A special meeting of the shareholders of the
company at 12.15 p. m., or so soon thereafter as the
business of the special meeting of the holders of
the income bonds of the company shall have been
concluded.

Dated this 11th May, 1912.

By order of the board,

CHAS. D. BRASSEY,
Secretary.

1984

BARREAU DE MONTREAL. — BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit. — Candidates for admission to study of the law.

Examens du 2 juillet 1912. — Examination 2nd July, 1912.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
1	Adam.....	Gustave.....	18	Montréal.....	Montreal High school, prof. André et de
2	Archambault ..	George.....	21	"	" Collège. [Herméno.
3	Audette.....	Geo. A.....	23	Ottawa.....	Coll. d'Ottawa et Ste-Marie de Montréal.
4	Bastien.....	J. M.....	22	Montréal.....	Collège Ste-Marie, Montréal.
5	Bourdon.....	J. E. B.....	20	"	Collège de Montréal.
6	Budyk.....	J. A.....	21	"	Montreal High School, McGill Collège.
7	Cameron.....	N. S.....	21	Winchester, Ont.	Winchester High School, McGill Univ.
8	Cardinal.....	O.....	20	Montréal.....	Collège de Joliette et des Jésuites.
9	Coonan.....	T. J.....	23	"	McGill University.
10	Désy.....	J. B.....	21	"	Collège Ste-Marie.
11	Dupuis.....	V.....	23	"	Prof. Leblond, de Brumath et de Boissiau.
12	Elasoph.....	S.....	26	"	McGill University.
13	Goldberg.....	J. S.....	21	"	Montreal High School.
14	Goudrault.....	M.....	23	"	Séminaire St-Hyacinthe.
15	Goyette.....	O.....	22	Iberville	Collège de Monnoir.
16	Guérin.....	G.....	20	Montréal.....	Collège Bourget.
17	Houle.....	J. A. A.....	21	"	Séminaire de Montréal.
18	Hugessen.....	A. K.....	20	"	McGill University.
19	Kerry.....	J.....	21	"	"
20	Ladouceur.....	L.....	18	"	Séminaire de Joliette.
21	Lafontaine.....	C. P.....	22	"	Collège Ste-Marie.
22	Lamb.....	C. E.....	22	"	Séminaire de Rimouski.
23	Lavigne.....	L.....	17	"	Collège Ste-Marie.
24	Leblanc.....	E.....	20	"	"
25	Legault.....	A.....	27	St-Hermas	Ecole Normale J. C.
26	Légrand.....	O.....	19	St-Philippe.....	Collège de Montréal.
27	Lessard.....	G. E.....	20	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
28	Marcotte.....	E.....	18	"	Mount St-Louis.
29	Marcus.....	M.....	21	"	McGill University.
30	Mathewson ..	J. A.....	21	"	"
31	McDonald	A. J.....	21	"	Loyola Collège, Montréal.
32	Nantel.....	L.....	21	St-Jérôme.....	Collège Ste-Marie.
33	Parent.....	H.....	20	Montréal.....	"
34	St. Denis.....	I..... Plus de 21 ans	21	"	Séminaire de Québec.
35	Segale.....	I.....	21	"	Montreal High School.
36	Stalker.....	A.....	"	"	McGill University.
37	Tellier.....	L.....	22	"	Collège l'Assomption.
38	Trudeau.....	R.....	25	"	Collège de Monnoir.
39	Tyndale.....	O. S.....	24	Westmount.....	McGill University.
40	Wanklyn.....	A. A.....	21	Montréal.....	"

GUILLAUME SAINT PIERRE,

Secrétaire du Barreau de Montréal. — Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 4 juin. — 4th June, 1912.

2301-2

BARREAU D'ARTHABASKA. — BAR OF ARTHABASKA.

Candidat pour l'admission à l'étude du droit. — Candidate for admission to study of the law.

Examen de juillet 1912. — Examination of July, 1912.

Nom.—Name.	Prénom.—Surname.	Age.	Résidence.	Collège.
Bertrand.....	Ernest.....	24	Piessisville.....	Séminaire de Nicolet.

RENAUD LAVERGNE,

Secrétaire du Barreau d'Arthabaska. — Secretary of the Bar of Arthabaska.

Arthabaska, 31 mai — 31st May, 1912.

2249-50

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study the law.

Barreau des Trois-Rivières.—Bar of Three Rivers.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Badeaux	Pierre	20 ans—years	Trois-Rivières.	Séminaire de Trois-Rivières.
Bureaux	Edouard	20 " ..	" ..	Ste-Marie et collège Loyola.
Dupuis	Aldège	19 " ..	Saint-Guillaume. ..	Séminaire de Nicolet.
Lamothe	Léon	18 " ..	Champlain	Séminaire de Trois-Rivières.
Quesnel	Fernand	20 " ..	Trois-Rivières.	Séminaire de Trois-Rivières.
Lauzière	Emile	19 " ..	Nicolet	Séminaire de Nicolet.
Malone	Thomas	24 " ..	Trois-Rivières	Académie Commerciale de Trois-Rivières, et cours privé.
Vigneault	Antoine	21 " ..	Saint-Grégoire.	Séminaire de Nicolet.

F. X. LACOURSIÈRE.

Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.—Secretary of the Bar of Three Rivers.
Trois-Rivières, 4 juin.—4th June, 1912. 2247-8

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Saint-François.—Section of Saint Francis.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates to study the law.

Examen de juillet de 1912.—Examination of July, 1912.

Nom. — Name.	Prénom. — Surname.	Age.	Résidence. — Residence.	Collège.
Couture	Joseph Sylfrid	20 ans—years	Sherbrooke, ...	Séminaire Saint-Charles Bor- romée et école des Frères, Sherbrooke.

ARTHUR GENDRON,

Secrétaire du Barreau de Saint François...Secretary Bar of Saint-Francis.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC..

Section de Saint-François.—Section of Saint Francis.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates for the practice of law.

Examen de juillet 1912 —Examination of July, 1912.

Nom. — Name.	Prénom. — Surname.	Age.	Résidence. — Residence.
Panneton	Dorais	21 ans—years...	Montréal.

ARTHUR GENDRON,

2251-52

Secrétaire du Barreau de Saint-François.—Secretary of the Bar of Saint-Francis.

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BEAUCE.

Avis public est par le présent donné que le conseil de la municipalité du comté de Beauce a, le dix-huitième jour du mois d'avril dernier (1912), passé une résolution annexant à la municipalité de la paroisse Saint-Martin de Beauce, les lots de terre No 1 jusqu'à 6 inclusivement des rangs 1, 2 et 3, et depuis No 1 jusqu'à 28 inclusivement des rangs 4, 5, 6, 7 et 8 du canton de Dorset; que la dite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur par un ordre en conseil en date du 18 mai courant conformément aux dispositions des articles 33 et 41 du code municipal.

CHS. BOLDUC,

Secrétaire-trésorier, C. M. C. B.

Donné à Saint-François de Beauce, ce 25 mai 1912. 2143.2

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BEAUCE.

Avis public est par le présent donné que le conseil de la municipalité du comté de Beauce a, le dix-huitième jour du mois d'avril dernier (1912), passé une résolution annexant à la municipalité de la paroisse Saint-Théophile de Beauce, le territoire comprenant les lots de terre Nos 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69 du quatrième rang du canton de Jersey; que la dite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur par ordre en conseil en date du 18 mai courant, conformément aux dispositions des articles 33 et 41 du code municipal.

CHS. BOLDUC,

Secrétaire-trésorier, C. M. C. B.

Donné à Saint-François, Beauce, ce 25 mai 1912. 2145.2

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }
AVIS.

A l'expiration de deux (2) mois après publication de cet avis, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour et au nom de Thomas Carson, John McGregor, Robert McKell, Robert Kerr, Robert Roy, William Orr and John Ritchie, tous cultivateurs, de la paroisse du Très Saint-Sacrement de Howick, district de Beauharnois, province de Québec, pour confirmer certains actes de vente ou donations exécutés devant Maître J. E. Derôme, N. P., le 30 mai 1911, en fidéicommis comme syndic de l'Association du Cimetière de Riverfield, dans la paroisse du Très-Saint-Sacrement, de certains lopins de terre décrits dans les dits actes pour être gardés et employés comme cimetière à perpétuité.

MERCIER & BEIQUE,

Procureurs des requérants.

Saint-Sacrement de Howick, 1er mai 1912. 1831.6

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }
AVIS.

A l'expiration de deux (2) mois après la publication de cet avis, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil par et au nom de William Ogilvie, cultivateur, Mathew Knox, cultivateur, Robert Ness, cultivateur, James T. Elliott, cultivateur, David H. Hay, secrétaire-trésorier de la municipalité du Très Saint Sacrement, William Anderson, cultivateur, tous de la paroisse du Très Saint Sacrement, dans le district de Beau-

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BEAUCE.

Public notice is hereby given that the county council for the municipality of Beauce has, on the eighteenth day of April last (1912), pass a resolution by which was added to the municipality of the parish of Saint Martin of Beauce, the lots of lands No. 1 as far as 6 inclusively of ranges 1, 2 and 3 and from No. 1 as far as 28 inclusively of the ranges 4, 5, 6, 7 and 8 of the township of Dorset; which said resolution has been approved by His Honor the Lieutenant-Governor by order in council dated on the eighteenth day of May instant, according to the dispositions of the articles 33 and 41 of the municipal code.

CHS. BOLDUC,

Secretary-Treasurer M. C. C. B.

Given at Saint Francis, Beauce, this 25th May, 1912. 2144

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BEAUCE.

Public notice is hereby given that the county council for the municipality of Beauce has, on the eighteenth day of April last, passed a resolution by which was added to the municipality of the parish of Saint Theophile of Beauce, the territory comprising the lots of lands Nos. 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69 for the fourth range of the township of Jersey; which said resolution has been approved by His Honor the Lieutenant Governor by order in council dated on the eighteenth day of May instant, according to the dispositions of the articles 33 and 41 of the municipal code.

CHS. BOLDUC,

Secretary treasurer, M. C. C. B.

Given at Saint Francis, Beauce, this 25th of May, 1912. 2146

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }
NOTICE.

On the expiration of two (2) months after the publication of this notice, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council for and in the name of Thomas Carson, John McGregor, Robert McKell, Robert Kerr, Robert Roy, William Orr and John Ritchie, all farmers, of the parish of Très Saint Sacrement de Howick, district of Beauharnois, province of Quebec, to confirm certain deeds of sale or gifts executed before Maître J. E. Derôme, N. P., on the 30th May, 1911, in trust as trustees of the Cemetery Association of Riverfield, in the parish of Très Saint Sacrement, of certain parcels of land described in the said deeds, to be held and employed as a Cemetery in perpetuity.

MERCIER & BEIQUE,

Attorneys for petitioner.

Saint-Sacrement de Howick, 1st May, 1912. 1832

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }
NOTICE.

On the expiration of two (2) months after the publication of this notice, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in council, by and in the name of William Ogilvie, farmer, Mathew Knox, farmer, Robert Ness, farmer, James T. Elliott, farmer, David H. Hay, secretary treasurer of the municipality of Très Saint Sacrement, William Anderson, farmer, all of the parish of Très Saint Sacrement, in the district of Beauhar-

harnois, province de Québec, pour confirmer certains actes de vente ou donations exécutés devant Maître Louis Sareault, N. P., et autres, le 25^e jour de février 1830, en fidéi-commis comme syndics de l'Association du Cimetière de Georgetown, dans la paroisse du Très Saint-Sacrement, district de Beauharnois, province de Québec, de certains lopins de terre décrits dans les dites actes pour être gardés et employés comme cimetière à perpétuité.

MERCIER & BEIQUE,

Procureurs des requérants.

Saint-Sacrement de Howick, 1^{er} mai 1912. 1829.6

Province de Québec.—District de Montréal.—Cour Supérieure.—No. 2716. Dame Espérie Dagenais, Demanderesse; vs Amédée Lecours, Défendeur. La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur. Montréal, 9 mai 1912. J. O. Lacroix, avocat de la demanderesse. 1953.5

Assemblée

"LAURENTIAN WATER & POWER COMPANY".

Avis est donné par les présentes qu'une assemblée des directeurs provisoires, de leurs héritiers et ayants-droit, de la "Laurentian Water & Power Company", constituée en corporation en vertu du statut de Québec, 62 Victoria, chapitre 81, aura lieu au bureau des soussignés, 55, Saint-François Xavier, à Montréal, le 24 juin 1912, à onze heures de l'avant-midi, dans le but de pourvoir à la réorganisation de la compagnie, à l'adoption des règlements, à la répartition des actions et l'élection des directeurs et autres fins, conformément à l'article 5964 des statuts refondus de Québec, 1909.

ROLLAND PREFONTAINE &

FERNAND PREFONTAINE,

Héritiers et cessionnaires de
Raymond Préfontaine,

un des directeurs provisoires de cette compagnie.
2217

Avis

Avis public est par le présent donné à toutes personnes possédant ou prétendant posséder des terres octroyées dans les cantons Cox, Hope et Port Daniel, dans le district de Gaspé, sous le grand sceau de la province, avant l'année 1820, que le soussigné Antonio Couillard, magistrat de district pour le district de Gaspé, conformément à la loi 9 Ed. VII, c. 67, a été nommé par arrêté ministériel en date du cinquième jour de juin 1912, pour s'enquérir de la nature des dites réclamations et vérifier si la possession des réclamants a été continue, sans interruption et publique.

Toutes les personnes étant sous les dites dispositions et désirant obtenir des lettres-patentes en vertu du statut 9, Ed. VII, c. 67, doivent produire leurs réclamations entre les mains du soussigné, à New-Carlisle, sous trois mois de la troisième publication du présent avis.

ANTONIO COUILLARD,

Magistrat de district, Gaspé.

New-Carlisle, 6 juin 1912. 2323

nois, province of Quebec, to confirm certain deeds of sale or gifts executed before Maître Louis Sareault, N. P. and others, on the 25th day of February, 1830, in trust as trustees of the Cemetery Association of Georgetown, in the parish of Très Saint Sacrement, district of Beauharnois, province of Quebec, of certain parcels of land described in the said deeds to be held and employed as a cemetery in perpetuity.

MERCIER & BEIQUE,

Attorneys for petitioners.

Saint Sacrement de Howick, 1st May, 1912. 1830

Province of Quebec.—District of Montreal.—Superior Court.—No. 2716. Dame Espérie Dagenais, Plaintiff; vs Amédée Lecours, Defendant. The plaintiff has instituted an action for separation as to property, against the defendant. Montreal, 9th May, 1912. J. O. Lacroix, attorney for plaintiff. 1954

Meeting

LAURENTIAN WATER & POWER COMPANY.

Notice is hereby given that a meeting of the provisional directors, of their heirs and assignees, of the Laurentian Water & Power Company, incorporated under the Statute of Quebec, 62 Victoria, chapter 81, will be held at the office of the undersigned, 55, Saint-François Xavier, at Montreal, on 24th June, at eleven o'clock in the forenoon, for the purpose of providing for the reorganization of the company, adopting by-laws, issuing shares and electing directors and other purposes, in accordance with section 5964 of the revised statutes of Quebec, 1909.

ROLLAND PREFONTAINE &

FERNAND PREFONTAINE,

Heirs and assignees of
Raymond Préfontaine,

one of the provisional directors of this company.
2218

Notices

Public notice is hereby given to all persons holding or claiming to hold, lands granted in the townships of Cox, Hope and Port Daniel, in the district of Gaspé, under the great Seal of the province, before the year 1820, that the undersigned Antonio Couillard, district magistrate for the district of Gaspé, in conformity with the act 9 Ed. VII, c. 67, has been appointed by an order in council bearing date of the fifth day of June, 1912, to enquire into the nature of the said claims and to ascertain whether the possession of the claimants has been continuous, peaceable, uninterrupted and public.

All persons coming within the above provisions who desire to obtain letters patent under the statute 9 Ed. VII, ch. 67, must file their claims with the undersigned, at New Carlisle, within the three months following the third publication of the present notice.

ANTONIO COUILLARD,

District magistrate.

New Carlisle, 6th June, 1912. 2324

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 2250.
La cité de Québec, Requérante ;
vs
Georges Arthur Cloutier, de la paroisse de Saint-Ambroise, manufacturier, Intimé.
Aux intéressés.
Avis est donné que la cité de Québec a déposé en conformité au statut 53 Vic., ch. 68, Québec, \$550.00, montant fixé pour expropriation en cette affaire.
Toute personne intéressée dans la distribution de cette somme et dont la réclamation n'est pas mentionnée au certificat du registraire, devra dans les huit jours qui suivront la dernière publication du présent avis, produire au greffe de la cour supérieure de Québec, opposition afin de conserver.
AMD. ROBITAILLE,
P. C. S.
Harry M. O'Sullivan,
Procureur de l'intimé.
No 98, rue Saint-Pierre. 2067.3

Avis de Faillites

District de Beauce.

Eugène Ouellet, Beauceville, marchand, a, le 23 mai 1912, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

P. A. ANGERS,
Gardien provisoire.

Bureau : Angers & Angers,
Notaires, Beauceville, P. Q.
Beauceville, 25 mai 1912. 2219

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Geo. N. Lazanis, Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende sur le produit de la vente des immeubles cédés par le failli, sera payable le 20 juin 1912, conformément au cahier des charges préparé par les curateurs soussignés et approuvé par la cour, en cette affaire, aussi et conformément à un acte de vente à être passé entre l'acquéreur et les curateurs soussignés après l'homologation du présent bordereau de dividende.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra nous être signifiée avant le 26 juin 1912.

P. J. CHARTRAND
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau : 55, St-François-Xavier,
Montréal 2243

District of Quebec.

Joseph Geo. Denis, marchand général, de Pont-Rouge, a, le 6ème jour de juin 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 8 juin 1912. 2329

District of Québec.

Dans l'affaire de D. S. Bilodeau, Saint-Romuald, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 2250.
The city of Quebec, Petitioner ;
vs
Georges Arthur Cloutier, of the parish of Saint-Ambroise, manufacturer, Respondent.
To the interested parties.
Notice is given that the city of Quebec has deposited in conformity with the Statute 53 Vic., ch. 68, Quebec, \$550.00, the amount fixed for expropriation in this matter.
Any party interested in the distribution of the said amount and whose claim is not mentioned in the registrar's certificat must, within eight days after the last publication of the present notice, file in the office of the clerk of the superior court of Quebec, opposition for payment.
AMD. ROBITAILLE,
P. S. C.
Harry M. O'Sullivan,
Attorney for respondent.
No. 98, Saint Peter street. 2068

Bankrupt Notices

District of Beauce.

Eugène Ouellet, Beauceville, merchant, has, on the 23rd May, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

P. A. ANGERS,
Provisional guardian.

Office : Angers & Angers,
Notaries, Beauceville, P. Q.
Beauceville, 25th May, 1912. 2220

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Geo. N. Lazanis, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend on the proceeds or immoveables, assigned by the insolvent, will be payable on the 26th of June, 1912, according to the book of charges prepared by the undersigned curators and approved by the court, in this matter, and also according to a deed of sale to be passed between the purchaser and the undersigned curators, after approval by the court of present dividend sheet.

Any contestation of said dividend sheet must be filed with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office : 55 St. François-Xavier street.
Montreal. 2244

District of Quebec.

Joseph Geo. Denis, general merchant, of Pont-Rouge, has, on the 6th day of June, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional guardians.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 8th June, 1912. 2330

District of Quebec.

In the matter of D. S. Bilodeau, Saint Romuald, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until

tion jusqu'au 25 juin 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 5 juin 1912. 2305

District de Rimouski.

Dans l'affaire de C. A. Bouchard & Cie, Cedar Hall,
Insolvables.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 juin 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 5 juin 1912. 2303

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 88.

Harry Hyams, commerçant, de Montréal,

Failli.

Le failli a fait cession de ses biens le 4 juin 1912, et j'ai été nommé gardien provisoire.

J. G. DUHAMEL.
Montréal, 5 juin 1912. 2311

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6075.

Louis Henault, Demandeur ;

VS

Joseph Beaulieu, Défendeur, failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé, que ce bordereau pourra être contesté jusqu'au 25 juin 1912, et qu'après cette date les collocations qui y sont portées seront payables au bureau des sous-signés, rue Saint Charles Borromée, en la ville de Joliette.

DUFRESNE & HÉNAULT,
Curateurs.
Joliette, 4 juin 1912. 2309

Vente par encan

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi des chemins de fer Canadiens, la Dominion Ex. Co. vendra par encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, jeudi, le 13 juin 1912, tous les effets non réclamés qui sont en mains depuis avant le 1er juin 1911, aux bureaux dans les divisions Est et Atlantique.

Voir les listes imprimées pour plus d'informations.

W. S. STOUT,
Président et gérant général.
1845.6

Licitation

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 22e jour de mai 1912, dans une cause dans laquelle Dame Rose-Anna O'Borne, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Gauthier, menuisier, du même endroit, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, est

25th June, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 5th June, 1912. 2306

District of Rimouski.

In the matter of C. A. Bouchard & Co., Cedar Hall,
Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th June, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 5th June, 1912. 2304

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 88.

Harry Hyams, of Montreal, trader,

Insolvent.

The insolvent has made an abandonment of his property on the 4th June, 1912, and I have been appointed provisional guardian.

J. G. DUHAMEL.
Montreal, 5th June, 1912. 2312

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6075.

Louis Henault, Plaintiff ;

VS

Joseph Beaulieu, Defendant, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 25th June, 1912, after which date this dividend will be payable at our office, Saint Charles Borromée street, in Joliette.

DUFRESNE & HÉNAULT,
Curators.
Joliette, 4th June, 1912. 2310

Auction Sale

Public notice is hereby given that, under the authority of the Canadian Railway Act, the Dominion Ex. Co. will sell at public auction in the city of Montreal, in the province of Quebec, on Thursday, 13th June, 1912, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1911, at offices in the Eastern and Atlantic divisions.

See printed lists for further particulars.

W. S. STOUT,
President and general manager.
1846

Licitation

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 22nd day of May, 1912, in a cause in which Dame Rose-Anna O'Borne, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jean-Baptiste Gauthier, joiner, of the same place, to authorize his said wife for the purposes hereof, is Plaintiff, and

Demanderesse, et Abondius O'Orne, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur d'ament nommé en justice à Omer Chartrand, enfant mineur issu du mariage de Joseph Chartrand avec Dame Georgiana O'Orne et Delphis O'Orne, jnr., Arthur O'Orne et Dame Odile O'Orne, épouse commune en biens de Zénon Bourgeault, et le dit Zénon Bourgeault pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre connu et désigné sous le No 33, de la subdivision officielle du lot No 330 (330-33), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte Saint-Louis, contenant 24 pieds de front par 69 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—et avec les bâtisses dessus construites ;

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN 1912, à DIX heures ET DEMIE de l'avant midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, chambre No 31 ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET
& GENEST,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 22 mai 1912. 2111-2
[Première publication, 25 mai 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir :

No 499. } DAME PHILOMENE
 } LEMIEUX, Deman-

deresse ; contre MATHIAS PARE, Défendeur.
Le lot numéro treize C (13 C), du cadastre pour le deuxième rang du canton de Shenley—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain (1912), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 15 mai 1912. 2025-2
[Première publication, 18 mai 1912.]

Abondius O'Orne, both personally and his capacity of tutor duly appointed by law to Omer Chartrand, minor child issue of the marriage of Joseph and Dame Georgiana O'Orne, and Delphis O'Orne, jnr., Arthur O'Orne and Dame Odile O'Orne, wife common as to property of Zenon Bourgeault, and the said Zenon Bourgeault to authorize his said wife for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, are Defendant, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit :

A lot of land known and designated under the No. 33, of the official subdivision of lot No. 330 (330-33), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, containing 24 feet in front by 69 feet in depth, more or less, english measurement—and with the buildings thereon erected ;

The immoveable hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY SIXTH day of JUNE next, 1912, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon, sitting the court, in room No. 31, of the court house of the city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET
& GENEST,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd May, 1912. 2112
[First published, 25th May, 1912.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit :

No. 499. } DAME PHILOMENE LE-
 } MIEUX, Plaintiff ; against

MATHIAS PARE, Defendant.
Lot number thirteen C (13 C), of the cadastre for the second range of the township of Shenley—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 15th May, 1912. 2026
[First published, 18th May, 1912.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Chicoutimi, à savoir : **THE DE LAVAL SEPARATOR Co. Limited,** de la cité de Montréal, vs **AMABLE TRUDEL**, de Saint-Méthode.

Les lots numéros neuf A, neuf B et la partie sud-est du lot numéro dix, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Parent; cette partie du numéro 10 est bornée par le front vers le nord-est par la rivière Ticouabé, par l'autre bout au troisième rang; tenant du côté nord-ouest à Joseph Trudel, et du côté sud-est au lot numéro huit B, du dit rang—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, **ONZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 31 mai 1912.
[Première publication, 8 juin 1912]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Chicoutimi, à savoir : **LES COMMISSAIRES D'ECOLES DE LA VILLE DE CHICOUTIMI;** contre **ALEXIS BERGERON.**

Tout ce lopin de terre ou emplacement mesurant 50 pieds de largeur de l'est à l'ouest sur 150 pieds de profondeur du nord au sud, comprenant suivant le cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, le lot numéro huit, la partie ouest du lot numéro cinq et la partie est du lot numéro six, de la dernière redivision du lot 827, compris dans les bornes suivantes: vers le nord à une rue, vers l'est au terrain de Joseph Tremblay, fils Jean, vers le sud à une autre rue, et vers l'ouest au terrain de Joseph Tremblay, fils Israël—avec la maison dessus érigée et autres dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le **NEUVIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 31 mai 1912.
[Première publication, 8 juin 1912.]

FIERI FACIAS.
Chicoutimi, à savoir : **LA CIE MASSEY-HARRIS;** vs **EDMOND GAGNON**, de Saint-Bruno.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix, du cadastre officiel pour le huitième rang du canton de Labarre, dans le comté du Lac Saint-Jean, de la contenance de cent acres environ en superficie—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, le **DOUZIEME** jour de **JUILLET**, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 31 mai 1912.
[Première publication, 8 juin 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Chicoutimi, à savoir : **EDOUARD HARVEY,** No 690, marchand, de l'Anse Saint-Jean; contre **JOSEPH SIMARD.**

Une maison sise et située sur le lot numéro 26 du deuxième rang du canton de Saint-Jean, côté sud du chemin public.

Pour être vendue à la porte de l'église de la

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Chicoutimi, to wit : **THE DE LAVAL SEPARATOR Co. Limited,** of the city of Montreal; vs **AMABLE TRUDEL**, of Saint-Méthode.

The lots numbers nine A, nine B and the south east part of lot number ten, of the official plan and book of reference of the cadastre of the township Parent; the said part of number 10 is bounded in front towards the north east by the river Ticouabé, on the other end by the third range, adjoining on the north west side Joseph Trudel, and on the south east side lot number eight B, of the said range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Méthode, the **ELEVENTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Chicoutimi, 31st May, 1912.
[First published, 8th June, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Chicoutimi, to wit : **THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE TOWN OF CHICOUTIMI;** against **ALEXIS BERGERON.**

All that certain tract of land or emplacement measuring 50 feet in width from east to west by 150 feet in depth from north to south, comprising on the official cadastre of the town of Chicoutimi, the lot number eight, the western part of lot number five and the eastern part of lot No. six, of the last redivision of lot 827, comprised within the following limits: on the north by a street, on the east by the land of Joseph Tremblay, son of Jean, on the south by another street, and on the west by the land of Joseph Tremblay, son of Israel—with the house thereon erected and other dependencies.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the **NINTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Chicoutimi, 31st May, 1912.
[First published, 8th June, 1912.]

FIERI FACIAS.
Chicoutimi, to wit : **THE MASSEY HARRIS COMPANY;** vs **EDMOND GAGNON**, of Saint-Bruno.

The lot of land known and designated under the number ten, of the official cadastre for the eighth range of the township of Labarre, in the county of Lake Saint-John, containing about one hundred acres in superficies—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St. Bruno, on the **TWELFTH** day of **JULY**, at **TEN** o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Chicoutimi, 31st May, 1912.
[First published, 8th June, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Chicoutimi, to wit : **EDOUARD HARVEY,** No. 690 merchant, of l'Anse Saint-Jean; against **JOSEPH SIMARD.**

A house being and situate on lot number 26 of the second range of the township Saint-John, on the south side of the public road.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de l'Anse Saint-Jean, le QUINZIEME jour de JUILLET, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 31 mai 1912.

Shérif.
2267

[Première publication, 8 juin 1912].

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Circuit, des Iles de la Madeleine.

District de Gaspé, } PATRICK P. DELA-
Amherst, à savoir : } NEY, FRANCOIS H.
No 600. } DELANEY, marchands, du
Havre aux Maisons, y faisant affaires sous les nom
et raison de Delaney Frères ; contre DOMINIQUE
POIRIER, Défendeur.

1° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de l'île Allright, subdivision cent trente six (136), du lot numéro soixante et quatre (No 64), contenant environ cinq acres.

2° Un lot de terre connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi de l'île Allright, subdivision trois cent soixante et treize (373), du lot numéro cent soixante et cinq (No 165), contenant environ deux acres.

3° Un lot de terre connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi de l'île Allright, subdivision cent trente cinq (135), du lot numéro soixante et un (No 61), contenant environ deux acres—avec bâtisses dessus-érigées, appartenances et dépendances.

Le tout à la charge d'une rente annuelle de vingt centins l'acre.

Pour être vendu au bureaux d'enregistrement, à Amherst, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

OCTAVE BRIAND,

1987.2

Député shérif.

[Première publication, 18 mai 1912]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Beauce.

Montmagny, à savoir : } ELZEARD MIVILLE
No 608. } DECHENE, médecin,
de Beauceville, Demandeur ; contre JOSEPH
GREGOIRE, de Saint-Fabien de Panet, Défendeur.

Tous les droits que possèdent le défendeur sur un lot de terre étant le No trois (3), connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du sixième rang du canton Talon, district de Montmagny—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Fabien de Panet, le DIXIEME jour de JUILLET prochain 1912, à ONZE heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif,
Montmagny, 4 juin 1912.

Shérif.
2283

[Première publication, 8 juin 1912.]

l'Anse Saint-Jean, on the FIFTEENTH day of JULY, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office,
Chicoutimi, 31st May, 1912.

Sheriff.
2268

[First published, 8th July, 1912]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court, of the Magdalen Islands.

District of Gaspé, } PATRICK P. DELANEY,
Amherst, to wit : } FRANCOIS H. DELA-
No. 600. } NEY, merchants, of Havre aux
Maisons, there doing business under the firm, name
and style of Delaney Frères ; against DOMINIQUE
POIRIER, Defendant.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of Allright Island, subdivision one hundred and thirty six (136), of lot number sixty four (No. 64), containing about five acres.

2. A lot of land known and designated on the same plan and book of reference of Allright Island, subdivision three hundred and seventy three (373), of lot number one hundred and sixty five (165), containing about two acres.

3. A lot of land known and designated on the same plan and book of reference of Allright Island, subdivision one hundred and thirty five (135), of lot number sixty one (No. 61), containing about two acres—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

The whole subject to a yearly rent of twenty cents per acre.

To be sold at the registry office, at Amherst, on the TWENTY SIXTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the forenoon.

OCTAVE BRIAND,

1988

Deputy Sheriff.

[First published, 18th May, 1912.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Beauce.

Montmagny, to wit : } ELZEARD MIVILLE
No. 608 } DECHENE, physician,
Plaintiff ; against JOSEPH GREGOIRE, of Saint
Fabien de Panet, Defendant.

The whole of the rights owned by the defendant in a lot of land being the No. three (3), known and designated on the official plan and book of reference of the sixth range of the township Talon, district of Montmagny—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Fabien de Panet, on the TENTH day of JULY next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office,
Montmagny, 4th June, 1912.

Sheriff.
2284

[First published 8th June, 1912]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **DAME ADELE DEASE**, No 519. } des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Alexis Robert, Demanderesse ; vs **BELONIE ZOEL TARDIF**, bourgeois, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain situé en la ville de Saint-Louis, maintenant quartier Laurier, de la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Hôtel de Ville, mesurant trente-huit pieds de largeur par soixante et six pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, composé de l'arrière partie des lots 305, 306 et 307, de la subdivision du lot numéro 137, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis ; borné en front à l'ouest par l'avenue de l'Hôtel de Ville, en arrière à l'est par le résidu du dit lot numéro 307, d'un côté au sud par le résidu des dits lots 305, 306 et 307, et de l'autre côté au nord par une ruelle faisant partie du lot officiel 308-137, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus construites et droits dans les ruelles y adossées situées au nord et à l'est de la dite propriété tel que le tout est actuellement enclos et possédé par le dit défendeur, avec toutes autres servitudes actives et passives attachées au dit immeuble.

2° Une certaine propriété située dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, comprenant les subdivisions numéros 155 et 156 du lot numéro officiel 974, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal ; bornée en front par la rue Wolfe avec bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **ONZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 4 mai 1912. Shérif. 2313
[Première publication, 8 juin 1912]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **LOUIS CLEMENT**, char- No 1457. } pentier menuisier, de Pont Chateau, dans la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, district de Montréal, Demandeur ; contre **LES HERITIERS** de feu Alexandre Clément, en son vivant du même lieu, Défendeurs, *ès-qualité*.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs *ès-qualité*, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé à Pont Chateau, dans la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, sous le numéro trois cent quarante neuf ; borné en front par le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, le **VINGTIEME** jour de **JUIN** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 14 mai 1912. Shérif. 1995.2
[Première publication, 18 mai 1912].

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit : **DAME ADELE DEASE**, of No. 519. } the city and district of Montreal, wife separated as to property of the late Alexis Robert, Plaintiff ; vs **BELONIE ZOEL TARDIF**, gentleman, of the town of Saint Louis, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate in the town of St. Louis, now Laurier ward, of the city of Montreal, fronting on City Hall Avenue, measuring thirty eight feet in width by sixty six feet in depth, english measure, more or less, composed of the rear part of lots 305, 306 and 307, of the subdivision of lot number 137, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St-Louis ; bounded in front on the west by City Hall Avenue, in the rear on the east by the residue of the said lot 307, on one side to the south by the residue of the said lots 305, 306 and 307, and on the other side to the north by a lane forming part of the official lot 308-137, of the said official plan and book of reference—with all the buildings thereon erected and rights in the lanes connected therewith, situate on the north and east of the said property as the whole is presently enclosed and owned by the said defendant, with all the other active and passive servitudes attached to the said immoveable.

2. A certain property situate in St. James ward, of the city of Montreal, comprising the subdivisions Numbers 155 and 156 of lot official number 974, of the official plan and book of reference of St. James ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Wolfe street—with buildings and dependencies erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **ELEVENTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon,

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montreal, 4th May, 1912. Sheriff. 2314.
[First published, 8th June, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **LOUIS CLEMENT**, joiner, No. 1457. } of Pont Chateau, in the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, district of Montreal, Plaintiff ; against **THE HEIRS** of the late Alexandre Clément, in his lifetime of the same place, Defendants, *ès-qualité*.

Seized as belonging to the said defendants *ès-qualité*, the following immoveable, to wit :

A lot of land being and situate at Pont Chateau, in the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, under the number three hundred and forty nine ; bounded in front by the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, on the **TWENTIETH** day of **JUNE** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 14th May, 1912. Sheriff. 1996
[First published, 18th May, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **WILLIAM VIPOND,**
 No 4204 } des cités et district
 de Montréal, marchand de bois et de charbon, Dem-
 andeur ; contre les terres et tenements de
HAROLD JOHN MULLAN, de Hudson Heights,
 dans le comté de Vaudreuil, dans le district de
 Montréal, en sa qualité de tuteur nommé à **Harold**
Dunbar Mullan, de Hudson Heights susdit, mineur,
 Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Como,
 district de Montréal, formant partie du lot connu et
 désigné sous le numéro cent soixante (160), sur le ca-
 dastre officiel du dit village, mesurant soixante et dix-
 huit pieds de largeur, mesure anglaise, sur la pro-
 fondeur qui peut être trouvée entre le chemin pu-
 blic et la rivière Ottawa, plus ou moins ; borné en
 front par le dit chemin public, en arrière par la
 rivière Ottawa, d'un côté par partie du lot numéro
 cent cinquante-neuf, et de l'autre côté par partie du
 dit lot cent soixante, appartenant à **M. James**
Park—avec les bâtisses sus-érigées, à distraire du
 dit emplacement la partie d'icelui occupée par la
 compagnie du chemin de fer Vaudreuil & Prescott.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de Vaudreuil, le VINGT-DEUXIÈME jour de
 JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif,
 Montréal, 14 mai 1912.

Shérif.
 1997.2

[Première publication, 18 mai 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **WILLIAM VIPOND,**
 No. 4204. } the city and district of
 Montreal, wood and coal merchant, Plaintiff ;
 against the lands and tenements of **HAROLD**
JOHN MULLAN, of Hudson Heights, in the
 county of Vaudreuil, in the district of Montreal, in
 his quality of tutor nominated and appointed to
Harold Dunbar Mullan, of Hudson Heights afore-
 said, a minor, Defendant.

An emplacement situate in the village of Como,
 district of Montreal, forming part of the lot known
 and designated as number one hundred and sixty
 (160), on the official cadastre of the said village,
 measuring seventy eight feet, english measure in
 width, by the depth that may be found between the
 highway and the Ottawa River, more or less ;
 bounded in front by the said highway, in rear by
 the Ottawa River, on one side, by part of lot num-
 ber one hundred and fifty nine, and on the other
 side by part of said lot number one hundred and
 sixty, owned by **Mr. James Park**—with the build-
 ings thereon erected, to be distracted from the said
 emplacement the part thereof occupied by the
 Vaudreuil & Prescott Railway Co.

To be sold at the parochial church door of Vau-
 dreuil, on the TWENTY SECOND day of JUNE
 next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,
 Montreal, 14th May, 1912.

Sheriff.
 1998

[First published, 18th May, 1912.]

Ventes par le Shérif—Quebec

VIS PUBLIC est par le présent donné que les
 TERRES et HERITAGES sous mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L. FRANK** "since de-
 No 2743. } ceased", Demandeur ;
 contre **JOHN FORMAM**, Défendeur, et **Esther**
Lublin et al, Demandeurs "in continuance of suit,"
 à savoir :

1° Le lot No 15 (quinze), du cadastre officiel
 pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham,
 étant un lot de terre situé au troisième rang—cir-
 constances et dépendances.

2° Le lot No 10 (dix), du cadastre officiel pour
 la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant
 un lot de terre situé au cinquième rang—circons-
 tances et dépendances ;

3° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour
 la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant
 un lot de terre situé au cinquième rang—circons-
 tances et dépendances ;

4° Le lot No 13 (treize), du cadastre officiel pour
 la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant
 un lot de terre situé au sixième rang—circonstances
 et dépendances ;

5° Le lot No 20 (vingt), du cadastre officiel pour
 la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant
 un lot de terre situé au sixième rang—circonstances
 et dépendances ;

6° Le lot No 6 (six), du cadastre officiel pour la
 paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un
 lot de terre situé au huitième rang—circonstances
 et dépendances ;

7° Le lot No 16 (seize), du cadastre officiel pour
 la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant
 un lot de terre situé au huitième rang—circonstan-
 ces et dépendances ;

8° Le lot No 26 (vingt-six), du cadastre officiel
 pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham,

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
 undermentioned LANDS and TENEMENTS
 have been seized, and will be sold at the respective
 time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **L. FRANK**, since deceased,
 No. 2743. } Plaintiff ; against **JOHN**
FORMAN, Defendant, and **Esther Lublin et al**,
 Plaintiffs in continuance of suit, to wit :

1. Lot No. 15 (fifteen), of the official cadastre for
 the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a
 lot of land situate in the third range—circum-
 stances and dependencies ;

2. Lot No. 10 (ten), of the official cadastre for
 the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a
 lot of land situate in the fifth range—circumstances
 and dependencies ;

3. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for
 the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a
 lot of land situate in the fifth range—circumstances
 and dependencies ;

4. Lot No. 13 (thirteen), of the official cadastre
 for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being
 a lot of land situate in the sixth range—circum-
 stances and dependencies ;

5. Lot No 20 (twenty), of the official cadastre for
 the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a
 lot of land situate in the sixth range—circumstan-
 ces and dependencies ;

6. Lot No. 6 (six), of the official cadastre for the
 parish of St. Edmond de Stoneham, being a lot of
 land situate in the eighth range—circumstances
 and dependencies ;

7. Lot No. 16 (sixteen), of the official cadastre
 for the parish of St. Edmond de Stoneham, being
 a lot of land situate in the eighth range—circums-
 tances and dependencies ;

8. Lot No. 26 (twenty six), of the official cadastre
 for the parish of St. Edmond de Stoneham, (Town-

(canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

9° Le lot No 30 (trente), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

10° Le lot No. 33 (trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

11° Le lot No. 34 (trente-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

12° Le lot No. 35 (trente-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

13° Le lot No. 37 (trente-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

14° Le lot No 38 (trente-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

15° Le lot No 40 (quarante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

16° Le lot No 41 (quarante-et-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre située au huitième rang—circonstances et dépendances ;

17° Le lot No 6 (six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

18° Le lot No 9 (neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

19° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

20° Le lot No 12 (douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

21° Le lot No 13 (treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

22° Le lot No 15 (quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé dans le neuvième rang—circonstances et dépendances ;

23° Le lot No 19 (dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

24° Le lot No 20 (vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre située au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

25° Le lot No 22 (vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

26° Le lot No 33 (trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

27° Le lot No 39 (trente-neuf), du cadastre offi-

ship Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

9. Lot No. 30 (thirty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

10. Lot No 33 (thirty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

11. Lot No. 34 (thirty four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

12. Lot No. 35 (thirty five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

13. Lot No. 37 (thirty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

14. Lot No. 38 (thirty eight), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

15. Lot No. 40 (forty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

16. Lot No. 41 (forty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

17. Lot No. 6 (six), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

18. Lot No. 9 (nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

19. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

20. Lot No. 12 (twelve), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

21. Lot No. 13 (thirteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

22. Lot No. 15 (fifteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

23. Lot No. 19 (nineteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

24. Lot No. 20 (twenty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

25. Lot No. 22 (twenty two), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

26. Lot No. 33 (thirty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township of Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

27. Lot No. 39 (thirty nine), of the official cadas-

ciel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

28° Le lot No 1 (un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

29° Le lot No 3 (trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

30° Le lot No 8 (huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

31° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

32° Le lot No 19 (dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

33° Le lot No 21 (vingt-et-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

34° Le lot No 24 (vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

35° Le lot No 25 (vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

36° Le lot No 26 (vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

37° Le lot No 29 (vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

38° Le lot No 31 (trente et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

39° Le lot No 35 (trente-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

40° Le lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

41° Le lot No 7 (sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

42° Le lot No 9 (neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

43° Le lot No 10 (dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

44° Le lot No 12 (douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

45° Le lot No 16 (seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

tre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

28. Lot No. 1 (one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

29. Lot No. 3 (three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

30. Lot No. 8 (eight), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

31. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

32. Lot No. 19 (nineteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

33. Lot No. 21 (twenty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

34. Lot No. 24 (twenty four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

35. Lot No. 25 (twenty five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

36. Lot No. 26 (twenty six), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

37. Lot No. 29 (twenty nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

38. Lot No. 31 (thirty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

39. Lot No. 35 (thirty five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

40. Lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

41. Lot No. 7 (seven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

42. Lot No. 9 (nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

43. Lot No. 10 (ten), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

44. Lot No. 12 (twelve), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

45. Lot No. 16 (sixteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

46° Le lot No 17 (dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

47° Le lot No 20 (vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

48° Le lot No 24 (vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

49° Le lot No 37 (trente sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

50° Le lot No 2 (deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

51° Le lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

52° Le lot No 6 (six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

53° Le lot No 8 (huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

54° Le lot No 12 (douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

55° Partie du lot No 9 (neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham ; bornée par le lot No 9 (neuf), du onzième rang, à l'est par le lot No 10, à l'ouest par le lot No 8 du douzième rang, au nord par la balance du dit lot No 9, étant un lot de terre contenant 130 acres situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

56° Le lot No 33 (trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

57° Partie du lot No 4 (quatre), étant la juste moitié nord du dit lot ; bornée au sud par la balance du dit lot No 4, à l'est par l'autre partie nord du lot No 4, au nord par le lot No 5 du troisième rang, et à l'ouest par les subdivisions 4a et 4b du lot No 4 du quatrième rang, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au troisième rang—circonstances et dépendances ;

58° Le lot No 12 (douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

59° Le lot No 12a (douze a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

60° Le lot No 13 (treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

61° Le lot No 14 (quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

62° Le lot No 15 (quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

63° Le lot No 18 (dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham,

46. Lot No. 17 (seventeen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

47. Lot No. 20 (twenty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

48. Lot No. 24 (twenty four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

49. Lot No. 37 (thirty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

50. Lot No. 2 (two), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

51. Lot No 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

52. Lot No 6 (six), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

53. Lot No. 8 (eight), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

54. Lot No. 12 (twelve), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

55. Part of lot No. 9 (nine), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham ; bounded by the lot No. 9 (nine), of the eleventh range, on the east by lot No. 10, on the west by lot No. 8, of the twelfth range, on the north by the balance of the said lot No. 9, being a lot of land containing 130 acres situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

56. Lot No. 33 (thirty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

57. Part of lot No. 4 (four), being the exact north half of the said lot ; bounded on the south by the balance of the said lot No. 4, on the east by the other north part of lot No. 4, on the north by lot No. 5 of the third range, and on the west by the subdivisions 4a and 4b of lot No. 4 of the fourth range of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the third range—circumstances and dependencies ;

58. Lot No. 12 (twelve), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

59. Lot No. 12a (twelve a), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

60. Lot No. 13 (thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

61. Lot No. 14 (fourteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

62. Lot No. 15 (fifteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

63. Lot No. 18 (eighteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham,

(canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

64° Le lot No 19 (dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

65° Le lot No 21 (vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

66° Le lot No 22 (vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

67° Le lot No 15 (quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

68° Le lot No 15a (quinze a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

69° Le lot No 23 (vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

70° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

71° Le lot No 21 (vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

72° Le lot No 40 (quarante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

73° Le lot No 41 (quarante et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au neuvième rang—circonstances et dépendances ;

74° Le lot No 16 (seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au dixième rang—circonstances et dépendances ;

75° Le lot No 4 (quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

76° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang, circonstances et dépendances ;

77° Le lot No 14 (quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au onzième rang—circonstances et dépendances ;

78° Le lot No 23 (vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au douzième rang—circonstances et dépendances ;

79° Le lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

80° Le lot No 5a (cinq a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

81° Le lot No 5b (cinq b), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

(township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

64. Lot No. 19 (nineteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

65. Lot No. 21 (twenty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

66. Lot No. 22 (twenty two), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

67. Lot No. 15 (fifteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

68. Lot No. 15a (fifteen a), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

69. Lot No. 23 (twenty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

70. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

71. Lot No. 21 (twenty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

72. Lot No. 40 (forty), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

73. Lot No. 41 (forty one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the ninth range—circumstances and dependencies ;

74. Lot No. 16 (sixteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the tenth range—circumstances and dependencies ;

75. Lot No. 4 (four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

76. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

77. Lot No. 14 (fourteen), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eleventh range—circumstances and dependencies ;

78. Lot No. 23 (twenty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the twelfth range—circumstances and dependencies ;

79. Lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

80. Lot No. 5a (five a), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

81. Lot No. 5b (five b), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies ;

82° Le lot No 21 (vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au cinquième rang—circonstances et dépendances ;

83° Le lot No dix (dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

84° Le lot No 10a (dix a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

85° Le lot No 10b (dix b), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

86° Le lot No 16 (seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

87° Le lot No 16a (seize a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

88° Le lot No 17 (dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, (canton Tewkesbury), étant un lot de terre situé au sixième rang—circonstances et dépendances ;

89° Le lot No 9 (neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au septième rang—circonstances et dépendances ;

90° Le lot No 9a (neuf a), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au septième rang—circonstances et dépendances ;

91° Le lot No 14 (quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances ;

92° Le lot No 19 (dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au huitième rang—circonstances et dépendances.

Les lots en deuxième lieu décrits, comme suit :

1° Le lot No 80 (quatre-vingts), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, étant un terrain de forme irrégulière connu sous le nom de "Fonds Jacques-Cartier," formant partie du Domaine Jacques-Cartier, situé sur les bords du fleuve Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

2° Le lot No 80a (quatre-vingts a), du cadastre officiel pour la paroisse de St. Jean Baptiste des Ecureuils, étant un lot de terre situé sur le bord de la Rivière Saint-Laurent—circonstances et dépendances ;

3° Le lot No 80b, (quatre-vingts b), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, étant une île située dans la rivière Saint-Laurent, à l'embouchure de la rivière Jacques-Cartier—circonstances et dépendances ;

4° Le lot No 80c (quatre-vingts c), du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, étant une île située dans la rivière Saint-Laurent, à l'embouchure de la Rivière Jacques-Cartier—circonstances et dépendances.

Les lots en premier lieu décrit, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, le DIXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Et les lots en deuxième lieu décrit à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste des Ecureuils, comté de Portneuf, le TREIZIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif,
Québec, 6 juin 1912.

[Première publication, 8 juin 1912]

Shérif.
2279

82. Lot No. 21 (twenty one), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the fifth range—circumstances and dependencies.

83. Lot No. 10 (ten), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

84. Lot No. 10a (ten a), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

85. Lot No. 10b (ten b), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

86. Lot No. 16 (sixteen), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

87. Lot No. 16a (sixteen a), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

88. Lot No. 17 (seventeen), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, (township Tewkesbury), being a lot of land situate in the sixth range—circumstances and dependencies ;

89. Lot No. 9 (nine), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the seventh range—circumstances and dependencies ;

90. Lot No. 9a (nine a), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the seventh range—circumstances and dependencies ;

91. Lot No. 14 (fourteen), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies ;

92. Lot No. 19 (nineteen), of the official cadastre for the parish of Saint-Edmond de Stoneham, being a lot of land situate in the eighth range—circumstances and dependencies.

The lots secondly described, as follows :

1. Lot No. 80 (eighty), of the official cadastre for the parish of Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, being a land of irregular outline known under the name of "Fonds Jacques Cartier," forming part of the Domaine Jacques-Cartier, situate on the banks of the River St. Lawrence—circumstances and dependencies ;

2. Lot No 80a (eighty a), of the official cadastre for the parish of Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, being a lot of land situate on the bank of the River St. Lawrence—circumstances and dependencies ;

3. Lot No. 80b (eighty b), of the official cadastre for the parish of Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, being an island situate in the River St. Lawrence, at the mouth of the Jacques-Cartier River—circumstances and dependencies ;

4. Lot No. 80c (eighty c), of the official cadastre for the parish of Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, being an island situate in the River St. Lawrence, at the mouth of the Jacques-Cartier River—circumstances and dependencies.

The lots firstly described to be sold at the church door of the parish of Saint-Edmond de Stoneham, county of Quebec, on the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

And the lots secondly described, at the church door of the parish of Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, county of Portneuf, the THIRTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office,
Quebec, 6th June, 1912.

[First published, 8th June, 1912]

Shérif.
2280

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal, } **G**EOORGES BRADLEY,
No 1944 } Demandeur; vs J. E. SAUCIER ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à J. E. Saucier, l'un des défendeurs, savoir :

Les cinq-sixièmes indivis d'un terrain de forme irrégulière, mesurant 80 pieds de front en arrière sur 96 pieds de profondeur, mesure française; borné au nord à la Fabrique, au sud à Ths McKinnon, à l'est au chemin public, à l'ouest à Dame Vve C. Chouinard—avec maison, hangar et autres bâties susconstruites, étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-deux, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane.

Appartenant au défendeur la moitié à titre de légataire universel de J. B. Saucier, son père, un sixième de l'autre moitié à titre d'héritier légal de Dame Catherine Duguay, sa mère, décédée intestat à Matane, un autre sixième à titre de cessionnaire d'un des co-héritiers de la dite Dame Catherine Duguay.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, le DIXIEME jour de JUILLET prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS D'ANJOU,

Bureau du Shérif,
Rimouski, 4 juin 1912.

Shérif.
2261

[Première publication, 8 juin 1912]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **J**OSEPH PHILIAS CLOU-
No 1938. } TIER failli; ET TRU-
DEL & LARUE, curateurs.

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, faisant partie du lot No (410) quatre cent dix, du cadastre officiel de la dite paroisse, contenant toute la largeur du terrain qu'il peut y avoir à partir du terrain de Ferdinand Maltais à aller jusqu'à la route de 14 pieds réservée par Henri McNicoll sur la profondeur de 100 pieds à partir du chemin public ou route du pont à l'ouest; le dit terrain borné vers le nord-ouest à celui de Ferdinand Maltais, vers le sud-est à la route de 14 pieds en bas de la profondeur, vers l'ouest à la route du pont—avec bâties.

Un lopin de terre situé au même lieu faisant partie des Nos (409 et 410) quatre cent neuf et quatre cent dix, du susdit cadastre, contenant cinquante pieds de front sur la profondeur de 100 pieds, à partir de la route du pont; tenant d'un côté vers le nord-ouest, à la route de 14 pieds, de l'autre côté, vers le sud-est à l'emplacement de Elie Dufour, en front vers l'ouest à la route du pont, et en haut de la profondeur, au terrain de Henry McNicoll—avec bâties.

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, } **G**EORGE BRADLEY,
No. 1944. } Plaintiff; vs J. E. SAUCIER ET AL, Defendants.

As belonging to J. E. Saucier, one of the defendants, to wit :

The undivided five sixths of a land of irregular outline, measuring 80 feet front in the rear by 96 feet in depth, french measurement; bounded on the north by the Fabrique, on the south by Ths. McKinnon, on the east by the public road, on the west by Dame widow C. Chouinard—with house, shed and other buildings thereon erected, being part of lot number one hundred and eighty two, on the official cadastre of the parish of Saint Jérôme de Matane.

Belonging to the defendant, half as universal legatee of J. B. Saucier, his father, one sixth of the other half as lawful heir of Dame Catherine Duguay, his mother, who died intestate at Matane, another sixth as assignee of one of the co-heirs of the said Dame Catherine Duguay.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme de Matane, on the TENTH day of JULY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office,
Rimouski, 4th June, 1912.

Sheriff.
2262

[First published, 8th June, 1912].

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **J**OSEPH PHILIAS CLOU-
No 1938. } TIER, insolvent, AND TRU-
DEL & LARUE, curators.

A parcel of land situate in the parish of Saint Etienne de la Malbaie, forming part of lot No. 410 (four hundred and ten), of the official cadastre of the said parish, containing the whole width of the land there may be from the lot of Ferdinand Maltais, to the 14 foot road reserved by Henri McNicoll, by the depth of 100 feet from the public road or bridge road on the west; the said land being bounded on the north west by that of Ferdinand Maltais, on the south east by the 14 foot road at the end of the depth, on the west by the bridge road—with buildings.

A parcel of land situate at the same place, forming part of the Nos. 409 and 410 (four hundred and nine and four hundred and ten), of the aforesaid cadastre, containing fifty feet in front by the depth of 100 feet from the bridge road; bounded on one side towards the north west by the 14 foot road, on the other side towards the south east by the emplacement of Elie Dufour, in front towards the west by the bridge road, and at the top of the depth by the land of Henry McNicoll—with buildings.

Un terrain situé au même lieu et faisant partie du lot No (417) quatre cent dix-sept, du dit cadastre, contenant 65 pieds de front sur 132 pieds de profondeur; borné en avant au chemin de la "Labrador Electric & Pulp Co", en arrière vers l'est, aux représentants de Jules Pradet, d'un côté vers le nord au lot 418, appartenant à Pierre Dallaire, et de l'autre côté vers le sud à la route de quinze pieds—avec bâtisses.

Un terrain situé au même lieu, et faisant partie aussi du lot No 417, du dit cadastre, contenant 65 pieds de front sur 132 pieds de profondeur; borné en front au chemin de la "Labrador Electric & Pulp Co", en arrière vers l'est aux représentants de Jules Pradet, au sud à Wilbrod Desbiens, et vers le nord à la route quinze pieds—avec bâtisses.

Un terrain situé au même lieu, dans le rang de la chute, au sud-est du chemin public, contenant 90 pieds de largeur à partir du terrain de Achille Néron au sud, et 120 pieds de profondeur à partir du chemin public en avant, et borné comme suit: au nord-ouest, au chemin public, au sud à Philias Néron, et des autres côtés au terrain restant à Johnny Bergeron—sans bâtisses; le dit terrain faisant partie du lot No (638) six cent trente-huit, du susdit cadastre.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, à la Malbaie, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif.

Malbaie, 10 mai 1912.

[Première publication, 18 mai 1912].

Sheriff.

1967.2

A lot situate at the same place and forming part of lot No. 417, (four hundred and seventeen), of the said cadastre, containing 65 feet in front by 132 feet in depth; bounded in front by the "Labrador Electric and Pulp Co." road, in the rear towards the east by the representatives of Jules Pradet, on one side towards the north by lot 418, belonging to Pierre Dallaire, and on the other side towards the south by the fifteen foot road—with buildings.

A lot situate at the same place and forming part also of lot number 417, of the said cadastre, containing 65 feet in front by 132 feet in depth; bounded in front by the "Labrador Electric & Pulp Co." road, in the rear towards the east by the representatives of Jules Pradet, on the south by Wilbrod Desbiens, and towards the north by the fifteen foot road—with buildings.

A lot situate at the same place in the Chute range, on the south east of the public road, containing 90 feet in width from the lot of Achille Néron on the south, and 120 feet in depth from the public road in front, and bounded as follows: on the north west by the public road, on the south by Philias Néron, and on the other side by the remainder of the land belonging to Johnny Bergeron—without buildings; the said lot forming part of lot No. 638 (six hundred and thirty eight), of the aforesaid cadastre.

To be sold at my office, in the court house, at Malbaie, on the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office.

Malbaie, 10th May, 1912.

[First published, 18th May, 1912.]

Sheriff.

1968

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **ARTHUR PAQUIN**,
No. 90. } Demandeur; contre

JOSEPH SAVARD, Défendeur.
Un lopin de terre situé à La Tuque, contenant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro vingt-cinq A, cinquante-deux (25A, 52), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Malhiot, en le comté de Champlain—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Zéphirin de La Tuque, en la ville de La Tuque, le DIXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif,

Trois-Rivières, 5 juin 1912.

[Première publication, 8 juin 1912]

Sheriff.

2315

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **FRANÇOIS GASPARD**
No. 286. } **L'HEUREUX**, De-
mandeur; contre **LES HÉRITIERS** de feu Irvine
Johnston, Défendeurs.

Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Saint François Xavier de Batiscan, sur le côté sud du chemin public, près du fleuve Saint-Laurent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse, par le numéro cent trente (130)—avec une maison,

Sheriff's Sales—Three Rivers

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et en des lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **ARTHUR PAQUIN**,
No. 90. } Plaintiff; against

JOSEPH SAVARD, Defendant.
A parcel of land situate at La Tuque, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measure, and more or less, known and designated under the number twenty five A, fifty two (25 A, 52), on the official plan and book of reference made for the first range of the township Malhiot, in the county of Champlain—with house erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zéphirin de La Tuque, in the town of La Tuque, on the Tenth day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 5th June, 1912.

[First published, 8th June, 1912.]

Sheriff.

2316

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **FRANÇOIS GASPARD**
No. 286. } **L'HEUREUX**,
Plaintiff; against **THE HEIRS** of late Irvine
Johnston, Defendants.

An emplacement situate in the village of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, on the south side of the public road, near the river Saint Lawrence, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish, by the number one hundred and thirty

écurie et autres dépendances dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François Xavier de Batiscan, le VINGT-IEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 14 mai 1912.

Shérif.
1989.2

[Première publication, 18 mai 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat, du comté de Champlain.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **G**EOURGE COTÉ, Demandeur ; vs
No 298 }
JOSEPH SIMARD, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

1. Un lot de terre situé à La Tuque, connu et désigné comme étant le lot No 25-A un N, (25-A 1-N.) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Mailhot, en le comté de Champlain—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

2. Un emplacement situé au même endroit, contenant dix-huit pieds de largeur sur une profondeur moyenne de soixante-dix pieds à prendre et distraire de la partie sud-est du lot numéro vingt-cinq A. un-O. P. 25-A, 1-G, du cadastre susdit.

3. Un autre emplacement encore au même endroit, de forme irrégulière, mesurant trente-deux pieds dans la ligne séparant le lot vingt-cinq-A un-O. du lot vingt-cinq-B du cadastre ci-après dit, dix-sept pieds de largeur dans la ligne nord de l'emplacement ci-dessus en dernier lieu décrit, et sept pieds dans la ligne de séparation du lot vingt-cinq-A un-O. d'avec le lot vingt-cinq-A. 1. P. le dit emplacement faisant encore partie du lot vingt-cinq-A. 1. O. (P. 25-A. 1. O.).

4. Un autre emplacement situé encore au dit lieu de La Tuque, de forme triangulaire, à prendre et distraire sur la partie sud-ouest du lot vingt-cinq-A. 1. P. (P. 25-A. un P.) du cadastre fait pour le rang un du canton Mailhot susdit, mesurant le dit emplacement trente-trois pieds dans la ligne séparant le lot vingt-cinq-A. un-P. du lot vingt-cinq-A. B, à partir du lot vingt-cinq-A. un-O ; sept pieds dans la ligne séparant le lot 25-A. 1-P. du lot 25-A. 1-O, partant du lot 25-B et à partir de la ligne de séparation des lots 25-A. 1-O, et 25-A. 1-P.

Les immeubles ci-dessus décrits seront vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque, en la ville de La Tuque, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif,

Trois-Rivières, 14 mai 1912.

Shérif.

1991.2

[Première publication, 18 mai 1912.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du sixième jour de mai 1912, de nommer Monsignor Th. G. Rouleau, principal de l'école normale Laval, de la cité de Québec, M. l'abbé Nazaire Dubois, principal de l'école normale Laval, Montréal, et M. John Ahern, professeur à l'école normale Laval, Québec, membres adjoints du comité catholique de l'instruction publique de notre province.

2287

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-sixième jour d'avril 1912, de nommer M. Edmond A. B. Ladouceur, avocat, au barreau de Montréal, de la cité de Montréal, recorder de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

2297

(130)—with a house, stable and other dependencies thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, on the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office,
Three Rivers, 14th May, 1912.

Sheriff.
1990

[First published, 18th May, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court of the county of Champlain.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **G**EOURGE COTÉ, Plaintiff ; vs
No. 298. }
JOSEPH SIMARD, Defendant

As belonging to the said defendant, to wit :

1. A lot of land situate at La Tuque, known and designated as being lot No. 25-A one-N (25-A 1-N), of the official plan and book of reference of the cadastre made for the first range of the township Mailhot, in the county of Champlain—with house erected thereon, circumstances and dependencies.

2. An emplacement situate at the same place, containing eighteen feet in width by an average depth of seventy feet to be taken and subtracted from the south east of lot number twenty five-A one-O (P. 25-A, 1-O) of the aforesaid cadastre.

3. Another emplacement of the same place, of irregular outline, measuring thirty two feet in the line dividing lot twenty five-A, one-O, from lot twenty five-B of the hereinafter said cadastre, seventeen feet in width in the north line of the emplacement hereinabove latterly described, and seven feet in the line dividing lot twenty five-A one-O, from lot twenty five-A 1-P ; the said emplacement forming also part of lot twenty five-A, 1-O (P. 25-A, 1-O).

4. Another emplacement situate again at the same place at La Tuque, of triangular outline, to be taken and subtracted from the south west of lot twenty five-A, 1-P (P. 25-A, 1-P), of the cadastre made for range one of the township Mailhot aforesaid, measuring the said emplacement thirty three feet in the line dividing lot twenty five-A, one P, from lot twenty five-A-B, starting from lot twenty five-A, one-O, seven feet in the ligne dividing lot 25-A, 1-P, from lot 25-A, 1-O, starting from lot 25-B, and from the division line of lots 25-A, 1-O and 25-A, 1-P.

The immovables hereinabove described will be sold in block, at the church door of the parish of Sainte Zéphirin de La Tuque, in the town of La Tuque, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office,

Three Rivers, 14th May, 1912.

Sheriff.

1992

[First published, 18th May, 1912.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixth day of May, 1912, to appoint Monsignor Th. G. Rouleau, principal of the Laval Normal School, of the city of Québec, the abbé Nazaire Dubois, principal of the Laval Normal School, Montreal, and Mr. John Ahern, professor of the Laval Normal School, Québec, associate members of catholic committee of Public Instruction of our province.

2288

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth day of April, 1912, to appoint Mr. Edmond A. B. Ladouceur, advocate, at the bar of Montreal, of the city of Montreal, recorder of the city of Pointe aux-Trembles.

2298

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-huitième jour de mai 1912, de nommer M. Joseph Bissonnet, marchand, de la cité de Saint-Hyacinthe, registrateur de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe. 2299

Proclamation

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que la
Assistant-Procureur-Général } loi 1 Geo. V,
(1ère session), ch. 9, décrète entre autres choses
que lieutenant-gouverneur en conseil pourra émettre une proclamation déclarant qu'à compter d'une date y mentionnée, le comté du Lac Saint-Jean est érigée en district judiciaire et que le palais de justice et la prison construits dans le dit district, sont le palais de justice et la prison pour le district de Roberval :

- Quand la prison mentionnée dans la section 4 de la présente loi sera terminée à sa satisfaction ;
- Quand le palais de justice actuellement construit dans la ville de Roberval aura été aménagé convenablement pour y installer les bureaux du shérif, du protonotaire et des autres officiers nécessaires à l'administration de la justice ;
- Quand la propriété des dits palais de justice et prison aura été transposée, aux conditions jugées convenables, au gouvernement de la province ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré à Notre satisfaction que toutes ces conditions exigées par la loi 1 Geo. V, (1ère session), ch. 9, relativement à l'érection du district de Roberval, dans le comté du Lac Saint-Jean ont été accomplies.

ATTENDU que le gouvernement de la province est devenu propriétaire des dits palais de justice et prison conformément aux termes de la dite loi et de la loi 2 Geo. V, ch. 6.

ET ATTENDU qu'il est décrété qu'à compter de Notre proclamation, les dispositions contenues dans l'annexe qui suit la clause 9 de la loi 1 Geo. V, ch. 9 (1ère session) seront et sont édictées, modifiées ou abrogées dans la mesure y indiquée.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons qu'à compter du quinze juillet prochain, le comté du Lac Saint-Jean est et sera érigé en district judiciaire sous le nom de district de Roberval ; qu'à compter du dit quinze juillet prochain, les palais de justice et prison, construits dans la dite ville de Roberval, dans le dit district seront et sont le palais de justice et la prison pour le district de Roberval, et qu'également à compter du dit quinze juillet prochain, les dispositions des articles des statuts réformés de Québec, 1909, et du code de procédure civile, tels qu'énumérés dans l'annexe qui suit la clause 9 de la loi 1 Geo. V, (1ère session), ch. 9, seront et sont édictées, modifiées ou abrogées dans la mesure y indiquée.

De tout ce que dessus tous Nos fidèles sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty eighth day of May, 1912, to appoint Mr. Joseph Bissonnet, merchant, of the city of Saint Hyacinthe, registrar of the registration division of Saint Hyacinthe. 2300

Proclamation

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the
Assistant Attorney General. } act 1 Geo. V,
(1st session), ch. 9, enacts amongst other things
that the Lieutenant Governor in council may issue a proclamation declaring that from and after a date therein mentioned, the county of Lake Saint John shall be erected into a judicial district and that the court house and gaol built in the said district are the court house and gaol for the district of Roberval :

- When the gaol mentioned in section 4 of this act is completed to his satisfaction ;
- When the present court house in the town of Roberval has been suitably furnished for the installation therein of the offices of the sheriff and of the prothonotary and of the other officials required for the administration of justice ;
- When the ownership of the said court house and gaol has been conveyed to the government of the province, upon conditions deemed to be suitable ;

WHEREAS it hath been made known to Our satisfaction that all the said conditions exacted by the act 1 Geo. V, (1st session), ch. 9, relating to the erection of the district of Roberval, in the county of Lake Saint John have been fulfilled ;

WHEREAS the government of the province has become the owner of the said court house and gaol in conformity with the terms of the said act and of the act 2 Geo. V, ch. 6 ;

AND WHEREAS it is decreed that from and after Our proclamation the provisions contained in the annex following clause 9 of the act 1 Geo. V, ch. 9, (1st session) shall be and are enacted, modified or repealed in the manner therein set forth ;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered, and, by these presents do rule and order that from and after the fifteenth of July next, the county of Lake Saint John is and shall be erected into a judicial district under the name of district of Roberval ; that from and after the said fifteenth of July next, the court house and gaol built in the said town of Roberval, in the said district, shall be and are the court house and the gaol for the district of Roberval, and also that from and after the said fifteenth of July next, the provisions of the articles of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and of the code of civil procedure, as enumerated in the annex following, clause 9 of the act 1 Geo. V (1st session), chap. 9, shall be and are enacted, modified or repealed in the manner therein set forth

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce SIXIÈME jour de JUIN en l'an de grâce mil neuf cent douze et de Notre règne le deuxième.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

2333

Sous-secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

No 1479-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 6 juin 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q. de 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher des municipalités scolaires de canton Campbell et de Robertson & Pope, comté de Labelle, tout le territoire ci après désigné :

1° Les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Campbell, les Nos 12 à 32 inclusivement, du 10ème rang, comprenant le village de Mont-Laurier, les Nos. 12 à 32, inclusivement, du 2ème rang.

2° Les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Robertson, les Nos 52 à 59, inclusivement, du 2ème rang, les lots Nos 43 à 59, inclusivement des 3ème et 4ème rangs, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Notre-Dame-de-Fourvières, même comté.

2327

Québec, 6 juin 1912.

Avis est par le présent donné que la compagnie "Petite-Rivière Lumber Co., Ltd.", corps politique et incorporé, a été dissoute, conformément à une résolution des actionnaires, passée à une assemblée tenue le 31 mai 1912.

2331

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

La formation d'une association sous le nom de "Caisse de Maladie de la Cour Saint André Avellin" a été autorisée par ordre en conseil en date du 31 mai 1912.

Le but de l'association est mentionné dans sa déclaration d'être en état, au moyen de contributions de ses membres, de payer des bénéfices de maladie à ceux de ses membres affligés par la maladie, et de recruter un nombre suffisant de membres pour lui permettre de percevoir les impôts suffisants pour établir un fonds pour les membres malades.

Le principal bureau de l'association est dans le village de Saint André Avellin, comté de Labelle, P. Q.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce cinquième jour de juin 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor, Québec.

2281

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the second year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

2334

Deputy Provincial Secretary.

Government Notices

No 1479.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 6th June, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipalities of the township Campbell and of Robertson & Pope, county of Labelle, the whole of the territory hereinafter designated :

1. The lots bearing on the official cadastre of the township Campbell, the Nos. 12 to 32 inclusively of the 10th range, comprising the village of Mont-Laurier, the Nos. 12 to 32 inclusively, of the 2nd range.

2. The lots bearing on the official cadastre of the township Robertson, the Nos. 52 to 59 inclusively, to the 2nd range, the lots Nos. 43 to 59 inclusively, of the 3rd and 4th ranges, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality under the name of Notre-Dame-de-Fourvières, same county.

2328

Québec, 6th June, 1912.

Notice is hereby given that the "Petite Rivière Lumber Co., Ltd.", a body politic and corporate, has been dissolved, in conformity with a resolution of the shareholders, passed at a meeting held on the 31st May, 1912.

2332

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

The formation of an association under the name of "Caisse de Maladie de la Cour Saint-André Avellin" has been authorized by order in council dated the 31st day of May, 1912.

The purpose of the society is set forth in the declaration to be, by means of contributions from the members, to pay sick benefits to those of its members who may be afflicted by sickness, and to recruit a sufficient number of members to be able to collect sufficient assessments to establish a fund for sick members.

The head office of the society is in the village of Saint André Avellin, county Labelle, P. Q.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of June, 1912.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

2282

DEPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET
DES PÊCHERIES.

Ordonnance pour fermeture d'une route entre
les lots 11 et 12 du premier rang du canton
Joliette, dans le comté de Joliette.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse
de Sainte-Émilie de l'Énergie, dans le comté de
Joliette, par une résolution en date du cinquième
jour de juin 1911, demande la permission de fermer
la route entre les lots Nos 11 et 12 du 1er rang du
canton Joliette, copie de la dite résolution ayant été
déposée dans les archives du Ministère de la Colo-
nisation, des Mines et des Pêcheries, sous le No
6969 des lettres reçues pour l'année 1911 ;

Attendu que la raison alléguée à l'appui de la
dite demande est que cette route n'est plus d'au-
cune utilité pour la paroisse, une nouvelle route
ayant été construite un peu plus loin et qui est de
beaucoup plus avantageuse ;

Attendu qu'il y ait lieu d'accéder à cette demande
et qu'en vertu de l'article 2065 des statuts refon-
dus de la province de Québec, 1909, cette route ne
peut être fermée sans une ordonnance du Ministère
de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, des
deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

En conséquence, pour me conformer au désir du
conseil municipal de la paroisse de Sainte-Émilie
de l'Énergie, canton Joliette, comté de Joliette,
en ma qualité de Ministre de la Colonisation, des
Mines et des Pêcheries, j'autorise la fermeture de
la route ci-dessus mentionnée et ordonne que les
terrains qu'elle occupe, retournent à leurs anciens
propriétaires ou successeurs.

C. R. DEVLIN,
Ministre de la Colonisation,
des Mines et des Pêcheries.

Québec, 31 mai 1912.

2295

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET
DES PÊCHERIES.

Ordonnance pour fermeture d'un chemin de front
sur les lots 6, 7, 8 et 9 du 5ème rang du canton
Dablon (paroisse de Saint-Thomas d'Aquin)
comté du Lac-Saint-Jean.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse
de Saint-Thomas d'Aquin (Lac Bouchette), dans le
comté du Lac Saint-Jean, par une résolution en
date du 7ème jour de février 1910, demande la
permission de fermer le chemin de front sur les
lots Nos 6, 7, 8 et 9 du 5ème rang du dit canton
Dablon, copie de la dite résolution ayant été dépo-
sée dans les archives du Ministère de la Colonisa-
tion, des Mines et des Pêcheries, sous le numéro
1474 des lettres reçues pour l'année 1910 ;

Attendu que la raison alléguée à l'appui de la
dite demande, est que ce chemin n'est plus d'aucune
utilité pour la paroisse.

Attendu qu'il y ait lieu d'accéder à cette demande
et qu'en vertu de l'article 2065, des statuts refon-
dus de la province de Québec, 1909, ce chemin ne
peut être fermé sans une ordonnance du Ministère
de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries,
des deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

En conséquence pour me conformer au désir du
conseil municipal de Saint-Thomas d'Aquin, canton
Dablon, comté du Lac-Jean, en ma qualité de
Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pê-
cheries, j'autorise la fermeture du chemin ci-dessus
mentionné, et ordonne que les terrains qu'il occupe,
retournent à leurs anciens propriétaires ou succes-
seurs.

C. R. DEVLIN,
Ministre de la Colonisation,
des Mines et des Pêcheries.

2293

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND
FISHERIES

Ordinance for the closing of a road between the lots
Nos. 11 and 12 of the first range of the town-
ship Joliette, in the county of Joliette.

Whereas the municipal council of the parish of
Sainte-Émilie de l'Énergie, in the county of Joliette,
by a resolution dated the fifth day of June, 1911,
prays for the permission to close the road between
the lots Nos. 11 and 12 of the 1st range of the
township Joliette, a copy of the said resolution
having been filed in the archives of the department
of Colonization, Mines and Fisheries, under the No.
6969 of the letters received during the year 1911 ;

Whereas the reason alleged in support of the
said prayer is that the said road is no longer of any
use to the parish, a new road having been made a
little further on and which is much more advan-
tageous ;

Whereas it is fit to comply with the said prayer
and that under article 2065 of the Revised Statutes
of the province of Quebec, 1909, the said road
cannot be closed without an order from the Minister
of Colonization, Mines and Fisheries, government
money having been expended thereon ;

Therefore, to conform with the desire of the
municipal council of the parish of Sainte-Émilie de
l'Énergie, township Joliette, county of Joliette, in
my quality of Minister of Colonization, Mines and
Fisheries, I authorize the closing of the afore-
mentioned road, and order that the land it occupies
be returned to its former proprietors or their suc-
cessors.

C. R. DEVLIN,
Minister of Colonization,
Mines and Fisheries.

Quebec, 31st May, 1912.

2296

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND
FISHERIES.

Ordonnance for the closing of a front road on the
lots 6, 7, 8 and 9 of the 5th range of the town-
ship Dablon, (parish of Saint Thomas
d'Aquin), county of Lake Saint John.

Whereas the municipal council of the parish of
Saint Thomas d'Aquin (Lac Bouchette), in the
county of Lake Saint John, by resolution dated
the 7th day of February, 1910, pray for the per-
mission to close the front road on lots Nos. 6, 7,
8 and 9 of the 5th range of the said township
Dablon, a copy of the said resolution having been
filed in the archives of the Department of Colonia-
tion, Mines and Fisheries, under the number 1474
of the letters received for the year 1910 ;

Whereas the reason alleged in support of the
said prayer is that the said road is no longer of
any use to the parish ;

Whereas there is reason to comply with the said
prayer and that in virtue of article 2065 of the
Revised Statutes of the province of Quebec, 1909,
such road cannot be closed without an order of the
Department of Colonization, Mines and Fisheries,
government money having been expended thereon.

Therefore, to conform with the desire of the
municipal council of Saint Thomas d'Aquin, town-
ship Dablon, county of Lake Saint John, in my
quality of Minister of Colonization, Mines and
Fisheries, I authorize the closing of the aforemen-
tioned road, and order that the land it takes up
be returned to its former proprietors or their
successors.

C. R. DEVLIN,
Minister of Colonization,
Mines and Fisheries.

2294

La compagnie "The Brunswick Balke Collender Company of Canada, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James C. Partridge, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 5 juin 1912.

2289

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 31 mai 1912

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Hatley, dans le comté de Stanstead, le 1er jour d'avril 1912, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue anglaise seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Hatley, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue anglaise seulement, excepté ceux publiés dans la "Gazette Officielle de Québec".

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

C. J. SIMARD,

Sous secrétaire de la province.

Bureau du secrétaire.

Québec, 4 juin 1912.

2285

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1912, constituant en corporation M^{rs} J. George Langelier, courtier, Edgar Tremblay, plombier, Jean Baptiste Allaire, bourgeois, Jean Baptiste Langelier, voyageur, et Alphonse Beauregard, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, acheter, posséder, arrenter, développer, cultiver, revendre en bloc, pour des fins de construction ou autres, non en contrevention avec les règlements municipaux, une terre ou des terres situées sur la rive sud de la rivière Saint Laurent, entre Longueuil et Laprairie, près de Montréal ; donner des promesses de vente pour le tout ou partie des dites terres, y ériger des constructions, maisons d'habitation, cottages, chalets, hôtels, manufactures, et autres bâtiments et dépendances, y faire des chemins et des rues, subdiviser les dites terres, les cadastrer, exercer généralement pour les fins de revente de ces terres et terrains le commerce de courtier d'immeubles ;

Acquérir, acheter, développer, revendre en tout ou en partie, des immeubles dans la cité de Montréal ou dans les limites des municipalités de Longueuil, Saint Lambert et Laprairie, un ou des immeubles avec ou sans bâtisses, nécessaires ou utiles aux fins de construction ou d'administration des affaires de la compagnie ; prendre, accepter, détenir des actions d'autres compagnies dont les objets

The "Brunswick Balke Collender Company of Canada, Limited" has been authorized to do business in the province Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James C. Partridge, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Qu bec, 5th June, 1912.

2290

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 31st May, 1912.

Présent : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Hatley, in the county of Stanstead, on the first day of April, 1912, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-laws or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the english language only without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas the formalities of law have been observed ;

It is ordered, that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Hatley, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the english language only, except those published in the "Official Gazette."

GUSTAVE GRENIER,

Clerk of the Executive Council.

Published in pursuance to article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Secretary's office.

Quebec, 4th June, 1912.

2286

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of May, 1912, incorporating Messrs. J. George Langelier, broker, Edgar Tremblay, plumber, Jean Baptiste Allaire, gentleman, Jean Baptiste Langelier, traveller, and Alphonse Beauregard, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquired, purchase, hold, lease, develop, cultivate, resell in block for building or other purposes, not in contravention with municipal by-laws, a land or lands situate on the south shore of the river St. Lawrence, between Longueuil and Laprairie, near Montreal ; to give promises of sale for the whole or part of the said lands, erect thereon buildings, dwelling houses, cottages, chalets, hotels, factories and other structures and dependences, and make roads and streets on same, subdivide and survey the said lands, and generally carry on for the purposes of the resale of the said lands and lots the business of real estate agents ;

To purchase, acquire, develop, resell in whole or in part, in the city of Montreal or within the limits of the municipalities of Longueuil, St. Lambert and Laprairie, one or more immoveables with or without buildings necessary or useful for the purposes of building or the management of the business of the company ; to take, accept, hold the shares of other companies whose objects are partly or wholly similar to those of this company, in pay-

sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, en paiement de toute redevance de prix de vente d'aucune partie des dites terres ou terrains acquis par la dite compagnie, sous le nom de "City South View of Montreal Limited", avec un capital de quatre-vingt mille piastres (\$80,000 00), divisé en huit cents (800) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,

2223

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Philip Osborn Viall et Charles Harrington Nadeau, marchands de bois, de Port Daniel, comté de Bonaventure, Julian Wetherbee, ingénieur forestier, Ada O. Viall, veuve de feu C. C. Viall, de Painesville, Ohio, E. U. A., Max P. Goodman, avocat et procureur en droit, de Cleveland, Ohio E. U. A., dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, faire et exercer les affaires de manufacture de bois de charpente, moulins et bois en général dans toutes leurs branches, y compris la coupe du bois, descente du bois, sciage, tirage, manufacture, expédition, achat et vente des produits du bois de charpente et bois de toute sorte et description, et en général les affaires mercantiles, en gros et en détail, et faire toutes choses ayant rapport aux dits objets, avec pouvoir de construire, ériger, équiper, établir, maintenir et mettre en opération des moulins, constructions pour moulin, manufactures pour travailler le bois, maisons, magasins, entrepôts, forges, bateaux, ateliers pour machines et toutes autres bâtisses, ensemble avec les quais et facilités d'expédition nécessaires ou utiles à la mise en opération des divers buts et objets de la compagnie proposée, sous le nom de "P. O. Viall Lumber Company, Limited," avec un capital total de cinquante deux mille piastres (\$52,000.00), divisé en cinq cent vingt (520) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Port Daniel, dans le district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2319

Sous secrétaire de la province.

Vente de Faillite

VENTE DE FAILLITE.

Nestor Fagnan, entrepreneur, de Montréal. Failli ;

et

Napoleon Saint Amour, Curateur.

Le sousigné vendra par encan public au No 69, rue Saint Jacques, Montréal, MERCREDI, le 10 JUILLET 1912, à 11 heures A. M., les immeubles suivants :

1° Un immeuble situé sur la rue des Erables et composé d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-six (36), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, contenant quarante pieds (40) de largeur par cent (100) de profondeur ;

2° Une lisière de terre de cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, connue comme étant la partie sud est du lot No trente-cinq (35), des plan et livre de renvoi officiels susdits ; bornés cette partie du lot, en front par la rue des Erables, en arrière par le lot No onze (11) ; d'un côté par le lot sus-

ment of any amount due for the sale price of any part of the said lands or lots acquired by the said company, under the name of "City South View of Montreal, Limited" with a capital of eighty thousand dollars (\$80,000 00), divided into eight hundred shares (800) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

2224

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1912, incorporating Messrs. Philip Osborn Viall and Charles Harrington Nadeau, lumbermen, of Port Daniel, county of Bonaventure, Julian Wetherbee, forestry engineer, Ada O. Viall, widow of late C. C. Viall, of Painesville, Ohio, U. S. A., Max P. Goodman, barrister and attorney at law of Cleveland, Ohio, U. S. A., for the following purposes:

To acquire, own, carry on and prosecute a general lumbering, milling and wood manufacturing business in all its branches, including the logging, driving, sawing, milling, manufacturing, shipping, buying and selling of lumber products and wood of all kinds and descriptions, and a general mercantile business both wholesale and retail, and to do all things as are incidental to such objects, with power to build, erect, equip, establish, maintain and operate mills, mill buildings, wood working factories, houses, stores, warehouses, blacksmith shops, boats and machine shops and all other buildings, together with wharfs and shipping facilities necessary or convenient for the carrying out of the various purposes and objects of the proposed company, under the name of "P. O. Viall Lumber Company Limited" with a capital stock of fifty two thousand dollars (\$52,000.00), divided into five hundred and twenty (520) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Port Daniel, in the district of Gaspé.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2320

Deputy Provincial Secretary.

Insolvent Sale

INSOLVENT SALE

Nestor Fagnan, contractor, of Montreal. Insolvent ;

and

Napoléon Saint Amour, Curator.

The undersigned will sell by public auction at No. 69, Saint James street, Montreal, on WEDNESDAY, the 10th JULY, 1912, at 11 o'clock A.M., the following immoveables :

1. An immoveable situate on des Erables street, and composed of a lot of land known and designated under the number thirty six (36), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Visitation, containing forty feet (40) in width by one hundred feet (100) in depth ;

2. A strip of land five feet in width by one hundred feet in depth, more or less, known as being the south-east part of lot No. thirty five (35), of the aforesaid official plan and book of reference ; the said part of lot being bounded in front by des Erables street, in the rear by lot No. eleven (11),

décrit et de l'autre côté par la partie restante du dit lot No 35, tel que le tout se trouve actuellement—avec toutes les bâtisses érigées sur les dits terrains, et toutes les servitudes actives et passives y attachées et avec droit au mur mitoyen du côté sud. Ces deux lots ne forment qu'une seule et même exploitation ;

3° Deux lots de terre situés dans la ville Emard, sur la cinquième avenue, connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de la subdivision 6a et 7a du lot originaire 4669 du cadastre hypothécaire de la paroisse de Montreal, mesurant collectivement 50 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, à distraire de la subdivision 6a, une lisière de terrain de 11 pieds de largeur à partir de la ligne de limitation entre la dite subdivision No 6a, et portant le No 5b du dit lot originaire du cadastre, par une profondeur de 27 pieds à partir de la cinquième avenue, appartenant au propriétaire de la dite subdivision 5b du dit lot originaire à perpétuité avec les bâtisses dessus construites ;

4° Un lot de terre vacant, situé à la Pointe aux Trembles, connu au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe aux Trembles, sous le No 198 de la subdivision 259 ;

5° Les droits dans une promesse de vente de deux lots de terre situés à Ahuntic ; bornés en front par la rue Berri, formant partie du lot No 240 au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault aux Recollets, et connus comme subdivision Nos 233-234 ;

6° Une créance au montant de \$300.00 due par hypothèque sur un immeuble situé sur la rue Levis, portant le No 1719 du lot originaire No 148, cadastre hypothécaire du village Hochelaga, à Montreal, payable à cent piastres par année, sans intérêt.

Conditions et cahier de charges pourront être vus au bureau du curateur soussigné,

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur,

11, Place d'Armes, Montréal.

Marcotte frères,

Encanteurs.

2317

on one side by the above described lot, and on the other side by the remaining part of the said lot No. 35, as the whole is presently—with all the buildings erected on the said lands and all the active and passive servitudes attached thereto, and with the right in the mitoyen wall on the south side. The said two lots form but one and the same plot ;

3. Two lots of land situate in town Emard, on fifth avenue, known and designated on the official plan and book of reference of subdivision 6a and 7a of primitive lot 4669 of the hypothecary cadastre of the parish of Montreal, measuring collectively 50 feet in width by 80 feet in depth, english measure, and more or less, to be withdrawn from subdivision 6a, a strip of land 11 feet in width from the boundary line between the said subdivision No. 6a, and bearing the No. 5b of the said primitive cadastral lot, by a depth of 27 feet from fifth avenue, belonging to the proprietor of the said subdivision 5b of the said primitive lot, in perpetuity, with the building thereon erected ;

4. A lot of vacant land situate at Pointe aux Trembles, known on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, under the No. 198 of subdivision 259 ;

5. The rights in a promise of sale of two lots of land situate at Ahuntic ; bounded in front by Berri street, forming part of lot No. 240 on the official plan and book of reference of the parish of Sault aux Recollets, and known as subdivision Nos 233-234 ;

6. A claim for the sum of \$300.00 due by hypothec on an immovable situate on Levis street, bearing the No. 1719 of the primitive lot No. 148, of the hypothecary cadastre of the village Hochelaga, at Montreal, payable by one hundred dollars per annum without interest.

Conditions and list of charges may be seen at the office of the undersigned curator.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator,

Place d'Armes, Montreal.

Marcotte Frères,

Auctioneers.

2318

Avis Divers

DISTRICT ELECTORAL DE SOULANGES.

Etat des dépenses d'élection de J. O. Mousseau, candidat à l'élection d'un député pour le dit district électoral.

Payé pour orateurs, loyer de salles, voitures, impressions, messages.....\$ 183.05

Approuvé,

AVILA GAREAU, Agent.

Produit ce 20 mai 1912.

ADRIEN ROULEAU,

2325

Officier rapporteur.

Miscellaneous Notices

ELECTORAL DISTRICT OF SOULANGES

Statement of the election expenses of J. O. Mousseau, candidate at the election of a deputy for the said electoral district.

Paid for speakers rent of halls, vehicles, printing, messages..... \$183.05

Approved,

AVILA GAREAU, Agent,

Filed this 20th May, 1912.

ADRIEN ROULEAU,

2326

Returning officer.

Index de la Gazette Officielle de Québec No 23.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Beausoleil vs Royer.....	1238
" Bourgouin vs Niker.....	1239
" Buteau vs Demers.....	1238
" Cloutier vs Roy.....	1237
" Dagenais vs Lecours.....	1243
" Desrosiers vs Beaulieu.....	1239

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1209.

ASSEMBLÉES :—Cie chemin de fer Québec-Central, 1239 ; Laurentian Water & Power Coy, 1243.

ASSOCIATION :—Caisse de Maladie de la Cour Saint-André Avellin, 1260.

AVIS :—Cantons Cox, Hope et Port Daniel, district de Gaspé, 1243 ; La Cie Immobilière Ouest de Notre-Dame-de-Grâce, limitée, 1188 ; L'Association du Cimetière de North Georgetown, 1243 ; L'Association du Cimetière de Riverfield, 1242 ; Succession Bernier, 1193.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1235 ; Conseil législatif, 1234.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPERATIONS :—Révillon frères, 1211 ; The Brunswick Balke Collender, Coy of Canada, 1262.

COMPAGNIE DISSOUTE :—Petite Rivière Lumber Co., ltd, 1260.

COMPAGNIES ENREGISTRÉES :—La Caisse des Maladies de la Cour Saint-Jacques de Montréal, 1233 ; La Caisse de Maladie et des Frais Funéraires de la Cour Champlain, 1233 ; The Palatine Insurance Coy, 1233 ; The Saint Patrick's Court Benefit Society, 1233 ; The Travelers Indemnity Coy, 1211.

DÉPUTÉS ÉLUS :—District électoral de Saint-Sauveur, 1209 ; Joliette, 1209 ; Jacques-Cartier, 1209 ; Rouville, 1209 ; Montréal-Saint-Georges, 1209 ; Kamouraska, 1209 ; Frontenac, 1209 ; Champlain, 1209 ; Pontiac, 1210 ; Napierville, 1210 ; Matane, 1210 ; Chicoutimi, 1210 ; Huntingdon, 1210 ; Montréal-Dorion, 1210 ; Saint-Maurice, 1210 ; Montréal-Hochelaga, 1210 ; Lac-Saint-Jean, 1210 ; Drummond, 1210 ; Compton, 1210 ; Montréal-Sainte-Marie, 1210 ; L'Islet, 1210 ; Maisonneuve, 1210 ; Témiscaming, 1210 ; Québec-Ouest, 1210.

ÉTAT :—Dépenses d'élection de M. J. O. Mousseau, Soulanges, 1264.

EXPROPRIATION :—La cité de Québec vs Cloutier, 1244.

EXAMEN, BARREAU :—Arthabaska, 1240 ; Montréal, 1240 ; St-François, 1241 ; Trois-Rivières, 1241.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Beaulieu	1245
Bilodeau	1244
Bouchard & Cie.....	1245
Denis.....	1244

Index of the Quebec Official Gazette, No. 23.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Donovan vs Coghlin	1238
" Fréchette vs Gagné.....	1239
" Letertre alias Tarte vs Tétreault.....	1238
" Phillips vs Goodman.....	1238
" Poulin vs Bernier	1237
" Scarff vs Stuart.....	1238

ADVERTISEES :—Notice to :—Respecting notices, etc, 1209.

MEETING :—Quebec Central Railway Coy, 1239 ; Laurentian Water & Power Coy, 1243.

ASSOCIATION :—Caisse de Maladie de la Cour Saint-André Avellin, 1260.

NOTICE :—Townships Cox, Hope et Port Daniel, district of Gaspé, 1243 ; La Cie Immobilière Ouest de Notre-Dame-de-Grâce, limited, 1188 ; Association of North Georgetown Cemetery, 1243 ; Association of Riverfield Cemetery, 1242 ; Estate Bernier, 1193.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1235 ; Legislative Council, 1234.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Révillon frères, 1211 ; The Brunswick Balke Collender Coy of Canada, 1262.

COMPANY DISSOLVED :—Petite Rivière Lumber Co., ltd, 1260.

REGISTERED COMPANIES :—La Caisse des Maladies de la Cour Saint-Jacques de Montréal, 1233 ; La Caisse de Maladie et des Frais Funéraires de la Cour Champlain, 1233 ; The Palatine Insurance Coy, 1233 ; The Saint Patrick's Court Benefit Society, 1233 ; The Travelers Indemnity Coy, 1211.

MEMBERS ELECTED :—Electoral district of Saint-Sauveur, 1209 ; Joliette, 1209 ; Jacques-Cartier, 1209 ; Rouville, 1209 ; Montréal-Saint-Georges, 1209 ; Kamouraska, 1209 ; Frontenac, 1209 ; Champlain, 1209 ; Pontiac, 1210 ; Napierville, 1210 ; Matane, 1210 ; Chicoutimi, 1210 ; Huntingdon, 1210 ; Montréal-Dorion, 1210 ; Saint-Maurice, 1210 ; Montréal-Hochelaga, 1210 ; Lake Saint John, 1210 ; Drummond, 1210 ; Compton, 1210 ; Montréal-Sainte-Marie, 1210 ; L'Islet, 1210 ; Maisonneuve, 1210 ; Témiscaming, 1210 ; Québec West, 1210.

STATEMENT :—Election expenses of Mr. J. O. Mousseau, Soulanges, 1264.

EXPROPRIATION :—The city of Quebec vs Cloutier, 1244.

EXAMINATION, BAR :—Arthabaska, 1240 ; Montréal, 1240 ; Saint Francis, 1241 ; Three Rivers, 1241.

FAILLIS :—INSOLVENTS

Hyams	1245
Lazanis.....	1244
Ouellet.....	1244

FERMETURE D'UN CHEMIN DE FRONT :—Canton
Dablon, 1261.

FERMETURE D'UNE ROUTE :—Canton Joliette, 1261.

LETTRES PATENTES :—

Associated Bottles Exchange and Protective
Association..... 1215
City South View of Montreal, Ltd..... 1263
Cie Lemoine & Lesage, ltée..... 1214
Club Alexandra, ltée..... 1229
International Corporation of Industry..... 1215
La Cie de Fonderie de Tring Jonction, ltée. 1225
La Compagnie Immobilière Ouest de Notre-
Dame de Grâce, Limitée..... 1225

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES :—The National
Bond Coy Incorporated, 1230.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer
ou d'ériger :—Saint-Théophile—D'Ely, 1233 ;
Buckingham-Est, 1232 ; Northfield and Wright
—Canton Wright, 1232 ; Saint-Rémi de la
rivière Méis—Sainte-Flavie, 1232 ; Témisca-
mingue—Laverlochère et Baby, 1232 ; Vill-
lage de Saint-Marcel, 1143 ; Limoilou—Cité
de Québec, 1232.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande de détacher :
—Notre-Dame de Fourvières, 1260.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDEE DE PUBLIER
DANS UNE SEULE LANGUE :—Village de Bon-
secours, comté de L'Islet, 1212 ; Village de
Charlemagne, comté de L'Assomption, 1212 ;
Village de Hatley, comté de Stanstead, 1262.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIGÉES :—
Canton Raudot, 1213 ; Village of Hatley, 1213 ;
Saint-Amédée, 1213 ; Saint-Lucien, 1213 ;
Pointe-à-la-Savana—Péribonka, 1212 ; Wick-
ham-Ouest—Saint-Germain de Grantham,
1211.

NOMINATIONS :—

Commissaire d'école :—Aimé Potvin, 1211.

Conseillers municipaux :—Canton Westbury, 1210.

Juges de paix.—Wm John Darlington, 1210.

Membres adjoints du comité catholique de l'in-
struction publique, 1258.

Recorder :—Ville de la Pointe aux Trembles, 1258.

Régistrateur :—Saint-Hyacinthe, 1259.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—En faveur
de J. A. Lussier, 1211.

PROCLAMATION :—Palais de justice et prison, dis-
trict de Roberval, 1259.

RÉSOLUTIONS :—Annexion de divers lots du canton
Jersey à la paroisse de Saint-Théophile, 1242 ;
Annexion de divers lots du canton Dorset à
Saint-Martin de Beauce, 1242.

VENTE DE FAILLITE :—Fagnan, 1263.

VENTE PAR ENCAN :—Dominion Express Co., 1245.

VENTE PAR LICITATION :—O'Borne vs O'Borne et
al, 1245.

CLOSE OF A FRONT ROAD :—Township Dablon,
1261.

CLOSE OF A BY-ROAD :—Township Joliette, 1261.

LETTERS PATENTS :—

L'Industrielle de Beauceville, ltée..... 1231
Montreal West Realty and Contracting Coy.. 1223
P. O. Viall Lumber Coy, Ltd..... 1263
The Dixie Realities Incorporated..... 1228
The Provincial Trust Coy..... 1227
Twin River Land Coy..... 1229
Victoria Realty Coy..... 1222
Viewmount Land Coy, Ltd..... 1214

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—The National
Bond Coy Incorporated, 1230.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or
to erect, &c. :—Saint-Théophile—D'Ely, 1233 ;
Buckingham-Est, 1232 ; Northfield and Wright
—Township Wright, 1232 ; Saint-Rémi de la
rivière Méis—Sainte-Flavie, 1232 ; Témisca-
mingue—Laverlochère et Baby, 1232 ; Village
of Saint-Marcel, 1143 ; Limoilou—City of Que-
bec, 1232.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to detach :—
Notre-Dame de Fourvières, 1260.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE
LANGUAGE ONLY :—Village of Bonsecours,
county of L'Islet, 1212 ; Village of Charle-
magne, county of L'Assomption, 1212 ; Village
of Hatley, county of Stanstead, 1262.

SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED :—
Township Raudot, 1213 ; Village of Hatley,
1213 ; Saint-Amédée, 1213 ; Saint-Lucien,
1213 ; Pointe-à-la-Savana—Péribonka, 1212 ;
Wickham West—Saint-Germain de Grantham,
1211.

APPOINTMENTS :—

School commissioner :—Aimé Potvin, 1211.

Municipal councillors :—Township Westbury, 1210.

Judges of the peace.—Wm John Darlington, 1210.

Joint members of the catholic committee of public
instruction, 1258.

Recorder :—Town of la Pointe aux Trembles, 1258.

Registrar :—Saint-Hyacinth, 1259.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—In favor of J.
A. Lussier, 1211.

PROCLAMATION :—Court House and gaol, district
of Roberval, 1259.

RESOLUTIONS :—Annexion of several lots of the
township to parish of Saint-Théophile, 1242 ;
Annexion of several lots of the township of
Dorset to Saint-Martin of Beauce, 1242.

INSOLVENT SALE :—Fagnan, 1263.

AUCTION SALE :—Dominion Express Co., 1245.

SALE BY LICITATION :—O'Borne vs O'Borne et al,
1245.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCÉ : —Lemieux (Dme) vs Paré, 1246.

CHICOUTIMI : —Harvey vs Simard, 1247 ; La Cie Massey-Harris vs Gagnon, 1247 ; Les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi vs Bergeron, 1247 ; The De Laval Separator Co. vs Trudel, 1247.

GASPÉ : —Delaney Frères vs Poirier, 1248.

MONTMAGNY : —Déchène vs Gregoire, 1248.

MONTREAL : —Clément vs héritiers, 1249 ; Dease (Dme) vs Tardif, 1249 ; Vipond vs Mullan, 1250.

QUÉBEC : —Frank vs Forman, 1250.

RIMOUSKI : —Bradley vs Saucier, 1256

SAGUENAY : —Cloutier, failli, 1256.

TROIS RIVIÈRES : —Côté vs Simard, 1258 ; L'Heureux vs Héritiers Johnston, 1257 ; Paquin vs Savard, 1257.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCÉ : —Lemieux (Dme) vs Paré, 1246.

CHICOUTIMI : —Harvey vs Simard, 1247 ; La Cie Massey-Harris vs Gagnon, 1247 ; The school commissioners of the town of Chicoutimi vs Bergeron, 1247 ; The De Laval Separator Co. vs Trudel, 1247.

GASPÉ : —Delaney Frères vs Poirier, 1248.

MONTMAGNY : —Déchène vs Gregoire, 1248.

MONTREAL : —Clement vs heirs, 1249 ; Dease (Dme) vs Tardif, 1249 ; Vipond vs Mullan, 1250.

QUEBEC : —Frank vs Forman, 1250.

RIMOUSKI : —Bradley vs Saucier, 1256.

SAGUENAY : —Cloutier, insolvent, 1256.

THREE RIVERS : —Côté vs Simard, 1258 ; L'Heureux vs Heirs Johnston, 1257 ; Paquin vs Savard, 1257.

OK
13 1912